

Libération

8 pages spéciales
Pinochet:
 pourquoi
 il faut
 le juger

La justice britannique doit se prononcer cette semaine sur l'extradition de l'ancien dictateur chilien vers l'Espagne. Pour quels crimes faut-il le juger? «Libération» reprend le récit des seize années sanglantes. **Cahier central**



Effet de serre: un sommet affligeant

La conférence sur le climat, qui devait s'achever vendredi soir à Buenos Aires, a tenté de concrétiser l'engagement, pris il y a un an à Kyoto par 38 pays industrialisés, de réduire et de contrôler les émissions de gaz à effet de serre. Sans beaucoup avancer... Page 2



Rescapée du déluge

Arrachée à sa maison par les eaux, Laura Isabel Arriola a vu ses enfants se noyer sous ses yeux, puis a dérivé pendant six jours au large du Honduras, accrochée à un tronç d'arbre, avant d'être sauvée par une frégate anglaise. Notre envoyé spécial l'a rencontrée. Récit, page 6

L'escroc «dupliquait» les dollars

Donatien Koagne, un faux-monnayeur camerounais, est détenu depuis trois ans au Yémen. Simple affaire d'escroquerie? Pourquoi, alors, la DST tente-t-elle de le faire libérer? Page 18

Impro photo

Invité d'honneur du X^e Mois de la photo, Johan Van der Keuken, cinéaste inspiré par le jazz et l'improvisation, raconte comment il est revenu à la photo avec une série de manifestations intitulée «Le corps et la ville». Page 28



www.liberation.com

(Publicité)

Loft

Le choix de 7 forfaits.

sur le réseau Tera

France Telecom

M 0135 - 1114 - 7,00 F



Fumées
d'usine au
Brésil.

LOU SAUTER / CONTRASTO

Maigres résultats pour la conférence mondiale sur le climat. Buenos Aires ne fait pas baisser la température de la planète

*Aucun Etat n'a encore mis en pratique ses engagements
de réduire les émissions de gaz à effet de serre.*

Buenos Aires

de notre correspondante

La conférence sur le climat de Buenos Aires devait s'achever dans la nuit de vendredi à samedi sur un bilan globalement décevant. Seule «bonne nouvelle»: les 160 pays réunis s'acheminaient vers la décision... de se réunir à nouveau lors d'un prochain sommet, afin de mettre en application les résolutions prises à Kyoto au Japon en décembre 1997. Car tout ou presque reste à faire. L'annonce faite jeudi par les Améri-

cains de leur signature du protocole de Kyoto n'annonce pas pour autant un débouché concret. Et ce ne sont pas les bonnes résolutions de l'Argentine et du Kazakhstan de réduire leurs émissions de gaz nocifs qui changeront grand chose: ils ne sont pas parmi les plus gros pollueurs de la planète. En définitive, aucune décision sur la manière de mettre en pratique les accords de Kyoto n'a été prise. On ne voit toujours pas comment réduire les émissions globales de gaz à effet de serre (GES) de 5,2 % par rapport à 1990, à l'horizon de

2010. Et pourtant ce point était le sujet majeur de la conférence de Buenos Aires.

Les discussions semblaient pourtant bien engagées. Le 2 novembre, le président argentin Carlos Menem avait déclaré que l'Argentine, de façon volontariste, réduirait sa pollution. Mais ensuite les discussions d'experts se sont enlisées. En effet, les pays en développement, rassemblés dans le groupe des 77 (1), et en particulier la Chine et l'Inde

(deuxième et sixième pollueurs en CO₂), n'ont pas voulu «reculer». Comme à Kyoto,

**«Les pays industrialisés doivent faire le premier pas pour combattre le changement climatique.»
Le ministre autrichien de l'Environnement**

ils ont refusé de réduire leurs émissions gazeuses, cet effort devant être, de leur point de vue, supporté d'abord par les pays riches «responsables historiques» de la pollution. Et la situation s'est bloquée, car les Etats-Unis, principaux pollueurs (avec seulement 4 % de la population mondiale, ils rejettent un quart des GES mondiaux),

n'en ont pas démordu: pour réduire chez eux, il faut que les autres, même les pays en développement, y mettent du leur. Jeudi, pourtant, en révélant qu'ils signeraient l'engagement de Kyoto, les Américains ont au moins permis que les négociations ne soient pas rompues. C'est loin d'être suffisant: «Ils n'ont rien fait de plus que se mettre sur la ligne de départ», estime ainsi le WWF (organisation internationale de protection de la nature). Au début de la semaine, les ministres sont entrés en lice. «Nous devons répondre aux at-

tentes des pays du Sud. L'Union européenne fera tout pour être un pont entre leurs intérêts et la position des Etats-Unis», a indiqué à son arrivée le ministre française de l'Environnement Dominique Voynet. «Les pays industrialisés doivent faire le premier pas pour combattre le changement climatique», a complété son homologue autrichien Martin Bartenstein. L'Union européenne a ainsi réaffirmé ses intentions. D'une part, il s'agit d'intégrer progressivement les pays du Sud au processus de Kyoto, notamment par les «mécanismes de

L'ÉVÉNEMENT

Cédric Philibert, économiste présent à Buenos Aires
«Il y du changement dans l'atmosphère»

EDITORIAL

par DOMINIQUE LEGLU

Coup de chaleur

Le temps qu'il fait, si on en croit les experts, pourrait nous valoir à tous un sérieux coup de chaud. Mais pour ce qui est du temps dont on dispose, les politiques vont piano piano, apparemment sans sueurs froides. Or, dans cette affaire, qui va piano ne va pas sano. Aller doucement, n'est pas aller sainement. Pas assez de précautions aujourd'hui en matière de réduction des émissions de gaz «réchauffants», et c'est un terrible réveil demain. D'autant que le thermomètre, instrument sans état d'âme, serait déjà en train de grimper aux pôles, avec banquise qui fond et mer qui monte. Et si ça s'emballait, alors bonjour au Tertiaire retrouvé, avec ambiance chaleureuse comme à l'époque des dinosaures. Oui, mais dans combien de temps? A suivre la succession de conférences internationales censées venir à bout des modifications dangereuses du climat, de l'atmosphère et de ses gaz (Rio 1992, Berlin 1995, Bonn 1996, Kyoto 1997, Buenos Aires 1998), on pourrait penser que tout cela n'est que pour... dans très longtemps! Pourtant, à ne pas se hâter ou à le faire bien trop lentement, les malheurs pourraient activer l'allure d'eux-mêmes. Parler de l'emballage du climat fait songer à la théorie des catastrophes: au-delà de cette limite, nos interventions ne seront plus valables. En revanche, typhons, inondations et excès météorologiques en tout genre (trop sec, trop chaud, trop venteux...) n'attendent que cela. Mais hélas pas suffisamment pour déclencher aujourd'hui, aux Etats-Unis, une tempête vertueuse à la Chambre des représentants, sur l'air de «réduisons nos poisons». Et pas plus de bourrasques en Chine, au plénum du Comité central tout à sa grande marche vers le développement économique. Les cycles globaux de la planète ont leurs raisons que la raison des assemblées et des gouvernements locaux ne connaît pas. Et si dans cinquante ou cent ans, des Mitch se déchaineraient à répétition, il sera trop tard pour faire la leçon aux imprévoyants de cette fin de siècle.

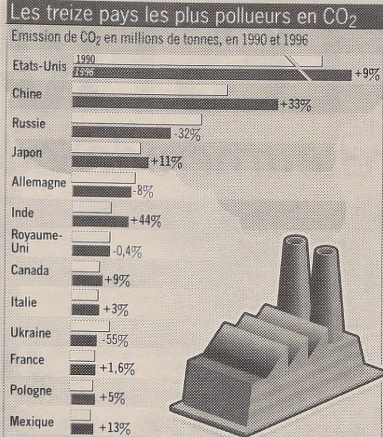
Cédric Philibert, économiste, consultant senior du Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnué), a participé aux travaux de la conférence de Buenos Aires. A Kyoto et à Berlin, il faisait partie de la délégation française et sait la difficulté d'harmoniser connaissances scientifiques et décisions politico-économiques. Pour Libération, il fait le point sur les questions de climat au cœur des discussions en Argentine.

Y a-t-il déjà réchauffement climatique?

Très vraisemblablement. En moyenne globale, les dernières années ont été les plus chaudes de la planète. 1997 a établi un record et 1998 sera plus chaud encore. Les modèles de climat montrent qu'il devrait y avoir augmentation de la température davantage vers les pôles que vers l'équateur, et c'est ce qu'on mesure. Ce qui est sûr, c'est qu'il y a un grand changement de l'atmosphère. La quantité de gaz carbonique a augmenté de 25 % depuis 1800, et la teneur en méthane a doublé. Avec l'introduction d'autres types de gaz (CFC, chlorofluorocarbones, HCFC, PFC, N₂O...), on arrive à l'équivalent d'une augmentation du gaz carbonique de 50 %. Ces gaz sont à l'effet de serre, autrement dit retenant la chaleur autour de la planète, et contribuent à faire augmenter la température.

Le cyclone Mitch, qui a dévasté le Honduras et le Nicaragua, est-il le signe du dérèglement du climat?

Prudents, les scientifiques réunis à Buenos Aires ne se sont pas hasardés à dire que Mitch vient directement d'un changement du climat. Ce que les spécialistes disent, c'est: «Voilà ce qui se passera de plus en plus souvent si le climat se dérègle.»



© Libération. Source: Agence internationale de l'énergie

Tout le monde a le sentiment que ce type de catastrophe doit se multiplier si le climat évolue vers des situations extrêmes. Voilà pourquoi Klaus Topfer (nouveau directeur du Pnué, ndr) a souligné la nécessité, après l'ouragan Mitch, de renforcer les études et recherches en matière d'impacts régionaux du réchauffement.

Va-t-il falloir effectuer des mesures de température de la planète encore plus précises?

Le plus important est l'«intelligence» qu'on a de ces mesures. Il peut y avoir des problèmes avec les données elles-mêmes, comme une contradiction qui a duré des années entre mesures au sol et par satellites. Il a fallu attendre l'état de l'art pour que les données satellitaires soient totalement réinterprétées vers un réchauffement. Mais il y a plus important: il ne faut

sur tout pas faire dépendre nos décisions de ces mesures. Il faut agir avant.

Pourquoi?

Si on attend d'avoir les mesures qui montrent que, ça y est, le climat s'est bel et bien réchauffé de 2°, alors c'est qu'on sera déjà sur la tendance d'une élévation encore plus grande de la température: 6° à 8°. L'ère tertiaire, le temps des dinosaures! On a déjà vu ce genre de choses avec l'ozone. Avec la décision en 1990 à Londres d'abandonner les CFC (gaz provoquant la destruction de l'ozone en haute atmosphère, ndr), on espère le retour à une situation normale pour 2050-2100. Si on avait décidé par précaution d'arrêter ces émissions de gaz nocifs dès 1985 à Montréal, on n'aurait peut-être jamais atteint de seuil aussi grave. En agissant dix ans plus tôt, on n'aurait pas perdu cinquante ans.

Y a-t-il un seuil de température qui peut faire basculer le climat dangereusement?

On ne sait pas. Mais on veut planifier les émissions de gaz à effet de serre. Toutes les discussions ont été focalisées sur le doublement de la concentration de CO₂ par rapport à la période préindustrielle. A court terme, les décisions de plafonnement auront des effets insignifiants. Les 2° d'augmentation de la température, on les aura de toute façon. Mais ce qui compte, c'est de lancer vraiment une dynamique pour «décarboniser». Si on ne fait rien, les émissions de gaz à effet de serre pourraient tripler en 2100, quadrupler en 2150... Et qui sait s'il y aura pas alors de phénomène de runaway, d'autoamplification, qui fera que le réchauffement s'emballera.

Recueilli par DOMINIQUE LEGLU

Des décisions graves remises à plus tard
La signature des Etats ne les oblige en rien à moins polluer.

Personne ne criera victoire à l'issue de la conférence de Buenos Aires. Au mieux, les 160 pays présents s'accorderont sur un calendrier de deux ans destiné à mettre en œuvre ce qui n'a pas pu l'être lors des deux semaines écoulées. Piètre résultat pour une négociation entamée en 1992. Pour la plupart des négociateurs, différer les décisions d'un an ou deux n'aura pas d'incidence sur l'évolution planétaire du climat. Pas grave, mais décourageant...

De façon plus aigüe qu'à Kyoto en décembre 1997, ou les négociations avaient failli échouer à cause de la réticence des Etats-Unis à diminuer leurs propres émissions de polluants, la confrontation Nord-Sud a dominé les débats de Buenos Aires. L'intransigence des deux camps (pays industrialisés astreints à des réductions drastiques de leurs émissions contre pays en développement exemptés d'efforts) a atteint un paroxysme en Argentine. Seule note apparente d'optimisme: jeudi, les Etats-Unis ont enfin signé le protocole de Kyoto, selon lequel les pays industrialisés s'engagent à réduire globalement d'ici à 2012 leurs émissions de gaz à effet de serre de 5,2 % par rapport au niveau de 1990. 57 Etats avaient déjà paraphé l'accord, mais les deux principaux émetteurs mondiaux de CO₂, les USA et la Russie, s'y refusant.

Le «droit à polluer». Le refus de la Russie n'a aucune explication, d'autant que le protocole lui concède une stabilisation de ses émissions. De leur côté, les

Américains, «condamnés», selon l'accord japonais, à réduire leurs gaz de 7 %, n'en démordent pas: tant que les pays en développement n'accepteraient pas de diminuer leurs émissions, ils ne bougeraient pas. Autre condition: pouvoir acheter sans aucun plafond les «droits à polluer» des pays moins émetteurs, histoire de réaliser à moindre coût les diminutions d'émissions. Durant un an, l'Union européenne a tenu bon: sans refuser le principe de ces «permis négociables», elle s'obstina à réclamer un minimum d'efforts à l'intérieur du pays concerné.

Les pays pauvres, eux, emmenés par la Chine et l'Inde, campaient et campent toujours sur leurs positions: pas question de dédouaner les riches de leur énorme responsabilité dans l'accroissement de l'effet de serre. Or, jeudi, les Etats-Unis ont signé. L'ont-ils fait pour débloquer des discussions quasiment enlisées depuis le début de la conférence? Ou parce que l'Argentine et le Kazakhstan, pays en développement, ont pris l'initiative de participer à l'effort de réduction alors que rien ne les y obligeait? L'ont-ils fait parce que le principe des «mécanismes de flexibilité» (dont les fameux permis négociables) semblait poser de moins en moins de problème de conscience aux Européens, devenus pragmatiques?

Protocole inapplicable. Pour toutes ces raisons, bien sûr, les représentants démocrates du gouvernement américain ont signé le protocole. Tout en sachant, et en le faisant savoir, que le Congrès des Etats-Unis, à majorité républicaine, refuserait de le ratifier dans les conditions actuelles. En clair, signer n'engage à rien, d'autant moins qu'il est définitivement acquis que la Chine, dont les émissions augmentent de façon vertigineuse (+33 % depuis 1990), ne cédera pas d'un pouce, justifiant ainsi la future non-ratification des Etats-Unis. Or, si ces derniers (premiers pollueurs au monde) et la Russie (troisième après la Chine, qui n'est astreinte à aucune diminution) ne ratifient pas le protocole, celui-ci aura beau l'avoir été par presque tous les pays du monde, il ne pourra pas s'appliquer. Parce qu'il n'entrera en vigueur que lorsque 55 pays, représentant 55 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, l'auront ratifié. On n'en prend pas le chemin.

Il n'empêche que la signature de Buenos Aires est une bonne opération politique pour les Américains. Ils ont soigneusement choisi leur moment, contrairement à l'Europe par exemple, qui l'a signée en avril dans l'indifférence générale d'un entre-deux-conférences mondiales. Pour autant, le paraphe américain a la même valeur que les autres: tous signifient: «Oui, un jour, peut-être...»

HELENE CRIE

MONDE

IRAK: ULTIME DIPLOMATIE AVANT LES FRAPPES

L'espoir d'une marche arrière de Saddam paraît mince.

«**S**addam Hussein peut encore mettre fin à cette crise dès maintenant», en appliquant les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, a répété Bill Clinton vendredi, à la veille de son départ pour la Malaisie, où il doit participer au sommet de l'Apec (Conseil économique de l'Asie-Pacifique). Cette déclaration, comme le message qu'aurait fait passer Saddam à Boris Eltsine - affirmant que «l'Irak réagira positivement à toute initiative qui prend en compte ses exigences légitimes» - laisse entrevoir un espoir que l'Irak évite une fois de plus l'attaque aérienne à laquelle l'armée américaine continue de se préparer. Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni vendredi après-midi, à New York, pour tenter de dégager une solution diplomatique à la crise ouverte par la décision de l'Irak de cesser toute coopération avec l'Unscorn, la commission de l'ONU pour le contrôle du désarmement de l'Irak.

Mais l'espoir d'éviter le pire est mince, car la secrétaire d'Etat Madeleine Albright a fixé pour prix d'une retenue américaine une capitulation publique et personnelle du dictateur irakien, qui doit, selon elle, «annuler officiellement son ordre de cesser la coopération avec l'Unscorn». «Le choix est simple, a rappelé Madeleine Albright, il faut volte-face ou en subir les conséquences.» Les Etats-Unis, a précisé Bill Clinton, n'accepteront pas que Saddam «gagne sur deux tableaux, en obtenant la levée des sanctions tout en préservant son arsenal de destruction massive». C'est pourtant exactement ce que veut Saddam Hussein, dont les «exigences légitimes» incluent l'acceptation par l'ONU d'un calendrier ferme pour la levée des sanctions pour prix de sa «coopération» avec l'Unscorn.

De retour à New York, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, rentré précipitamment d'Afrique du Nord - où il a renoncé à une visite attendue en Algérie -, a entamé un tour de table destiné à examiner le rôle éventuel qu'il pourrait jouer dans les prochains jours. Après une conversation téléphonique d'une dizaine de minutes avec Bill Clinton, puis une rencontre en fin de matinée avec les repré-



Judi, des militaires américains d'une base de Virginie attendent de partir pour le Golfe, où les Etats-Unis ont procédé à un déploiement massif de leurs forces.

sentants à l'ONU de la France, de la Russie et de la Chine, il devait participer à une réunion du Conseil de sécurité. Son porte-parole a, toutefois, rappelé que pour l'instant il n'avait aucune intention de se rendre en Irak, où sa visite en février dernier avait permis d'éviter que la précédente crise donne lieu à des frappes militaires contre Bagdad. Avant le retour de Kofi Annan, la nature du débat - ou plus exactement de l'absence de débat - au Conseil de sécurité sur l'offensive américaine était le signal le plus clair du fatalisme et de la résignation qui semblaient avoir gagné la totalité des 15 membres du Conseil. Mercredi soir, par exemple, à New York, une réunion d'environ trois heures fut consacrée pour l'essentiel à l'examen des procédures suivies pour l'évacuation d'Irak des inspecteurs de l'ONU. «Ce que Saddam entend

aujourd'hui, c'est le son du silence», affirmait hier James Rubin, le porte-parole du département d'Etat au *New York Times*. Si les problèmes portent encore en théorie sur la question des inspections menées en Irak par l'Unscorn, ce n'est pas seulement la menace de conflit militaire qui en fait une crise plus sérieuse, mais aussi le fait que, de facto, le démantèlement de l'Unscorn a déjà commencé. Officiellement, le départ des inspecteurs d'Irak est une décision «temporaire» justifiée par leur sécurité, mais il reste que le message donné par leur départ, décidé par Butler sur le conseil de Washington, est clair: l'Irak n'a eu de cesse de réclamer des engagements en direction de la levée des sanctions en cas de coopération irakienne, mais plus aucune collaboration ne semble envisa-

geable. Fin octobre, la France avait ressorti une proposition de résolution russe datant de juillet - soit juste avant la décision de Bagdad de cesser sa coopération avec l'ONU -, visant à reconnaître les progrès accomplis par l'Irak sur le dossier nucléaire et à clore le dossier. Le texte, qui prenait acte de trois rapports de l'AIEA (l'Agence internationale de l'énergie atomique) estimant que l'Irak avait bien éliminé son programme nucléaire militaire, était déconnecté du reste des questions de désarmement. Il aurait permis de montrer à Bagdad les conséquences positives d'une coopération. Mais cette initiative s'est heurtée au silence gêné des membres du conseil: dans le contexte actuel, personne ne souhaite manifester positivement plus envoyer un message positif à Bagdad, et même les Russes n'ont pas donné suite à la proposition française.

LUC LAMPRIERE à New York
et PATRICK SABATIER
à Washington

Israël ne s'affole pas

Même s'il en a les moyens, Saddam Hussein n'a pas l'intention de bombarder à nouveau l'Etat hébreu en cas de raid américain. Telle est la conviction des autorités israéliennes. «Nous ne sommes pas impliqués dans ce conflit», déclarait jeudi soir un responsable qui a tenu à garder l'anonymat. «Les Irakiens nous ignorent, car s'ils répondent, ce sera la preuve qu'ils ont trompé le monde entier [sur leur puissance militaire véritable].» Durant la guerre du Golfe, 39 missiles Scud s'étaient abattus près de Tel-Aviv et de Haïfa, faisant un mort et des dizaines de blessés. Israël estime que les Irakiens manquent aujourd'hui de moyens balistiques, même s'ils possèdent toujours des armes chimiques et biologiques - sarin, anthrax, VX... «Selon nos calculs, ils disposent de 20 à 50 missiles et de 2 à 5 lanceurs [...] Ils n'ont plus de capacité opérationnelle, mais ont encore la faculté de reconstruire leur arsenal», confie un officier. Sur le moyen terme, l'Irak reste une menace. «Si Saddam craint de perdre son pouvoir, s'il est mis au pied du mur, alors il pourrait recourir à des moyens non conventionnels, explique-t-on. C'est pourquoi nous devons nous préparer sérieusement à toutes les possibilités.» En cas d'urgence, Washington pourrait envoyer en Israël deux ou trois batteries supplémentaires de missiles antimissiles Patriot. Tshah pense être alertée peu de temps avant le début des hostilités. L'armée a repris depuis jeudi la distribution de masques à gaz et de kits antichimiques et biologiques. 25% de la population serait mal équipée. Mais les 65 centres du pays n'ont attiré le premier jour que 7000 personnes.

Ch. B. (Jérusalem)

Djakarta secoué par de violentes émeutes

Les étudiants, qui exigent des réformes démocratiques, se sont heurtés aux policiers.

Djakarta envoyé spécial

Dans un nuage de gaz lacrymogène, un étudiant agite le drapeau indonésien devant le portail de l'université catholique Atma Jaya, au cœur du centre des affaires de Djakarta. Il est un peu plus de 18 heures. Pour la seconde fois en ce vendredi, jour traditionnel de prière dans la plus grande nation musulmane au monde, la nouvelle manifestation des étudiants pour réclamer plus de réformes vient de tourner à l'émeute. En quelques minutes, le face à face tendu, mais jusque-là pacifique, entre des milliers de manifestants et plusieurs centaines de policiers et militaires sur Jalan Sudirman, la grande avenue nord-sud de la capitale, vient de se rompre brutalement.

« Nous sommes tous des hommes, il faut arrêter de nous tuer. » Un officier de police s'adressant à des étudiants de l'université de Atma Jaya.

Reformes de l'après-Suharto. Les premiers tirs de la police sont partis en l'air, puis à hauteur d'homme. Charges à blanc d'abord, puis balles en caoutchouc. La foule reflue sur l'avenue, des gens sont piétinés, d'autres, plus nombreux, se réfugient à l'intérieur du campus. Entre les buildings les policiers se lancent dans la chasse à l'homme. Très vite, les ambulances emmènent les premiers blessés. Un homme a un trou dans la jambe et un autre dans le cou. On le dit mort. A cent mètres de là, dans un immense bâtiment transformé en camp retranché, l'Assemblée consultative du peuple achève ses quatre jours de session exceptionnelle censée préparer les réformes de l'après-Suharto.

Quelque part dans Djakarta, les quatre principaux leaders de l'opposition, dont Megawati Soekarnopu-



Djakarta, hier: un garde civil capture et ensuite été lynché par la foule.

tri, la petite-fille de Soekarno, et Amien Rais, le chef du National Mandate Party, un mouvement musulman réformiste, ont essayé d'accorder leurs violons et leurs ambitions respectives. Amien Rais invite les étudiants à arrêter leurs manifestations. Il craint, dit-il, que certains ne profitent des violences pour prendre le pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat.

Violence inouïe. Le long de Jalan Sudirman, les manifestants ne comprennent pas bien l'avertissement. Depuis trois jours, ils essaient en vain de s'approcher du bâtiment de l'Assemblée. La guerre avec la police et les centaines de militaires envoyés en renfort de toutes les provinces, a vraiment commencé dans la nuit de jeudi avec des corps à corps d'une violence inouïe. Vendredi matin, la presse locale a fait officiellement état de deux morts. Un

manifestant et un officier de police. A 15 heures, ils sont déjà des milliers devant Atma Jaya. Des étudiants bien sûr, avec des banderoles indiquant le nom de leur faculté, mais aussi le peuple de Djakarta, vendeurs de rue et conducteurs de rickshaw qui survivent avec trois fois rien. Premiers affrontements. Premiers morts. Dans une rue à l'écart, la foule a reconnu deux gardes civils pro-Habibie (le successeur de Suharto) qui, les jours précédents, ont été utilisés pour « corriger » les étudiants. Ils sont tués à coups de pierres. La nuit tombe sur l'émeute.

Trêve fragile. A l'intérieur du campus la résistance s'organise. Dans le grand hall, on soigne les dizaines de blessés. Sur un tableau on inscrit leurs noms. Une soixantaine et, pour deux d'entre eux, des croix. Ailleurs dans l'université, on prépare des cocktails Molotov. A partir de 21 heures des vagues incessantes montent à nouveau au contact des policiers qui doivent reculer. Puis, tout aussi soudainement, vers 22 heures tout s'arrête. Quelques étudiants sortent les mains en l'air. Des policiers les entourent, les protègent et calment leurs troupes. Ici et là, des belligérants en sueur s'embrassent, chantent bras dessus bras dessous, pactisent. « Nous sommes tous des hommes, il faut arrêter de nous tuer », dit un officier. Quelques pierres volent à nouveau, tout semble repartir mais finalement, peu à peu, la trêve s'installe. Hier, vers 23 heures, on ne savait pas si elle passerait la nuit.

ALAIN LEAUTHIER

Neuf morts

Au moins neuf personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées, vendredi à Djakarta, après que l'armée eut ouvert le feu sur des milliers de manifestants. Les tirs se sont produits alors que les protestataires cherchaient à atteindre le Parlement, où se déroule la session extraordinaire de l'Assemblée consultative du peuple, censée adopter des textes pour démocratiser la vie politique. Les manifestants estiment que cette Assemblée cherche à maintenir le statu quo. Les 1000 députés (dont 75 militaires et 500 députés nommés par l'ex-président Suharto) ont voté pour le maintien d'un quota de militaires siégeant à l'Assemblée. La seconde revendication, l'ouverture d'une enquête sur l'enrichissement de la famille Suharto, a également été escamotée. (AFP)

Bienvenue sur terre.



MITSUBISHI SPACE STAR
LE 1^{er} ÉCOMONOSPACE EST NÉ.

Le révolutionnaire moteur à injection directe d'essence (GDI), qui équipe le Space Star 1.8 GDI a l'agrément et le silence propres aux moteurs essence. Il consomme moins et pollue moins qu'un moteur essence traditionnel. Un espace intérieur modulable impressionnant pour un petit monospace de 4,03 mètres de long, avec 1 370 litres de capacité de chargement (VDA), 4 coussins gonflables de sécurité, 5 ceintures de sécurité 3 points, ABS, air conditionné, ainsi qu'une carrosserie renforcée assurent votre confort et votre sécurité. Pour gagner du temps, le système de guidage par satellite Mitsubishi vous indique votre chemin, depuis les étoiles, où que vous soyez en France (Pack NAVI). Garanti 3 ans ou 100 000 km (premier terme échu), le Mitsubishi Space Star est disponible à partir de 79 900 F*, bienvenue sur terre. N° Indigo (1,09 F/mn) 0 803 04 2000 36 15 Mitsubishi (1,29 F/mn).

Mitsubishi fait respirer l'automobile.



* Space Star 1.3 GL 79 900 F prix TTC, plus en main hors option au 01.10.98. Modèle présenté Space Star 1.3 GDI 119 900 F avec toutes allages disponibles en accessoire. Photolithographie. Ciel et Espace, injection directe d'essence, GDI est une marque déposée de Mitsubishi Motors Corporation.

Chirac prône la démocratie à Mexico

Mexico envoyé spécial

L'un et l'autre ont été deux fois candidats malheureux à une présidentielle. Le premier a réussi à la troisième tentative, le second pourrait bien y parvenir en l'an 2000. Au deuxième jour de sa visite d'Etat au Mexique, Jacques Chirac a rendu visite, hier, à Cuauhtemoc Cardenas, 64 ans, maire de Mexico et leader moral de l'opposition de gauche. L'homme, grand, sévère, et dont le prénom est celui du dernier des empereurs aztèques, est déjà entré dans l'Histoire pour avoir ravi, en juillet 1997, la mairie de la capitale au Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), qui gère le pays depuis soixante-dix ans. Sa victoire avait symbolisé la fin du pouvoir hégémonique du PRI, usé par les affaires et la crise économique de 1994. Cardenas, par deux fois déjà, avait bien failli mettre à mal le système. En 1988, il rompt avec le PRI, fonde le Parti révolutionnaire de gauche (PRD) et se présente à la présidentielle. Il faut une panne d'ordinateur d'origine douteuse pour que Carlos Salinas, candidat du PRI, soit élu. Depuis, Salinas est en exil à Dublin, rendu responsable de la crise du peso, et son frère aîné, Raul, est en prison à Mexico, accusé de meurtre et soupçonné d'avoir manipulé des narcodollars. Cardenas, lui, s'est représenté à la présidentielle de 1994. Sans succès. 2000 pourrait être la bonne échéance. Un sondage publié hier le place en seconde position dans la liste des favoris pour occuper le poste présidentiel. Jacques Chirac, à qui Cardenas a remis les clés de la capitale mexicaine, s'est gardé d'expliquer à son hôte combien la mairie de Paris l'a servi dans sa conquête de l'Elysée. En revanche, aux jeunes Mexicains qu'il a rencontrés un peu plus tard au World Trade Center de la ville, il a vanté la persévérance: «Rien n'est gagné, tout doit se conquérir.» Dans un discours diffusé en direct à la télévision mexicaine et retransmis dans une bonne partie de l'Amérique latine, à l'occasion d'un forum pour la promotion de l'Education supérieure française, le chef de l'Etat a tenu à honorer son rôle de représentant d'une France héritière des Lumières. Il a dressé la liste des «combats» qui, selon lui, «requièrent leur vigilance». Combat pour la «diversité culturelle», pour «plus de justice» et, bien sûr, «les droits de l'homme et la démocratie à l'intérieur comme à l'extérieur de [leurs] frontières», a-t-il lancé. Ce qui pouvait être compris par l'assistance comme une allusion aux problèmes du Chiapas, que Chirac s'est gardé d'aborder de front au cours de sa visite.

JEAN-MICHEL THENARD

Laura Isabel, miraculée du cyclone

Après six jours de dérive, cette femme a été repêchée au large du Honduras.

Trujillo envoyé spécial

Elle est là, prostrée sur un canapé, comme sous le choc d'un malheur qui la dépasse. Le regard absent, imperméable au monde extérieur. D'une longue jupe noire, dépassant des jambes pelées, érodées par le sel de la mer. Laura Isabel Arriola, institutrice de 36 ans, ne veut pas parler. Ou ne peut pas. De longues minutes s'écoulent. Son beau visage noir se rehausse un tantinet: «C'est grâce au miracle de Dieu si je suis encore en vie. Je devrais être morte à l'heure qu'il est.» Puis d'une voix caverneuse, elle entame le récit de son naufrage. Tout commence le 29 octobre, dans son village de Santa Rosa de Aguan: une pluie diluvienne s'abat sur la côte hondurienne de la mer des Caraïbes. «Le lendemain, les pluies ont redoublé de violence, tombant sans répit. Puis, au milieu de la nuit, l'ouragan est arrivé. Vers 1 heure du matin, les murs de notre maison ont commencé à trembler, l'eau entraînait partout. Mon mari nous a emmenés, moi et les enfants, sur le toit. Comme la maison allait s'écrouler, nous nous sommes réfugiés dans celle d'un voisin. L'ouragan en est aussi venu à bout et, je ne sais pas comment, nous nous sommes retrouvés à l'embouchure du fleuve Aguan. Nous nous sommes hisses sur un promontoire de sable en nous cramponnant à des bouts de bois.»

La furie des eaux l'emporte sur leur résistance. Les naufragés ne se repèrent plus, entre fleuve et mer. Le déluge leur a déjà fait perdre de vue le village et les grappes de gens qui agitent leurs mains sur la plage. «Je revois mon mari, avec notre aîné, 10 ans, et notre fille, 4 ans, agrippés à un meuble de cuisine. Moi, je tenais le cadet, Francis. Tout à coup, une force inouïe m'a arraché mon fils. J'ai plongé en profondeur. J'ai tenté de flotter. Et là, je n'ai plus nagé, nagé. Après un long moment, j'ai pu m'accrocher à des bouts de bois, avant de vomir toute l'eau que j'avais avalée. Les autres avaient disparu. Je ne les ai plus jamais revus.»

Laura Isabel éclate en sanglots. Au milieu de l'océan. Ensuite, c'est le trou noir. Elle ne sait plus combien a duré sa lutte pour la survie dans ce déferlement dantesque. Deux heures, peut-être trois. «Je me souviens juste d'un gros tronc d'arbre. Je m'y suis agrippée et me suis assise dessus. Autour, flottaient des débris, des morceaux de murs, des cadavres de cochons, de vaches et même celui d'un enfant. A partir de là, je n'ai plus pensé qu'à ma survie. Les vents me poussaient toujours plus vers le large, j'étais au beau milieu de l'océan. Ça a duré deux jours comme ça. Sur l'eau, j'avais réussi à récupérer des noix de coco et un ananas pourri. Avec des bouts de bois, j'ai pu les casser et les couper en morceaux. Je mangeais par intervalles pour tenir le plus longtemps possible. Je gardais un citron en cas de maux de tête.»

Le troisième jour, Laura Isabel n'a toujours pas dormi. Dans un demi-sommeil, elle aperçoit deux îles, celles de Roatan et



Laura Isabel Arriola, 36 ans, a perdu son mari et ses trois enfants, emportés dans le fleuve Aguan.

d'Utila, perdues touristiques du Honduras, connues sous le nom d'îles de la Bahia. Malgré l'épuisement, elle envisage de quitter son radeau naturel pour gagner le rivage à la nage; mais les côtes sont trop éloignées. «Tellement seule». La dérive se poursuit vers le grand large. Les trombes d'eau ont cessé mais la mer demeure en colère. «J'ai cru devenir folle. J'étais seule, tellement seule. Le jour, je regardais le soleil; la nuit, je fixais la lune et les étoiles. Morte de fatigue, je m'allongeais sur l'arbre pour dormir un peu. Mais à chaque fois, des vagues furieuses me projetaient à plusieurs mètres de mon arbre. Il fallait que je revienne à la nage. Je ne sais pourquoi, mais j'ai eu la foi, l'espérance. J'ai demandé à Dieu de faire un miracle. Dans la journée, je chantaï, je hurlais, l'implorais de toutes mes forces.» D'une voix frêle, Laura Isabel fredonne ce cantique que ses poumons braillaient au milieu de l'océan. «Sauve-moi, Vierge Marie! Je t'implore! Mon cœur croit en toi.» «Sur l'arbre, j'ai perdu ma voix. Cela a duré trois jours comme ça. Au matin du sixième jour, un goéland tout blanc, avec des pattes roses, s'est posé sur l'arbre. Je voulais tant qu'il m'envoie le message que j'étais encore en vie; je lui parlais comme à une personne. Je rêvais de m'agripper à ses pattes et de lui emprunter ses

hurlais à l'aide comme une aliénée.»

Peu après, les secours sont alertés et Laura Isabel Arriola se voit hélitreuillée jusqu'au HMS Sheffield, une frégate de guerre britannique. Le navire patrouillait là, alors qu'on lui avait signalé un bateau en perdition avec treize personnes à son bord. Lorsque la miraculée de Santa Rosa de Aguan est repêchée, le capitaine Colin Hamp croit avoir affaire à l'un de ceux-là. «Ils ont eu du mal à croire d'où je venais.»

Laura Isabel interromp le récit et demande alors à l'amie qui l'a recueillie d'amener le présent de ses providentiels sauveteurs: une photo encadrée de la frégate, une broche en acier typique de Sheffield, un mot du capitaine vantant «son courage et sa force hors du commun», et, pliée dans une enveloppe, l'ordonnance du médecin de bord. Cette dernière indique que «la patiente a été emportée par l'ouragan le 29 octobre et rescapée le 3 novembre, arrivée à bord, elle a dormi vingt-quatre heures durant et a repris une alimentation normale deux heures après son réveil.»

«Force mentale». L'infirmière Maribel Miranda a été l'une des premières à la voir à son arrivée à l'hôpital de Trujillo: «Du village, on a dénombré 43 morts, et Laura Isabel est la seule survivante des naufrages. Bien sûr, elle était très faible, bourrée d'antibiotiques et elle avait du mal à marcher. Bien sûr, elle a beaucoup pleuré les premiers temps. Mais j'ai vite senti en elle une force exceptionnelle à la fois physique et mentale.» Maribel sourit à pleines dents, non sans fierté: «Elle a la résistance d'une Garifuna. Nous sommes des descendants d'esclaves, d'Anglais et de Français venus de l'île Saint-Vincent et débarqués au Honduras il y a deux siècles. Notre histoire fourmille d'actes de bravoure de ce genre.» Laura Isabel a déjà décidé d'aller poursuivre son métier d'institutrice à 200 km de là, dans la ville côtière de La Ceiba, la capitale du département qui répond au nom évocateur... d'Atlantide.

FRANÇOIS MUSSEAU



DERNIER JOUR

**1 MOIS
JAMAIS VU
EN FRANCE**

Adresses,
plan d'accès et
services des magasins :
tapez 3615 Carrefour
(1,29 F la minute)

*Aujourd'hui, 14 novembre,
Carrefour met en vente
des foies gras de canard mi-cuit
à 59,70 F la pièce de 300 g.
Et aujourd'hui seulement.*

**FOIE GRAS DE CANARD
MI-CUIT LARNAUDIE**

300 g. Origine Sud Ouest.

Soit le kg : 199 F.

VENDU AU RAYON TRAITEUR


59^F 70 **FOIE
GRAS**
300 G.

Il y en aura
peut-être
jusqu'à ce soir.
On ne sait pas...

**35
ANS**

*Avec Carrefour
je positive!*





"On va pouvoir devenir actionnaire avec des conditions privilégiées!"

"Cette fois-ci, je vais devenir actionnaire... et le rester!"

"La dernière fois, je ne m'étais pas décidé à temps!"

"Je suis déjà actionnaire mais je vais en reprendre!"

France Télécom
ouvre à nouveau
son capital.

L'an 2000, c'est vous, c'est nous.



France Telecom

Pour réserver vos actions France Télécom, il n'y a pas plus simple.

La nouvelle ouverture du capital de France Télécom est une opération de grande envergure, chacun d'entre vous peut devenir actionnaire. Si vous souhaitez acheter des actions dans le cadre de la procédure d'Offre à Prix Ouvert, vous pouvez le faire dès aujourd'hui en utilisant ce bon de réservation.

EN RÉSERVANT, VOUS ÊTES SÛR D'ÊTRE MIEUX SERVI.

La réservation vous garantit, une nouvelle fois, dans la limite de 30 000 F, soit d'obtenir le nombre d'actions correspondant au montant demandé, soit d'être au moins deux fois mieux servi que si vous n'aviez pas réservé.

- **Pour acheter des actions, c'est simple.** Il vous suffit de remplir le bon de réservation d'actions ci-joint et de le faire parvenir à votre intermédiaire financier (banque, Caisse d'Épargne, La Poste, Trésor public, société de bourse).
- **Vous n'aurez plus à intervenir.** Votre réservation sera automatiquement transformée en ordre d'achat. Si vous changez d'avis, vous pouvez annuler cette réservation, sans frais, en prenant contact avec votre intermédiaire financier au plus tard avant la fin du 1^{er} jour de bourse de l'Offre à Prix Ouvert.
- **Votre compte ne sera débité** qu'au moment où vous deviendrez effectivement propriétaire des actions, soit approximativement quatre semaines après le début de la réservation.
- **Et bien sûr, vous bénéficiez aussi des avantages réservés aux particuliers :**
 - la gratuité des frais de garde de vos actions pendant 18 mois,
 - une réduction minimale sur le dernier cours de clôture de l'action connu lors de la fixation du prix de l'Offre à Prix Ouvert,
 - une action gratuite pour 10 actions achetées (dans la limite de 30 000 F), si vous en avez obtenu au moins 10 au cours de cette opération et si vous les gardez au moins 18 mois,
 - la possibilité de bénéficier des avantages du Club des actionnaires de France Télécom si vous possédez au moins 10 actions.
- **Un document de référence enregistré et une note d'opération préliminaire visée par la CCF sont disponibles, sans frais, auprès de votre intermédiaire financier, de France Télécom ou du 10 10.** Le résumé de ce document se trouve dans ce journal.

au moins 10 F
de réduction

Pour réserver, vous pouvez aussi contacter directement votre banque, votre Caisse d'Épargne, La Poste, le Trésor public ou une société de bourse.

Renseignez-vous en appelant le

10 10*
appel gratuit 24h sur 24

Date limite de réservation : lundi 23 novembre 1998 inclus.

Pour bénéficier de la garantie d'être mieux servi : **1.** Glissez votre bon rempli et signé dans une enveloppe. **2. Très important :** n'oubliez pas d'y joindre un R.I.B., un R.I.P. ou un R.I.C.E. **3.** Faites parvenir le tout avant le 23 novembre 1998 minuit directement à votre intermédiaire financier par dépôt, ou par envoi dans une enveloppe timbrée postée au plus tard le vendredi 20 novembre minuit (le cachet de La Poste faisant foi).

* Ou le 0 800 05 10 10 (appel gratuit) ou par Minitel 3614 code 1010 FT (0,12 F la connexion puis 0,37 F la minute en France Métropolitaine) ou sur Internet <http://www.1010.francetelecom.fr>

Conditions de réservation

1. Pour bénéficier de la réservation, il faut être français, résident en France ou ressortissant de l'espace économique européen.
2. Le montant de la réservation n'est pas plafonné. Mais la garantie d'être mieux servi, liée à la réservation, ne s'applique qu'aux montants des ordres inférieurs à 30 000 F.
3. Une même personne ne peut effectuer qu'une seule réservation. Elle ne peut pas passer d'un autre ordre prioritaire.
4. Il est possible de faire une réservation par personne quel que soit son âge. Par exemple, une famille de 5 personnes (2 adultes et 3 enfants) peut remplir 5 bons de réservation d'actions. **D'autres bons de réservation sont disponibles auprès de votre intermédiaire financier, de France Télécom ou du 10 10.**
5. Cette ouverture de capital a fait l'objet d'un document de référence enregistré et d'une note d'opération préliminaire visée par la CCF, disponibles, sans frais, auprès de votre intermédiaire financier, de France Télécom ou du 10 10.
6. Le prix définitif sera arrêté 2 jours de bourse au plus tard après la clôture de l'Offre à Prix Ouvert. Il sera automatiquement inférieur ou égal à la plus basse des 3 révérences suivantes :
 - Le prix des investisseurs institutionnels moins la réduction accordée aux particuliers.
 - Le dernier cours de clôture de l'action connu lors de la fixation du prix de l'Offre à Prix Ouvert, moins la réduction accordée aux particuliers.
 - La prix maximum fixé par le ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie le soir précédant la date d'ouverture de l'Offre à Prix Ouvert.
7. Le montant de votre réservation doit porter sur un minimum de 1 000 F et doit être un multiple de 200 F. Dans le cas contraire, votre réservation sera arrondie au multiple de 200 F inférieur.

Ouverture du capital de France Télécom


BON DE RÉSERVATION D' ACTIONS

Nom _____ Prénom _____
 Adresse _____
 Code Postal _____ Ville _____ Tél. _____

Je donne ordre à l'intermédiaire financier, désigné sur le relevé que je joins, de réserver et d'acheter des actions France Télécom pour un montant de : _____ francs (minimum autorisé : 1 000 F). Le montant de la réservation doit être un multiple de 200 F.

Je l'autorise à prélever sur mon compte bancaire ou postal le montant indiqué et je joins à cet envoi un R.I.B. (relevé d'identité bancaire) ou un R.I.P. (relevé d'identité postal) ou un R.I.C.E. (relevé d'identité Caisse d'Épargne) du compte qui sera débité. J'ai bien noté que, pour que mes actions soient éligibles au Plan d'Épargne en Actions, un formulaire détaillé de réservation doit également être rempli auprès d'un intermédiaire financier. Je reconnais avoir bien pris connaissance des conditions de réservation au verso et je m'engage sur l'honneur à les respecter.

Date: ____/____/____ Signature: _____

 France Telecom

JE RÉSERVE

MONDE

Le chef du PKK arrêté à Rome

Ankara réclame l'extradition du leader séparatiste kurde.

Les autorités italiennes ont arrêté, hier à l'aéroport de Rome, Abdullah Ocalan, le chef du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste), qui a été hospitalisé sous surveillance. Ankara a aussitôt demandé son extradition.



Abdullah Ocalan.

«Kurde nouveau». Pour les autorités turques, il représente l'ennemi public numéro 1, le chef d'une organisation terroriste sanguinaire décidée à démanteler l'unité nationale. Le PKK est aussi considéré comme telle par les Etats-Unis et l'Allemagne. Pour les Kurdes les plus militants, qui l'appellent avec affection et respect par son nom de guerre «Apo» («l'Oncle»), ce moustachu massif est un leader national qui tente d'imposer par les armes un Etat pour les quelque 13 millions de Kurdes de Turquie. Mais l'ancien étudiant en sciences politiques de l'université d'Ankara, longtemps marxiste-léniniste convaincu, ne désespère pas d'arriver à réunir dans une seule patrie ce peuple divisé entre Turquie, Irak, Iran et Syrie, et «créer une société nouvelle, un Kurde nouveau». «Je ne me contente pas de faire la révolution», répétait le chef du PKK, 49 ans, dont dix-huit ans en exil hors de Turquie, en recevant les journalistes étrangers ou turcs convoqués jusqu'à son repaire dans la plaine libanaise de la Bekaa, sous contrôle syrien, ou même parfois à Damas. Mais la présen-

ce du leader kurde était devenue de plus en plus encombrante pour le régime syrien, soumis ces dernières semaines à des menaces explicites des autorités turques, qui avaient déployé plus de 20 000 soldats et blindés le long des 877 km de frontière entre les deux pays.

Exil. Adullah Ocalan, qui officiellement n'était déjà plus en Syrie depuis 1992, quand les camps d'entraînement du PKK avaient été fermés, dû quitter le pays. La Russie fut un moment évoqué comme nouveau refuge, et la Douma, la Chambre basse du Parlement dominée par les communistes, vota même à l'unanimité pour qu'Eltsine lui accorde l'asile. Mais les autorités craignant d'envenimer des relations déjà difficiles avec Ankara lui demandèrent de quitter le territoire. Apo réapparait hier à l'aéroport de Rome, où il sait pouvoir compter sur des appuis politiques. Le Parlement kurde en exil, de fait dominé par le PKK, avait pu, il y a un mois, tenir une session au palais de Montecitorio, le siège du Parlement italien. Les autorités turques demandent sans y croire qu'il leur soit livré. Mais le plus important à leurs yeux est qu'Apo perde le contact direct avec son organisation, qui est dans une situation

militaire toujours plus difficile. En avril, un commando turc avait capturé en Irak du Nord Semdin Sakik, légendaire chef militaire du PKK et vieux compagnon d'Apo, avec qui il était entré en conflit.

Abdullah Ocalan n'est pas un combattant de terrain et il reconnaît volontiers n'avoir jamais été dans les montagnes du sud-est anatolien, où il envoie des milliers de jeunes combattants affronter des forces turques très bien équipées. «L'essentiel pour moi est de former des militants kurdes, car sans militants il n'y a pas d'armée», répète souvent Apo, qui avait créé le PKK en 1978, optant pour la lutte armée «pour ne pas faire perdre du temps à la cause des Kurdes avec des débats politiques». Il tient l'organisation d'un mode de fer. Endoctrinement politique et moralisme sourcilieux: l'organisation prohibe même les relations sexuelles dans les maquis. Il faut que rien ne distraie le combattant de la cause.

«Sale guerre». Estimant l'organisation assez forte, Apo proclame l'insurrection armée le 15 août 1984. Des commandos venant de Syrie s'infiltrèrent dans les villages turcs limitrophes et créent peu à peu des maquis. Depuis, le conflit n'a plus cessé, et la Turquie n'hésite pas, comme actuellement, à intervenir au nord de l'Irak, où le PKK a installé des bases arrière après 1992. La «sale guerre» entre l'armée turque et les rebelles kurdes a fait 30 000 morts en quinze ans, pour la plupart des civils.

MARC SEMO

Les gens

Claude cheikh ben Abdel meurtrier au «nom de Dieu»

Quand la sentence est tombée, il a souri, et son avocat a dit qu'il ne ferait pas appel. Ce ressortissant français de 27 ans, converti à l'islam et membre présumé d'un groupe intégriste islamique, a pourtant été condamné, vendredi à Tirana, à vingt ans de réclusion pour le meurtre «au nom de Dieu», en juin dernier, d'un jeune Albanais qui lui servait d'interprète. Venu à Tirana avec huit autres militants islamistes pour rallier les rebelles albanais du Kosovo, il affirme avoir agi sur instructions d'Oussama ben Laden, considéré par les Etats-Unis comme l'un des principaux instigateurs du terrorisme international. Selon lui, Ben Laden aurait projeté d'envoyer 300 hommes dans la province serbe pour combattre dans les rangs de l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Lui-même aurait cependant renoncé à s'y rendre quand il a compris que le conflit kosovar n'était «pas une guerre de religion». Pour le procureur, les choses sont plus simples: le groupe avait introduit des armes en Albanie et Ben Abdel aurait tué son interprète afin de se débarrasser d'un témoin gênant. Ben Abdel, qui avait demandé à être extradé en Afghanistan, a menacé, au cours des audiences, de «prendre les armes» pour se venger à sa sortie de prison.

Paula Jones: affaire classée pour Clinton

Paula Jones et les avocats du président Clinton sont parvenus à un accord à l'amiable d'un montant de 850 000 dollars réglant sa plainte en appel pour harcèlement sexuel, ont rapporté vendredi les chaînes de télévision américaines. Mais Kenneth Starr ne semble pas abandonner sa croisade: le procureur indépendant a livré deux cartons de documents au Congrès dans le cadre de l'enquête en destitution visant Bill Clinton. Ces documents ont trait à l'enquête sur la liaison entre le Président et Monica Lewinsky et les accusations d'une autre ex-stagiaire, Kathleen Willey, à qui Clinton aurait fait des avances. La Chambre des représentants s'est prononcée le 8 octobre pour l'ouverture d'une enquête de destitution portant notamment sur les accusations de parjure et d'obstruction à la justice.

L'Allemagne expulse le jeune Turc Mehmet

Le jeune Mehmet, 14 ans, sera expulsé ce week-end d'Allemagne vers la Turquie, a annoncé vendredi le ministre bavarois de l'Intérieur, Günther Beckstein. Né en Allemagne de parents turcs, Mehmet (un faux prénom) était depuis des mois menacé d'expulsion par le très conservateur gouvernement de Bavière, pour avoir commis une soixantaine de délits (vois, coups et blessures...) avant même d'atteindre ses 14 ans. Le tribunal constitutionnel fédéral, dernier recours saisi par la famille de Mehmet, a jugé que l'adolescent est expulsable, au moins «provisoirement», en attendant que la cour se prononce sur le fond de l'affaire. Les autorités bavaroises ont fait de ce jeune turc un exemple, abondamment exploité lors des dernières campagnes électorales. Les Verts ou les associations de défense des droits de l'homme rappellent que Mehmet est le produit de la société allemande, qui cherche à se débarrasser d'un jeune qu'elle n'a pas su intégrer. Les parents de Mehmet vivent en Allemagne. L'adolescent y a passé toute sa vie et parle mieux l'allemand que le turc. L.M. (Bonn)

L'émissaire de Eltsine libéré en Tchétchénie

Valentin Vlassov, le représentant personnel du président Eltsine en Tchétchénie, pris en otage le 1^{er} mai par un «groupe incontrôlé», a été libéré vendredi dans des conditions mystérieuses. Alors que le Kremlin affirme que sa libération est due à une opération de police rondement menée, le pouvoir indépendantiste tchétchène soupçonne Moscou d'avoir payé une rançon (les ravisseurs avaient demandé 7 millions de dollars). (D'après AFP)

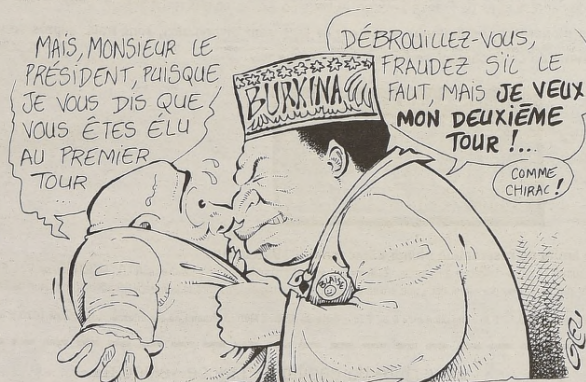
Les juifs éthiopiens interdits de Terre promise

Israël a décidé vendredi d'interdire l'immigration de Falachmoras – ces juifs éthiopiens, convertis au christianisme au siècle dernier sous l'influence de missionnaires, avant de revenir au judaïsme. «Le gouvernement n'a nullement l'intention de permettre l'immigration de personnes qui n'ont pas le droit à la nationalité israélienne», a expliqué le ministère de l'Intégration dans une allusion à la Loi du Retour qui autorise tout juif qui le désire à s'installer en Israël et à obtenir la nationalité israélienne. Des organisations juives américaines ont irrité les Israéliens. Récemment, elles ont amené, à Addis-Abeba, quelque 8000 des 30000 Falachmoras, leur promettant de les aider à émigrer vers Israël. (D'après AFP)

Sacre électoral annoncé au Burkina Faso

Sa bonne gestion du pays «légitime» le président Blaise Compaoré.

Son passé trouble tendant à s'effacer dans les mémoires, Blaise Compaoré a devant lui «un avenir tranquille». C'est avec ce slogan que le président du Burkina Faso, arrivé au pouvoir en 1987 à la suite de l'assassinat de son prédécesseur et «camarade» révolutionnaire, Thomas Sankara, se présente ce dimanche pour la seconde fois aux électeurs. La première fois, en 1991, les habitants du «pays des hommes intègres» l'ont massivement boudé: en l'absence de challengers, seulement un électeur sur quatre s'est rendu aux urnes. Cette fois encore, arguant d'un manque d'indépendance de la commission nationale électorale chargée de veiller à la régularité du vote, l'opposition a voulu boycotter le scrutin. Mais deux candidats marginaux se sont lancés dans la course présidentielle, et le boycottage de neuf autres partis apparaît comme le pôle de ralliement d'une opposition aussi divisée que dépourvue d'idées sur la conduite du pays. Après avoir participé à la «révolution», l'ex-capitaine Compaoré a reconquis le Burkina Faso dans le droit chemin de l'orthodoxie. Sur le plan économique, le libéralisme prôné par le FMI a été adopté comme credo, et, avec une dette représentant moins de 40 % de son



Damien Glez, dessinateur au «Journal du jeudi» à Ouagadougou.

PNB, le Burkina fait partie des pays les mieux gérés du continent. Sur le plan idéologique, il y a sept ans déjà, la devise nationale, «La patrie ou la mort, nous vaincrons», a été remplacée par un triptyque moins emphatique, «Unité, progrès, justice». Par la même occasion, la Constitution a été révisée afin de permettre un nombre illimité de mandats présidentiels successifs. L'an passé, le Congrès pour la démocratie et le progrès, le parti du Président, a enlevé 101 des 110 sièges à l'Assemblée nationale. Comparé

n'a donc pas de souci à se faire pour sa réélection. D'autant qu'il est seul à avoir les moyens de mener une campagne à l'américaine, habillant ses partisans de pied en cap, de la casquette aux baskets, à l'effigie du «candidat-président». Les deux challengers qui tentent de jouer les trouble-fête ont des profils contrastés. Vieux routier politique, Frédéric Guirma a été ambassadeur et haut fonctionnaire à l'ONU. Soupçonné d'être en fait un «candidat de complaisance», il professe vouloir lutter contre le

chômage et la pauvreté. Plus haut en couleur, Ram Ouédraogo, du Parti des Verts du Burkina, pourrait réaliser un score honorable. Dans un pays sahélien de 10 millions d'habitants, dont les deux tiers vivent toujours de l'agriculture, il fait campagne pour une meilleure gestion de l'eau et la «valorisation des populations rurales». Signe d'un regain d'intérêt de la démocratie, 85 % de citoyens en âge de voter se sont inscrits sur les listes électorales.

STEPHEN SMITH

P O L I T I Q U E S

LES ASSUREURS AUX
PETITS SOINS DES EXCLUS

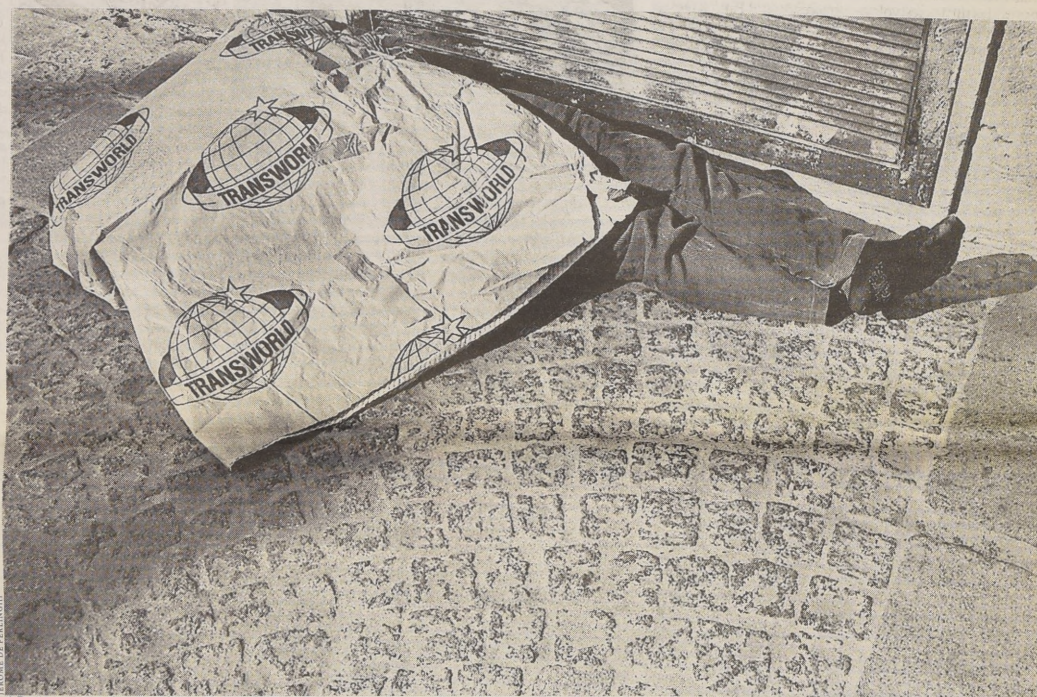
Ils sont associés au projet de couverture maladie universelle.

Le dossier a mûri lentement, avec précaution. Depuis un an, le gouvernement planche sur la couverture maladie universelle (CMU), qui doit assurer aux pauvres l'accès aux soins, sujet plus polémique qu'il n'y paraît: mutuelles et assurances devraient être conviées à prendre pied dans un domaine qui relevait jusqu'ici de la seule solidarité nationale. Soit l'introduction du loup dans la bergerie, crient certaines associations... Le problème, en effet, n'est pas tant de garantir l'accès au régime de base de la Sécu pour 150000 exclus que de permettre à 7 millions de précaires de mieux se soigner. Bien que disposant de (maigres) revenus, ces personnes renoncent à toute une série de dépenses médicales, faute d'une couverture complémentaire. Or, en la matière, Lionel Jospin a les idées bien arrêtées. Il faut «tourner le dos à l'assistance», répète le Premier ministre, pour qui les plus démunis ne doivent pas dépendre d'un régime spécifique mais «rentrer dans le droit commun». C'est, dans son gouvernement, une obsession, relayée par une partie du PS. «L'intégration passe par le droit commun», affirme un député.

«Choix lourds». D'où l'idée de bâtir, dès l'âge de 16 ans, un seul système pour tous: un régime de base et une complémentaire, comme c'est le cas pour les salariés. Exit, donc, le ticket modérateur ou encore l'aide médicale gratuite gérée jusqu'ici par les départements. La «réforme doit permettre aux personnes en situation de précarité de se faire soigner comme les autres», écrit Lionel Jospin, le 2 juin, à

«Ce n'est pas un marché, c'est une formidable avancée dans notre métier. On ne le fait pas dans un esprit de lucre!»
Denis Kessler, assureur, n°2 du Medef

Jean-Claude Boulard, député PS de la Sarthe, chargé de déminer le terrain. Lundi, ce dernier doit remettre à Martine Aubry son deuxième rapport sur la CMU, orienté sur la «partenariat» entre l'Etat, les mutuelles et les assurances. Puis, juste avant Noël, Martine Aubry présentera en Conseil des ministres un projet de loi, deuxième étape du texte sur la prévention contre les exclusions voté le 29 juillet. «Ce sont des choix po-



A Paris, en mars dernier. L'objectif de la CMU est de permettre à sept millions de personnes précaires de se soigner correctement.

litiques lourds. Rien n'est encore tranché», assure-t-on au ministère. La prudence est de mise. Le gouvernement sait qu'il marche sur des œufs, et procède par étapes.

En août, Boulard avait remis son premier rapport sur la CMU dans lequel il évaluait trois scénarios, sans cacher, bien sûr, sa préférence. But de l'opération: ne pas donner le sentiment que le gouvernement se trouve «piégé» par une seule hypothèse. La première consiste à rendre plus égalitaire le système actuel d'aide médicale au niveau des départements. La deuxième est un scénario 100 % Etat: tout recentraliser en greffant une complémentaire ad hoc sur le régime de base. La troisième relève de la solution

partenariale: les acteurs de la prévoyance, mutuelles et assurances, prendraient en charge une partie du coût de la CMU, estimé à 6 milliards de francs.

Une aide spécifique serait néanmoins apportée aux personnes en difficulté pour les rendre solvables, à travers l'allocation personnalisée santé (APS, entre 570 et 750 F). A partir d'un seuil, entre le minimum vieillesse et le RMI, une cotisation mensuelle de 30 F leur serait demandée. Tout un symbole de «l'intégration» par la dignité chère aux socialistes. «Payer, ne fut-ce qu'un peu, est un acte fort», affirme un élu.

«Bien parti». Le député de la Sarthe a alors multiplié les rencontres avec les acteurs impliqués pour peaufiner cette dernière solution. Le 4 novembre, mutuelles et assurances réunies au ministère d'Aubry ont levé le principal obstacle: la main sur le cœur, elles ont juré l'abandon de toute pratique de sélection par le risque. Il suffirait aux bénéficiaires de l'APS de pousser la porte de l'organisme de leur choix pour être aussitôt couverts par une complémentaire. Boulard en a soupiré d'aise: «C'est bien par-

ti.» Vendredi après-midi, les mêmes, à nouveau réunis, devaient mettre au point un protocole d'accord avant de le soumettre au gouvernement. Au bout: un panier de soins communs et une charte.

A ce stade, des associations d'aide aux exclus ont cependant

commencé à s'affoler. La plus virulente est sans conteste Médecins sans frontières: «Confier la population la plus pauvre aux mutuelles et aux assurances nous paraît être un recul. C'est une dinguerie de technocrate!», s'enflamme Noëlle Lasne. La responsable des programmes de

MSF en France évoque l'expérience, cofinancée par le conseil général, de deux mutuelles des Bouches-du-Rhône qui «offrent des places de ciné mais ne remboursent pas les médicaments». «L'accès aux soins ne se mérite pas, poursuit-elle. L'effort contributif demandé aux pauvres ne réside pas dans 30 F. Qu'on arrête de nous les présenter comme des boulets.» La Fnars (Fédération nationale des associations d'accueil et de réadaptation sociale) se montre aussi très critique. «Le droit n'est ni commun ni spécifique, il existe, c'est tout. Je ne vois pas pourquoi il n'y aurait pas de pont entre les deux», déclare Pierre Belmont, chargé de mission santé. «30 F, c'est à la limite de la décence pour un RMiste. S'il ne paye pas, qu'est-ce qu'on fait? On l'exclut? On lance une procédure de recouvrement pour 30 F? Alors qu'il a fallu cinq ou six ans pour que l'aide médicale se mette en place, nous redoutons un nouveau système plus complexe.» D'autres se montrent ●●●

En chantier depuis près de quatre ans

L'idée d'une couverture maladie universelle (CMU) ne date pas d'hier. En 1995, Alain Juppé avait, en même temps que le chantier Sécu, ouvert le dossier de l'accès aux soins pour tous sous un vocable à peine différent. A l'époque, il s'agissait de l'«AMU», (assurance maladie universelle). Le projet avait pris du retard avant d'avorter pour cause de dissolution. Jacques Barrot, alors ministre des Affaires sociales, confiait quelques mois plus tard: «Pleins d'illusions, nous avions même tenu une réunion interministérielle entre les deux tours des élections législatives.» En campagne, Lionel Jospin avait pris l'engagement de créer une «couverture maladie universelle et la gratuité des soins pour les ménages à faibles revenus». Martine Aubry a demandé du temps pour sa mise en œuvre. Le 20 février 1998, le Haut Comité de la santé publique avait déjà tiré la sonnette d'alarme: «La progression actuelle des phénomènes de précarisation [...] est susceptible [...] de provoquer une réelle dégradation des soins de santé.» Les députés examineront la CMU en 1999.

POLITIQUES

Budget de la Justice: la droite vote contre avec avis favorable

Hausse sans précédent: 140 postes de magistrats sont créés.

... plus ouverts. «Il y a des précautions à prendre. Il faudrait envisager, en particulier, une solution de repli avec une couverture 100% Etat si nécessaire», souligne Denis Prost, d'ATD Quart Monde. «Nous ne sommes pas des naïfs mais assez favorables au partenariat s'il se révèle simple d'accès», affirme Jacky Mamou, président de Médecins du monde.

Les appréciations divergent, pas les soupçons. «Les assurances, type Axa, cherchent à prouver qu'elles savent gérer la santé, domaine dans lequel, tout le monde le sait, elles ont des prétentions», objecte un proche du dossier. Les mutuelles, volontiers mises en avant par les socialistes parce qu'elles leur sont «proches d'esprit», ne s'en tirent pas mieux, accusées de vouloir «redorer leur blason». Ce qui fait bondir Jean-Pierre Davant, patron de la Mutualité française: «Le problème de l'exclusion nous a toujours intéressés. Pour nous, ce système ne doit présager en aucun cas un désengagement de l'Etat.» «Ce n'est pas un marché, c'est une formidable avancée dans notre métier. On ne le fait pas dans un esprit de lucidité!», s'agace Denis Kessler, président de la Fédération française des sociétés d'assurances et numéro 2 du Medef (ex-CNPF).

«Dosage subtil». Ces derniers jours, pas très tranquilles, le gouvernement semblait pencher pour une solution à mi-chemin entre les scénarios 2 et 3 proposés par Bouillard. «Un dosage assez subtil», selon l'entourage de Martine Aubry, la CMU donnera une caution sociale au secteur mutualiste, éloigné jusqu'ici du monde de l'exclusion. En rendant compte de sa mission devant le PS puis le groupe socialiste à l'Assemblée, en octobre, Jean-Claude Bouillard a su trouver un autre argument: avec de nouveaux partenaires, le gouvernement, sur ces questions sociales, ne se retrouverait plus seul en première ligne. ●

ISABELLE MANDRAUD

Elisabeth Guigou a fait adopter son budget en comité restreint et dans une ambiance reposante, vendredi à l'Assemblée. La garde des Sceaux était tout ouïe pour écouter le rapporteur de la commission des finances, le RPR Patrick Devedjian, l'un de ses opposants les plus coriaces lors du débat sur le Pacs, lui tresser des couronnes. «Votre budget est tout à fait correct financièrement», a-t-il estimé, déplorant pourtant l'allongement des délais de jugement, la trop lente modernisation de la justice, le tribunal de Paris qui explose par manque de superficie...

Philippe Houillon (DL, Val-d'Oise) a reconnu que la justice était la mieux servie après la Ville et l'Environnement: 26 milliards, soit une progression de 5,6% par rapport à 1998 et un effort sans précédent de créations de postes de magistrats (140). Les représentants de l'opposition ont tout de même voté contre, car la justice reste «trop longue, trop complexe, trop chère» (Philippe Houillon), que la politique d'Elisabeth Guigou «ne répond pas aux besoins de sécurité des Français» (Jean-Luc Warsmann, RPR, Ardennes). L'orateur de l'UDF Jean-Louis Borloo, avocat spécialisé dans les faillites, s'est illustré en défendant les actuels tribunaux de commerce et en regrettant que le budget de la justice ne soit pas... doublé.

Regrets. Si ce budget a été jugé «exemplaire» par Georges Hage (PCF, Nord), voire «lumineux» selon l'expression d'André Val-



Le palais de justice de Paris. Le budget se monte à 26 milliards de francs, en hausse de 5,6%.

lini (PS, Isère), visiblement emballé par la garde des Sceaux, les deux représentants de la gauche ont regretté qu'il ne soit plus question de la réforme de la cour d'assises. Sur ce point, la chancellerie avait indiqué la veille qu'un groupe de travail réfléchissait à une alternative à la réforme Toubon, jugée trop coûteuse et inapplicable. Le dossier ne semble pas prioritaire.

La garde des Sceaux a dû aborder d'autres questions ne relevant pas directement de ce budget. La réorganisation de la carte judiciaire, tout d'abord: «Les gouvernements ont tous peur, a commencé Patrick Devedjian, peur des conservatismes des avo-

cats qui préfèrent un petit bureau où tout le monde sera bâtonnier, peur des élus...» L'un de ceux-ci, Marcel Dehoux (PS, Nord) s'est fait le porte-parole de la province excédée par les suppressions de commissariats, gendarmeries ou maternités et qui n'entend pas voir des tribunaux fermer au nom de la rationalisation. «Rassurez-vous», a-t-il exhorté. «Nous ne ferons pas les choses brutalement. Il n'est plus question d'une réforme globale, automatique, décidée à Paris, qui ne tiendrait pas compte des spécificités locales», a ré-

pondu Elisabeth Guigou. Un autre groupe de travail planche sur cette épineuse question.

Die en prison. Julien Dray (PS, Essonne, dont Fleury-Mérogis) avait, quant à lui, inter-

rompu sa bouderie parlementaire, pour évoquer la question des gardiens de prison. Le budget prévoit 220 créations «nettes» de poste. La ministre a aussi parlé de la vie en détention. 23 millions de francs seront consacrés à l'amélioration des petits déjeuners et à l'augmentation du nombre de douches: trois au lieu de deux par semaine. Trois établissements pénitentiaires sont actuellement en construction, en attendant la création de six autres, dont le cahier des charges fait une place importante aux «unités de vie familiale», à l'obligation d'avoir des toilettes protégées par des cloisons et des douches à l'intérieur des cellules. Avec 57458 personnes détenues au 1^{er} juillet 1998, ces histoires de plomberie avaient tout leur place dans la discussion ●

Voynet chasse son directeur de cabinet

Il y a du mouvement dans l'équipe de Dominique Voynet. La ministre de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire a décidé de se séparer de Jacques Maire, son directeur de cabinet. Bien que socialiste, le fils d'Edmond Maire n'a jamais été bien vu à Matignon, tandis que chez les Verts, certains lui reprochaient un «manque de mordant». Il ne sera pas remplacé par un Vert, comme certains dans l'entourage de Voynet l'avaient souhaité.

S'agissant de son avenir, la ministre caresse toujours l'espoir de pouvoir sortir du rôle de «l'écologiste de service» pour un portefeuille plus social. Elle l'a dit à Lionel Jospin, lorsque celui-ci préparait le léger remaniement pour remplacer Louis Le Penec au ministère de l'Agriculture. Le Premier ministre lui a répondu qu'aucun véritable changement au sein de l'équipe gouvernementale n'était à attendre avant juillet. Soit après les élections européennes, qui pourraient, selon le score réalisé par Daniel Cohn-Bendit, tête de liste des Verts, favoriser les demandes de Voynet.

Pacs: le gouvernement entend maintenir son calendrier

«Le gouvernement a toujours en tête de terminer le processus du vote du Pacs avant la fin juin», a déclaré vendredi Elisabeth Guigou, ministre de la Justice. Commentant les informations du Monde daté de samedi qui écrit que «le gouvernement envisage de n'obtenir le vote définitif du texte que dans le dernier trimestre de 1999», le ministère des Relations avec le Parlement a assuré qu'aucune date butoir n'avait été fixée: «Ce serait une incitation phénoménale pour l'opposition de bloquer encore plus le processus. Politiquement nous avons tout intérêt à voir ce texte aboutir au plus tôt.» Une poignée de députés de l'opposition et le Sénat peuvent cependant bloquer la machine. «Nous le savons depuis le 9 octobre et nous nous y préparons», ajoute-t-on au cabinet de Daniel Vaillant.

Douste-Blazy met ses ambitions au tiroir

Un pacte de non-agression a été conclu avec le patron de FD, François Bayrou.

Accalmie à l'UDF. La hache de guerre est provisoirement enterrée entre François Bayrou, président de Force démocrate et de l'UDF, et Philippe Douste-Blazy, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale. Les deux hommes ont finalement signé la même motion pour le congrès de FD, qui se tiendra le 28 novembre à Lille. Cette motion proposera la fusion de leur parti avec la plupart des autres composantes de l'UDF.

Fou. Les partisans de François Bayrou soupçonnaient l'ancien ministre de la Culture de vouloir profiter de l'unification de la confédération — qui devrait avoir lieu le 29 lors d'un conseil national — pour prendre la tête des centristes.

Après plusieurs semaines de flou, un accord a été trouvé entre les deux rivaux. Le texte, rédigé par Anne-Marie Idrac, secrétaire générale de FD, et signé par les anciens ministres Jacques Barrot et Bernard Bosson, le député Marc-Philippe Daubresse, les sénateurs Jean-Jacques Hyest et Michel Mercier, sera adopté sans difficulté malgré la concurrence de treize autres motions émanant pour la plupart des fédérations. Il comporte une partie programmatique, notamment sur l'Europe.

Douste-Blazy a choisi d'éviter la guerre ouverte avec le président de l'UDF. En juin dernier, il avait marqué un point en se faisant élire président du groupe UDF à l'Assemblée, contre



Philippe Douste-Blazy, président du groupe UDF à l'Assemblée.

l'avis de Bayrou qui soutenait le député-maire d'Amiens Gilles de Robien. Mais il n'a pas pu ou pas su pousser plus loin l'avantage. «Il s'est rendu compte qu'il n'avait pas assez de sou-

tiens pour faire cavalier seul», affirme-t-on dans l'entourage de l'ancien ministre de l'Éducation nationale.

Unicité. Dans quinze jours, Bayrou aura enfin les mains libres pour mener à bien la transformation de l'UDF en un parti unique. Pour l'instant, seul le Parti radical semble encore rétif à toute idée d'intégration. Les militants des autres partis auront désormais une carte unique de membre, un seul siège national et des permanences communes dans les départements. Enfin une bonne nouvelle pour François Bayrou, qui avait multiplié les échecs depuis le départ d'Alain Madelin et de ses troupes de Démocratie libérale ●

V. S. D.

FUTONS OMOTÉ

Pour tout savoir sur le VRAI FUTON

Paris 147, bd du Montparnasse 31, bd des Batignolles 47, rue Jb St-Antoine 34-42, bd de Grenelle 66, av Jean Jaurès C. Châl Belle Epine Evry - Gagnaux ANSÉY - BRITAZZLES

Renseignements: 01 43 26 33 38

FUTONS 100% TRADITION

VENTE EXCEPTIONNELLE STOCKS D'USINES

PRET A PORTER HOMME FEMME

Du mardi 17 au dimanche 22 nov. De 10h à 19h. Nocturne le Jeudi jusqu'à 21h.

GRANDES MARCHÉS FRANÇAISES, ITALIENNES...

Haut de Gamme Stock
9 rue Scribe 75009 PARIS
Tél. 01.40.07.10.20.

LE BREF RÊVE ITALIEN DE 600 SANS-PAPIERS

Ils espéraient une régularisation. Venant de France, ils ont été refoulés.

Depuis des années, la gare de Modane, juste avant la frontière italienne sur la ligne Paris-Rome, a l'habitude de des sans-papiers. Chaque jour, des Yougoslaves, des Kurdes et, depuis peu, des Kosovars, entrés clandestinement en Italie, tentent de franchir la frontière française. Mais, l'Italie annonçant la régularisation imminente de 38000 sans-papiers, le mouvement s'est subitement inversé. En trois jours, quelque 600 immigrés clandestins, essentiellement pakistanais, indiens et égyptiens, qui voulaient tenter leur chance en Italie ont été interpellés à la frontière et renvoyés en France.

Schengen. Un long tunnel de 14 kilomètres sépare le poste frontière italien de Bardonecchia du poste français de Modane. C'est à la sortie de ce tunnel que près de 400 sans-papiers, venus de France par l'express Paris-Rome, ont été interpellés mercredi et jeudi. Dans leurs poches, ils emportaient une poignée de lires et des photos d'identité pour leur régularisation en Italie. En vertu des accords de «réadmission» de Schengen, qui obligent le pays par lequel ils pénètrent dans l'espace Schengen à accomplir les formalités policières ou administratives, la police italienne les a renvoyés par vagues successives à Modane (Savoie). Installés dans les salles d'attente de la gare et dans un wagon mis à disposition depuis jeudi par la SNCF, ils ont été pris en charge, tant bien que mal,

par la Croix-Rouge qui leur a distribué vivres et couvertures. Même problème à la Dicicile, (Direction départementale du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins, l'ancienne police de l'air et des frontières) de Modane. Le centre de rétention le plus proche, à Satolas (Isère), ne compte que cinquante places. Les fonctionnaires, débordés par l'affluence, ont eu quelques difficultés à vérifier l'identité de ces sans-papiers, et à établir les invitations à quitter le territoire: les hommes, âgés de 20 à 30 ans, ne parlaient pas fran-



Depuis l'annonce par le gouvernement italien de 38 000 régularisations, les sans-papiers se précipitent sur les postes de police (ici à Naples) pour tenter leur chance.

çais et disaient souvent venir de la région parisienne. Une soixantaine d'entre eux possédaient des récépissés, indiquant qu'ils avaient déposé en France une demande d'asile ou de titre de séjour. Les autres n'avaient aucun papier et le doute persiste sur leur véritable provenance. Un passeur français a également été arrêté à la même frontière. Il cachait six personnes dans un fourgon portant une plaque d'immatriculation néerlandaise.

D'autres venaient apparemment d'Espagne et du Benelux. Nous avons déjà renforcé nos contrôles à ces frontières», explique le commissaire Thierry Guiguet-Doron, responsable de la Dicicile à Modane. Les fonctionnaires de cet organisme s'attendent à de nouveaux passages d'immigrés clandestins dans les prochains jours. En Italie, en effet, le dépôt

des dossiers de régularisation prend fin le 15 décembre. Celle-ci ne devrait concerner que les 38000 premiers dossiers déposés, à condition que l'arrivée sur le sol italien soit antérieure à mars 1998.

Flux inversé. Visiblement mal renseignés, ou espérant se débrouiller une fois passés en Italie, les sans-papiers ne se sont pas seulement précipités vers la frontière à Modane, mais aussi à Menton. A la Dicicile de Ni-

ce, on constate ainsi que «le flux s'est inversé» depuis la fin de la semaine dernière: «Nos collègues italiens ont renforcé les contrôles et nous remettront pas mal de personnes interpellées», explique-t-on sans donner de

chiffres. «Ils viennent d'un peu partout, d'Espagne ou du nord de l'Europe.» Un policier affirme que le relatif afflux n'a rien d'extraordinaire: «On tire un peu sur la frontière et ça devient un coup de canon à Paris!» Au centre de rétention de Nice, la Cimade, association d'entraide, affirme que «le centre est plein. Il y a ce vendredi 63 personnes pour 68 places, alors que d'habitude ça tourne entre 20 et 30. Il arrive même qu'on en libère pour mettre de nouveaux arrivés. Beaucoup de Maghrébins, d'Égyptiens, de Sénégalais, et d'autres, avec, parmi eux, des refusés des circulaires Chevènement». A la Cimade, on se demande pourquoi la France accepte systématiquement de les reprendre: «Il n'est pas forcément établi que chacun d'entre eux arrive effectivement de France. Certains affirment qu'ils étaient en Italie, mais ils ont eu le tort d'être pris près de la frontière.»

La police évacue les grévistes de la faim

Les sans-papiers jeûnaient depuis 74 jours à Limeil-Brevannes.

C'est une sortie par le bas. Vendredi après-midi, 74^e jour de jeûne, les neuf sans-papiers de la mairie de Limeil-Brevannes (Val-de-Marne) ont été évacués par des pompiers et des policiers. Très affaiblis, les grévistes ont été emmenés dans plusieurs hôpitaux du département. L'évacuation, qualifiée de sanitaire, a été décidée par le préfet du Val-de-Marne, avec l'accord de Matignon, qui refuse la régularisation de ces hommes. Joseph Rossignol, le maire socialiste de Limeil-Brevannes, qui hébergeait les sans-papiers depuis trois semaines (*Libération* du 12 novembre), ne s'est pas opposé à l'intervention des forces de l'ordre.

«Même à des fins sanitaires, l'évacuation n'est pas une réponse au problème des sans-papiers, a réagi Mouloud Aounit, secrétaire général du Mrap. Demain peut-être il y aura d'autres actes que les

forces de l'ordre ne pourront interrompre.» «Il était impérieux d'éviter tout accident grave de santé», a déclaré à son tour le député PS Serge Blisko, qui avait rendu visite à plusieurs reprises aux sans-papiers. «Néanmoins, cette situation illustre bien l'impasse où se trouvent aujourd'hui les 60 000 déboutés de la circulaire du 24 juin 1997. Ces hommes et ces femmes sont sans papiers mais ne sont pas pour autant sans droits. Il faut maintenant que le gouvernement sache retrouver la voie du dialogue pour aboutir à une solution humaine pour ces milliers de personnes», a conclu le député. Les associations qui soutiennent les grévistes du Val de Marne, et demandent – sans succès – à être reçues par Lionel Jospin, appellent à une manifestation ce samedi à 15 heures au métro Rue-du-Bac.

BÉATRICE BANTMAN
et MICHEL HENRY

B. Bn

SOCIÉTÉ

Sida: le traitement post-exposition reste trop marginal

Sur les 3 millions de personnes ayant vécu une situation à risque, moins de 4 000 ont demandé la thérapie.

Réagir tout de suite, dès que l'on a été exposé au virus du sida, et éviter une contamination, c'est possible depuis plus d'un an. Sur le moment, l'apparition de cette technique a fait craindre de voir se former des listes d'attente dans les centres de dépistage du sida. Finalement, il n'en est rien. Lors d'un colloque sur ces traitements prophylactiques anti-VIH, organisé par le Centre régional d'information et de prévention sur le sida (Crips), jeudi dernier, tous les orateurs ont été unanimes. Et perplexes sur la faible utilisation de ce nouveau dispositif (1).

Prévention. C'est un traitement, il est vrai, assez lourd: une bithérapie ou une trithérapie, prescrite le plus tôt possible, et au mieux quelques heures après une prise de risque, que ce soit une rupture de préservatif, un échange de seringues, voire une relation sexuelle non protégée. Le traitement est long: un mois, et si toutes les études ont montré qu'il réduisait très significativement le risque de transmission, il ne l'empêche pas totalement. En juillet 1997, puis en

Prescrite le plus tôt possible après une exposition au VIH, une multithérapie réduit très significativement le risque de transmission du virus.

avril 1998 par le biais d'une circulaire, le secrétariat d'Etat à la Santé a décidé de le généraliser. Et en particulier de faire en sorte qu'il soit disponible dans tous les services importants de maladies infectieuses. «Aucune mesure de prévention n'est à exclure», répétait alors Bernard Kouchner.

Et pour cause... En France, l'épidémie de sida continue. «Il y a environ 5 000 nouvelles contaminations par an», a ainsi rappelé Anne Laporde, du Réseau national de santé publique. Et ce médecin épidémiologiste de faire une projection, qu'elle qualifie, elle-même, de schématique. «Si l'on estime que, dans une relation hétérosexuelle avec une personne séropositive, le risque d'être contaminé est de 1 pour 500; que ce risque est plus élevé dans les relations homosexuelles, et encore plus dans le cas d'un échange de seringues, on peut estimer qu'il y a, chaque année en France, plus de 3 millions de personnes qui se mettent dans une situation à risque.» Or, en écho, il n'y a guère plus de 3 000 à 4 000 personnes qui ont demandé un traitement post-exposition.

«Nous avons entre 2 et 6 demandes par mois», raconte le

professeur Willy Rozenbaum, de l'hôpital Rothschild à Paris. «Entre janvier et septembre 1998, 74 personnes sont venues à la suite d'un accident professionnel: soit des infirmières qui se sont piquées avec une aiguille souillée, soit encore des éboueurs qui se sont piqués. Et nous avons eu en plus 41 demandes de traitement à la suite d'un risque sexuel.» A Rothschild comme ailleurs, le dispositif de prise en charge est identique: la personne se rend au service de maladies infectieuses, ou aux urgences la nuit. Et là, un médecin référent décide de proposer ou non un traitement prophylactique. «Mais il faut vraiment le vouloir, car c'est lourd et stressant», insiste le docteur Anne-Claude Crémieux, qui dirige le centre de dépistage de l'hôpital Bichat à Paris, un des lieux qui enregistrent le plus de demandes (au

15 septembre 1998, 189 personnes y ont été mises sous traitement). «En moyenne, une demande sur trois n'aboutit pas, soit parce que le risque est supposé trop faible, soit parce que le moment où l'exposition a eu lieu est trop ancien.» En

suite? «Il y a un problème de suivi. Si, manifestement, la très grande majorité des patients prennent bien leur traitement, ils disparaissent vite. Or, ils sont censés revenir trois semaines après leur fin de traitement, et enfin trois mois après, pour un test. Or, plus de la moitié ne reviennent pas.» A Bichat comme dans la quasi-totalité des centres, les toxicomanes à risque ne viennent pas. «Trop marginaux, peut-être», lâche Anne-Claude Crémieux.

Dilemme. De fait, les autorités sanitaires se trouvent aujourd'hui confrontées à un dilemme. Voilà un bon dispositif, mais il reste trop peu utilisé. «On ne peut pas dire qu'il y ait eu une forte communication de la part des autorités sanitaires», avance ce médecin de Bichat. A l'association Aides, on évoque d'autres faiblesses, en particulier la réticence de certaines équipes hospitalières. «A l'hôpital de Basse-Terre, en Guadeloupe», a expliqué une responsable d'Aides au Quotidien du médecin, «le chef de service nous a dit que, pour des raisons personnelles, il était contre ce traitement.»

ERIC FAVEREAU

(1) Sida Info Service 0800840800.

Les régions paieront-elles le personnel technique des lycées?

Devant le déficit en effectifs, Allègre en avait lancé l'idée.

Pour sortir du mouvement lycéen, Claude Allègre a donné la vedette aux régions. A elles d'améliorer la vie lycéenne grâce à un fonds exceptionnel d'aménagement qui permettra de dégager un prêt de 4 milliards de francs à taux zéro. Mais au plus fort de la crise, le ministre avait aussi lancé l'idée d'une structure intermédiaire (de type société d'économie mixte), où les personnels Atos (administratifs, techniques, ouvriers et de service) seraient cofinancés par l'Etat et les régions. Officiellement, cette idée serait abandonnée. Alertée par la

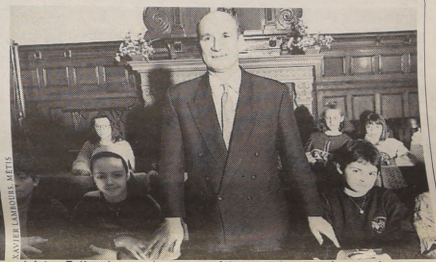
rumeur, la FEN, fédération syndicale majoritaire chez les non-enseignants, a quand même fait savoir qu'elle n'accepterait aucune «régionalisation», même partielle, de la gestion des personnels. Selon elle, Allègre ne pourra pas faire l'économie de nouvelles créations de postes. Face aux présidents de région, le ministre avait d'ailleurs insisté sur le manque de personnels Atos. Selon ses estimations, le bon fonctionnement des lycées et collèges nécessiterait l'embauche de plus de 20 000 agents. Cette pénurie est en outre officiellement constatée dans le dernier

rapport de l'inspection générale de l'administration de l'Education nationale: «Le rythme d'accroissement des personnels Atos n'a pas suivi, depuis vingt ans, celui de la progression des postes d'enseignants [...]. Le problème est particulièrement aigu dans les établissements neufs, généralement dotés par redéploiement, donc au minimum.» A quelques rares exceptions près (Adrien Zeller en Alsace et Josselin de Rohan en Bretagne), les présidents de région ne manifestent pas d'enthousiasme pour une telle extension de leurs compétences.

ALAIN AUFRAY



Huchon n'est pas favorable à l'accélération de la décentralisation.



Adrien Zeller demande une expérimentation pendant trois ans.

CONTRE Jean-Paul Huchon (Ile-de-France)

«Ce n'est pas le moment de rajouter des problèmes»

Jean-Paul Huchon est président (PS) de la région Ile-de-France. Les lycées représentent 5,3 milliards de francs sur un budget régional de 14 milliards.

A l'occasion de la crise lycéenne, Claude Allègre n'a pas caché qu'il était favorable à un engagement plus fort des régions, notamment en ce qui concerne la gestion des personnels technique et ouvriers.

Cette question a effectivement été évoquée à plusieurs reprises entre Claude Allègre et les présidents de région. Mais la droite comme de gauche, freinent des quatre fers. C'est un sujet très lourd, qui exigerait des modifications de compétences. Pour l'instant, les choses sont claires: les régions sont responsables de l'investissement, et l'Etat est seul en charge des questions de personnel. Nous l'avons dit à Claude Allègre: les problèmes avec les syndicats sont déjà suffisamment importants. Ce n'est pas le moment d'en ajouter avec des innovations supplémentaires.

Mais ne serait-il pas logique que les régions soient asso-

POUR Adrien Zeller (Alsace)

«Nous finançons l'entretien, mais pas ceux qui réparent»

Adrien Zeller est président (UDF-FD) de la région Alsace. Il gère 538 millions de francs pour les lycées, sur un budget total de 2,2 milliards. **Vous souhaitez que les régions gèrent directement les personnels techniques des lycées. Pourquoi?**

C'est un choix de cohérence. Les régions sont responsables des bâtiments, elles financent l'entretien, le chauffage, l'électricité, les équipements. Mais elles n'ont pas le personnel qui, en pratique, installe et répare. Je souhaite donc que l'Etat, par convention, mette à disposition de la région les personnels techniques des lycées, pour trois ans, à titre expérimental.

En quoi la gestion régionale sera-t-elle meilleure que celle de l'Etat?

On ne peut pas gérer des hommes à distance. Nous pourrions assurer à ces agents une meilleure qualification, une valorisation de leur travail, une organisation plus efficace. Il ne s'agit pas de changer le statut des personnels, mais de leur donner les outils pour être efficaces.

Des présidents de région qui, y compris à droite, redoutent que ce transfert aggrave les

inégalités entre régions riches et pauvres...

C'est faux, puisqu'il y aura aussi transferts des ressources à hauteur des moyens déjà engagés par l'Etat. Il existe par ailleurs des mécanismes de compensation entre les régions. L'Etat est faible car il veut trop faire. S'occuper des lycées quand on est président de région, ce n'est pas seulement inaugurer des établissements tout neufs, mais aussi assumer les autres responsabilités.

Les autres personnels des lycées, notamment les administratifs et les personnels de cantine, doivent-ils rester de la responsabilité de l'Etat?

Les administratifs, oui. En revanche, on peut imaginer demain une évolution du mode de gestion des cantines. Que fait un cuisinier aujourd'hui pendant les quatre mois et demi de vacances scolaires? Il n'est pas interdit non plus d'envisager que la nomination des proviseurs soit un jour codécidée par l'Etat et la région sur une liste d'aptitude. Car ce sont eux qui ont la charge de la gestion de la maison que nous finançons.

Recueilli par NICOLE

GAUTHIER (à Strasbourg)

SOCIÉTÉ

Le retour aux bombes des autonomistes bretons

Le texte qui revendique l'attentat de Belfort justifie Chevènement.

L'Armée révolutionnaire bretonne (ARB) a revendiqué vendredi par un communiqué authentifié l'attentat commis le 30 octobre contre la mairie de Belfort, tandis qu'une petite bombe endommageait jeudi dans la nuit une perception à Matignon, un bourg des Côtes-d'Armor. Cette dernière action n'a pas encore été revendiquée. L'ARB, créée en 1971 en plein renouveau identitaire breton, se veut la branche armée du Front de libération de la Bretagne (FLB). Elle avait revendiqué plusieurs attentats, dont celui du château de Versailles pour lequel deux de ses auteurs avaient été condamnés en 1978 par la Cour de sûreté de l'Etat à quinze ans de réclusion criminelle.

Glaive et hermine. Un correspondant anonyme a revendiqué l'attentat de Belfort, la ville de Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur, par un coup de fil à l'Agence France-Presse de Rennes au lendemain de l'explosion, et avait annoncé qu'un courrier suivrait. Ledit courrier, frappé du glaive et de l'hermine, le logo de l'ARB, a été posté de Morlaix (Finistère). Cette commune a probablement été choisie parce que la Seita entend y fermer la manufacture de tabacs, principal employeur de la ville, d'autant que Marylise Lebranchu, la secrétaire d'Etat (PS) au Commerce et à l'Artisanat, en est l'ancien maire. La lettre est arrivée vendredi à RBO, Radio-France Bretagne Ouest, et bouscule un peu



À la mairie de Belfort, après l'explosion du 30 octobre.

Jean-Pierre Chevènement, présenté comme la « caricature du jacobinisme et défenseur du centralisme à la française ». « Plus que jamais la lutte est justifiée aujourd'hui en Bretagne, écrivent les clandestins, qui revendiquent l'indépendance. Notre pays est frappé de front par la crise et les restructurations économiques. Des pans entiers de l'économie bretonne sont en train de disparaître sans

revendiquée remonte à juillet 1996, avec un attentat à la cité judiciaire de Rennes et quelques attentats manqués. Or, dans la nuit de jeudi à 1 h 30, une nouvelle bombe a explosé, au rez-de-chaussée de la perception de Matignon (Côtes-d'Armor, près de Dinan). Le percepteur et son épouse qui dormaient à l'étage ont été légèrement commotionnés, et tous leurs carreaux brisés.

L'attentat ressemble beaucoup à « ceux déjà perpétrés dans le passé par les autonomistes bretons », notamment à celui de la perception de Combourg (Ille-et-Vilaine) en octobre 1994. Les enquêteurs rapprochent évidemment les attentats de Belfort, la ville du ministre de l'Intérieur et celui de Matignon, allusion à l'hôtel du Premier ministre. D'autant que les modes opératoires seraient, selon les premières constatations, assez proches.

Alerte à Chirac. Trois kilos de dynamite à Belfort, moins de 1 kg sans doute à Matignon, on aurait retrouvé dans les deux cas les restes d'une pile plate de 4,5V, et des débris qui font penser à une Cocotte-minute, même s'il faut attendre les résultats des expertises. La 14^e section antiterroriste du parquet de Paris s'est saisie des deux attentats, le SRPJ de Rennes a été chargé de l'enquête de Matignon. Reste à savoir comment les clandestins voient la suite des opérations. Les percepteurs des bourgs de Chirac (en Charente et en Corrèze) ont depuis vendredi soir un sommeil agité.

FRANCK JOHANNES

Agressions sexuelles sur des handicapées

Trois éducateurs de l'institution pour déficients mentaux Raymond Ruffier de Sissonne (Aisne) ont été mis en examen vendredi à Laon pour agressions sexuelles sur des adolescentes. Parmi les 51 pensionnaires, des filles et garçons âgés de 12 à 20 ans, la plupart souffrent de déficiences mentales légères ou moyennes. En outre, le directeur, Raymond Ruffier, son épouse, infirmière de l'institution, l'éducateur chef et l'instituteur ont été mis en examen pour « subornation de témoin, menace ou actes d'intimidation commis en vue de déterminer les victimes de délits à ne pas porter plainte ou à se rétracter ». Le président du conseil d'administration, François Lesein, maire de Sissonne et ex-sénateur, devrait être mis en examen « pour défaut de signalement aux autorités ».

Le carnet

DÉCÈS

Hélène THANOS
nous a quittés ce matin. Jeanne-Alzys et Basile Delpout-Thanos, ses enfants, Philippe Delpout, son mari, et toute sa famille demande à ceux qui l'aiment de penser à elle.

Billie, Kelly et Eddy Mc Nally, Jacqueline, Jean-Jacques et Juliette Viltard, ses amis, ont la tristesse de vous apprendre le décès de

JEANNE VILTARD

le 7/11/98
Eddy Mc Nally
13, rue Carducci
75019 Paris.

ANNIVERSAIRES

Françoise
14 novembre 1997.

"Ne dites pas non, vous avez souri".
"Les enfants du Paradis",
Jacques Prévart.

NAISSANCES

Hugo
est né le 30 octobre.
Bienvenue p'tit bonhomme.
Merci à Nico et Vitou.

Le carnet

11, rue Béranger,
75003 Paris.
Devis et informations
Tél.: 01 44 78 30 60
Fax: 01 44 78 30 69
Tarif de la ligne 85F TTC.

Bavure au commissariat de Tourcoing

Une information judiciaire ouverte après la mort de Sydney Manoka Nzeza.

Une information judiciaire pour « homicide involontaire et non-assistance à personne en danger » a été ouverte vendredi à la suite du décès d'un Zairois de 25 ans, le 6 novembre, au commissariat de Tourcoing (Nord). Sydney Manoka Nzeza, un jeune boxeur qui venait de passer professionnel, circulait sur un trottoir de la ville lorsqu'il a cassé le rétroviseur d'un automobiliste. Les deux hommes se disputent sous les yeux d'une habitante du quartier, qui alerte le commissariat. Deux policiers arrivent, trouvent le jeune homme à quelques centaines de mètres de là et lui demandent de revenir. Selon Jean-Philippe Joubert, procureur adjoint à Lille, Sydney Manoka

Nzeza refuse: « Un des deux policiers essaie alors de le maîtriser pour éviter qu'il s'en aille, et les deux hommes chutent ensemble. » Survienent alors en renfort quatre policiers de la brigade anticriminalité de Tourcoing. « Il se défend violemment et donne de grands coups de pied avec des rollers », selon le procureur, qui ajoute: « Les policiers emploient les méthodes de la police, ils le mettent face à terre et le maintiennent, l'un au niveau du thorax, l'autre du fessier et le troisième au niveau des jambes. » Sydney Manoka Nzeza perd connaissance. Un policier

prend son pouls, qui est normal. Le jeune homme, qui a des menottes aux poignets et aux pieds, est transporté au commissariat. « Les policiers pensent alors qu'il est groggy ou qu'il simule », poursuit le procureur. En s'apercevant que le jeune homme ne revient pas à lui au commissariat, les policiers appellent les sapeurs-pompier et le Samu, qui constate son décès. Une première information judiciaire pour recherche des causes de la mort a été ouverte le lendemain, 7 novembre, et une enquête est confiée à l'Inspection générale de la police nationale (IGPN). L'autopsie a établi

que le décès du jeune homme était dû à « un processus asphyxique par compression thoracique », mais n'a pas révélé de trace de coups. L'information judiciaire pour homicide involontaire vise notamment quatre policiers, celle pour non-assistance à personne en danger six policiers. Sydney Manoka Nzeza vivait en France depuis 1984 et était père d'un enfant. « C'était un très bon boxeur, pas du tout un loubards », a indiqué son oncle, Jean-Evariste Mukanda, qui l'avait entraîné à Levallois. La famille du jeune homme entend se constituer partie civile, ainsi que SOS Racisme. L'association annonce qu'une manifestation aura lieu mercredi à Tourcoing.

D'après AFP

Le Syndicat de la magistrature demande le départ de Dumas

« Le maintien de Roland Dumas à la tête du Conseil constitutionnel nuit gravement à l'image et au crédit de cette institution », a estimé vendredi le Syndicat de la magistrature (SM, gauche). Les informations sur la nature de ses relations avec Christine Deviers-Joncour, « qui bénéficiait de stupéfiantes rémunérations d'une entreprise publique pour circonvier» Dumas, selon le syndicat, sont « incompatibles avec les règles les plus élémentaires de la morale publique ».

Grogne des médecins hospitaliers

L'intersyndicat national des praticiens hospitaliers (INPH) réclame une revalorisation de la carrière et du salaire de ces médecins. Pour protester contre « l'absence de réponse » des pouvoirs publics, il va lancer plusieurs journées d'action à partir du 2 décembre. Le syndicat estime qu'il y a un risque de « désertification médicale de l'hôpital public » et de « détérioration des soins ».

Prison ferme pour des caïds toulousains

Quatre membres du milieu toulousain, dont trois sont fichés au grand banditisme, ont été condamnés vendredi à Niort par la cour d'assises des Deux-Sèvres à des peines de dix à dix-huit ans de réclusion criminelle pour divers braquages de banques et tentatives de meurtres.

Des locos de la SNCF asphyxiées une école

Une épaisse fumée issue d'un dépôt de la SNCF abritant des locomotives diesel a envahi hier matin la cour d'une école voisine, située rue de Torcy dans le XVIII^e arrondissement de Paris, provoquant des malaises chez une élève asthmatique et une enseignante.

AVEC
3615 LINK
ACCEDEZ
ENFIN
À INTERNET

Sur 3615 LINK,
découvrez
les milliers
de sites français
et étrangers.

Et dialoguez avec
vos correspondants du
monde entier grâce
à votre propre Email.

3615
Link

SNPC 2.23F la minute

SOCIÉTÉ

Les neuf sages gardent l'affaire Tiberi pour eux

Le Conseil constitutionnel refuse de transmettre un rapport accablant sur les électeurs fantômes du Ve.

Le Conseil constitutionnel, présidé par Roland Dumas, peut-il prendre une seule décision sensible sans être soupçonné de n'avoir tranché que pour donner des gages à tel ou tel? Cela devient manifestement difficile. Une polémique s'est ouverte vendredi à propos de sa dernière décision, qui concerne Jean Tiberi et ses électeurs fantômes du Ve arrondissement.

«En refusant de communiquer les pièces du dossier de l'instruction [...] le Conseil constitutionnel devient la seule juridiction d'exception de l'Union européenne.»
Lyne Cohen-Solal, PS

«Le Conseil constitutionnel protège Jean Tiberi», estimait vendredi Lyne Cohen-Solal, son adversaire socialiste lors des dernières élections législatives de 1997. Le Conseil a en effet refusé, mardi, de transmettre à la juge d'instruction Chantal Perdrix, saisie d'une plainte de Lyne Cohen-Solal sur les électeurs fantômes du Ve arrondissement, un rapport accablant rédigé sous son autorité.

Irregularités. Le Conseil constitutionnel avait chargé une conseillère d'Etat, Christiane Maugüe, d'effectuer un rapport sur ces inscriptions trafiquées afin de savoir si ces

chargé d'examiner la validité d'une élection, mais de détecter toutes les infractions pénales liées à ce trafic des listes électorales. Chantal Perdrix, chargée d'une information judiciaire contre X pour «manœuvres frauduleuses de nature à porter atteinte à la sincérité du scrutin», à la suite de la plainte avec constitution de partie civile déposée par Lyne Cohen-Solal, avait donc demandé au Conseil constitutionnel la transmission d'une copie du rapport. Ce qui lui aurait évidemment permis de gagner un temps considérable dans ses investigations. Un travail qui bénéficie de surcroît de l'autorité des neuf sages, mais que le Conseil a décidé de tenir secret. Les délibérations des neuf sont en effet secrètes

et ils sont tombés d'accord pour estimer que le travail de vérification préalable effectué par Christiane Maugüe faisait partie intégrante de ces délibérations. La juge d'instruction avait évidemment un point de vue contraire.

Juridiction d'exception. Lyne Cohen-Solal ne mâche ses mots pour dire sa colère: «En refusant de communiquer les pièces du dossier de l'instruction dans l'affaire des fraudes électorales du Ve arrondissement de Paris, en gardant secrets des éléments de sa décision, le Conseil constitutionnel devient la seule juridiction d'exception de l'Union européenne», estime-t-elle. Ce faisant, «le gardien des lois de la République s'affranchit également de l'article 40 du code de procédure pénale, qui impose à toute autorité publique de transmettre au parquet les infractions dont elle a connaissance».

Le Conseil ralentit en tout cas les investigations de la magistrate, alors que la question des manipulations des listes électorales à Paris par le RPR et l'UDF est posée à la justice depuis au moins 1989. Un premier contentieux avait en effet démarré concernant les inscriptions de faux électeurs du IIIe arrondissement, fief alors de Jacques Dominati: le dossier judiciaire, qui s'était trébuché de Paris à Amiens avant de revenir à Paris, n'a toujours pas connu d'issue.

ARMELLE THORAVAL



Le commissariat de la rue Joubert où officiaient les prévenus. Les faits remontent aux années 1984-1985 où Georges Cosimi menait la troupe.

COMMISSARIAT
OUVERT de 9h à 19h
du lundi au vendredi
FERME samedi, dimanche et jours fériés
Après 19h, en cas d'urgence: Bureau Central
Sécurité
POSTE DE POLICE tel 24.90.20
SAMEDIS, DIMANCHES et FÉRIÉS
Clot de PERMANENCE:

SORTIE DE GARAGE

«Vous appelez ça délits, moi j'appelle ça faire mon boulot»

Cinq policiers ripoux comparaissent pour vols ou recels.

«Le commissariat de la Chaussée-d'Antin, c'était quelque chose de véritablement spécial, avec 30 à 35 vols à l'étalage par jour par des Arabes, des Noirs, des dames, et pas une femme au service pour les feuilles. C'est exact que j'ai installé ma maîtresse au bureau pour les feuilles. Sinon, on bloquait tout un système.» Jugé vendredi à Paris pour «vols, recels et proxénétisme», l'ex-inspecteur principal Georges Cosimi, 57 ans, aujourd'hui gardien-jardinier sans retraite pour cause de révocation de la police, a raconté ce commissariat du IXe arrondissement de Paris, livré à lui-même en 1984 et 1985. La justice se reporte treize ans en arrière, à cause de guerres de procédure. Cosimi, chef du groupe des flagrants délits à l'époque, a entraîné son ex-maîtresse, Annie-Claude Nazer, une Africaine alors âgée de 29 ans, allait acheter les boissons et les casse-croûte pour l'équipe, a même participé à une perquisition à la boutique de vêtements Tony Bouty et à une «enquête-décès». Cosimi lui a donné en cadeau un baladeur trouvé chez le défunt. Le commissaire, Alain Depouster, 52 ans, surnommé alors «Ripousier», n'a jamais trouvé matière à reproches dans les agissements de Cosimi. Costume gris, calvitie et lunettes, le commissaire toujours en pos-

te, dans un placard à la préfecture de police de Paris (direction des transports et de la circulation) après une suspension de quatorze mois, se rabougrit dans un coin du banc des accusés, à cause de deux livres anciens, d'un mortier et d'un pilon en bronze, piqués en perquisition: «J'ai été trop faible», a-t-il concédé.

Inventory. Quatre autres policiers sont suspects de vols ou recels, jeunes recrues «spiegées» par le supérieur hiérarchique Cosimi. Invités à se servir dans la bonne pioche du chef, ils ont récupéré «deux peignoirs, une bouteille d'alcool et une machine à écrire», «un billet de 100 F et un costume», «un magnétoscope, un poste radio, des pots de peinture». Aujourd'hui, l'un est capitaine de police à la brigade de répression du banditisme (BRB), l'autre à l'administration de la police nationale, le troisième à l'office des biens culturels, et le dernier au commissariat des Halles à Paris. Chemise bordeaux, cravate jaune chamarrée, costume noir, Georges Cosimi qui a été dénoncé par un policier intégré de la Chaussée-d'Antin le 31 mai 1985, a joué vendredi les parfaits sans-scrupule devant le tribunal correctionnel. Les magnétoscopes saisis et partagés entre policiers, «c'était

pour visionner des cassettes vidéo porno d'enfants, on cherchait une petite Portugaise». L'arme de poing rapportée au commissariat: «J'ai gardé le canon comme recharge pour mon arme de dotation administrative.» Les huit pièces de 5 F en argent prises au domicile d'un défunt ont été vendues 105 F: «Ca servait à payer les indics, vous croyez qu'on va chercher des ayants droit pour 105 F, on bossait comme des dingues.»

«Efficacité». Jean-Yves Montfort, président de la 17e chambre, s'inquiète de savoir si Cosimi a appris le travail d'officier de police judiciaire «dans de savants traités de droit ou dans le feuillet de Starksy et Hutsch». Les sourcils broussailloux froncés, le ventre en avant, Cosimi bouillonne et explose: «J'ai fini 6' sur 1300! C'est l'efficacité qui compte. Le reste, c'est de la littérature. La criminalité, avec tous ces textes de loi actuels, regardiez, les rues sont pleines de merde. A force d'enlever tous les flics dans mon style, vous n'aurez plus que des fonctionnaires.» Les objets volés sont à ses yeux des «reliques d'affaires», des «saloperies à trois francs six sous qui s'entassent, paires de chaussettes pour enfants ou tapis d'orient, y a de tout, et je ne vous cache pas qu'on se le partageait pour dégager». Certes, les «enveloppes de 2000, 4000 ou 6000 F données par les grands magasins ont diminué avec le commissaire Depouster par rapport à son prédécesseur», et pour le pot offert aux commerçants par le commissariat,

«Ripousier» a «transvasé du whisky de Carrefour dans des bouteilles de Ballantine». Pour Cosimi, c'est un complot monté par l'IGS, police des polices, à cause de son appartenance ancienne au SAC et de son militantisme actif à la CFTC qui a entraîné cette affaire: «Vous appelez ça des délits, moi j'appelle ça faire mon boulot. On bossait comme des dingues, même si mes manières n'étaient pas très orthodoxes.» Des peines de prison avec sursis ont été requises. Une modération due à l'ancienneté des faits.

PATRICIA TOURANCHEAU



Jean Tiberi en vacances à La Baule. Au cœur de la controverse, son élection lors des dernières législatives.

irrégularités avaient pu fausser le scrutin, en défaveur de Lyne Cohen-Solal. La rédactrice, au terme d'une «enquête» approfondie, avait constaté nombre d'irrégularités. En février, les neuf sages validaient pourtant l'élection de Jean Tiberi, tout en jugeant nécessaire d'assortir cette validation d'un commentaire très sévère: le Conseil constatait un «cumul» de «faits graves et suffisamment répétés au sein du même arrondissement».

DETAILLANT GROSSISTES VEND AU PARTICULIERS

Selectionné par : Paris pas cher, Paris Combines, etc.

Sommiers • Matelas
Toutes les dimensions. Fixes ou relevables.
TECA - EPIDA - SIMMONS - SWISSLEX
PRELU - DUNLOPILLO - BLUTEX etc.
Garantie 5 et 10 ans

Canapés • salons, d'été...
cuirs, tissus, alcantara
STARR - DUVYER - COULON - SUREN, etc.

5 500m² d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

MOBECO
- 239 à 247 rue de Belleville
Paris 19e. M° Métro
Paris 136 M° Place d'Italie
T. 01 42 08 71 00 / 717
vente par téléphone possible

HISTOIRES

Ce Camerounais qui escroquait des chefs d'Etat est détenu au Yémen. L'opération «Jardin d'Eden», imaginée par les barbouzes français, visait à le faire évader.

Rarement escroc aura autant bénéficié des sollicitudes de barbouzes en tout genre pour tenter de retrouver la liberté. Donatien Koagne, un faux-monnaieur camerounais, est détenu depuis trois ans au Yémen, et le tout-Paris des services spéciaux semble s'être penché sur son cas. Gérard Le Pemp, un ex-gendarme du Groupe de sécurité de la présidence de la république (GSPR), a décrit plusieurs scénarios de libération, en relation avec des agents de la Direction de la surveillance du territoire (DST). Il appelait ça l'opération «Jardin d'Eden». L'opération n'a pas beaucoup aidé Koagne. Le Camerounais est toujours en résidence surveillée dans une ferme à l'est de Saana.

Avant, Koagne avait une petite villa à Champigny. Un avion privé. A Paris, c'était un homme de la nuit africaine. Au Cameroun, c'était un «fey man», «un homme qui brûle l'argent». Une fortune récente, alimentée par des cercles de jeux à Douala, du trafic d'uranium et des escroqueries aussi diverses qu'inédites. Qui ne l'empêchaient pas de fréquenter les cercles gouvernementaux. Il passe pour «un caïd, un intouchable». En octobre 1989, il est arrêté à l'aéroport de Douala, porteur d'une cargaison de mercure. Sans se dégonfler, il explique qu'elle est destinée à fabriquer de la fausse monnaie, et il offre de l'argent au commissaire. Inculpé pour corruption, il est disculpé grâce à ses appuis.

Sa vraie spécialité consistait à «multiplier les billets». A ses interlocuteurs, il fait croire qu'il dispose d'une méthode pour dupliquer les billets. Il se prétend capable de tripler les mises de fonds. Ses premières démonstrations, il les fait dans des cuves de teinture d'iode, dissimulant deux vrais billets. Puis il monte un autre scénario: celui des «billets noirs». Dans un petit laboratoire installé dans une mallette, Koagne cache deux vrais billets enduits d'une peinture noire. Après l'introduction du billet à dupliquer, un produit dissout la peinture noire, laissant apparaître trois billets, apparemment identiques. Koagne fait ensuite des «tests» à plus grande échelle, en ramenant des valises de vrais billets mouillés à ses commanditaires. Une fois le test réalisé avec 100000 dollars, les pigeons n'hésitent plus à lui confier des millions. Selon la rumeur, Koagne aurait ainsi délesté le président congolais Sassou N'Gouesso de 7 millions de dollars, l'ancien président zairois Mobutu de 15 millions. Au Bénin et en Tanzanie, d'autres personnalités encore.

Un de trop. Donatien a voulu refaire le coup au Yémen, fin 1995, à l'un des chefs des services spéciaux. Il lui promet de fabriquer 9 millions de dollars avec 3 millions. Le piège fonctionne. Il embarque 2,5 millions de dollars dans son Falcon 20. A Nairobi, l'avion heurte une gazelle et Koagne loue un Falcon 50 de chez Dassault. Arrivé au Bourget, l'avion est fouillé par les douanes. Le magot est saisi. Certains billets sont mouillés. Les douaniers pensent



Koagne, l'homme qui multipliait les dollars

qu'il s'agit de faux dollars, décident d'envoyer une cargaison pour expertise aux Etats-Unis. Les américains tombent des nues: non seulement les billets sont authentiques, mais ils viennent de la Réserve fédérale. Une enquête leur apprend qu'il s'agit de fonds spéciaux, délivrés à un gouverne-

ment moyen-oriental. Une «aide» financière qui a pris un chemin de traverse... Koagne reprend le Falcon 50 et retourne à Saana pour y rechercher de l'argent. Il est arrêté. Alors que les quatre Camerounais qui l'accompagnent sont écroués et condamnés, il est mis au secret. Il

n'a pas d'existence judiciaire. Peut-être à cause de l'origine des fonds qu'il a détournés. C'est alors que les barbouzes sortent du bois. Il apparaît que les Yéménites veulent récupérer leur argent. Des agents très spéciaux vont tenter de l'obtenir auprès de la famille. Une partie de la somme est remise. Sans succès. La famille du Camerounais dépose plainte à Paris. Une juge, Laurence Vichnievsky, va se pencher sur ce dossier mystérieux. La plainte a été jointe à la procédure de l'affaire Conserver (1), qui a valu, entre autres, une mise en examen à l'ex-patron de la DST, le préfet Yves Bonnet. Conserver était une société fourre-tout qui avait attiré d'anciens fonctionnaires en relation avec les Services. Gérard Le Pemp, entre autres. En 1997, les hommes de Conserver affirment agir «à la demande de la division internationale de la DST» qui veut mettre la main sur des plaques matricielles de faux dollars et sur le carnet clients de Koagne. «Certains chefs d'Etat africains sont disposés à verser une rançon pour sa libération», écrivait Le Pemp dans un rapport. Ils expliquent que la présence de Koagne est indispensable pour retirer des fonds déposés dans des établissements bancaires monégasques et appartenant aux dits chefs d'Etat. Dans l'agenda 1997 de Le Pemp figurent huit rendez-vous avec un agent de la DST, «B. Mallet», au sujet du «dossier Yémen».

Conservation. A Paris, Le Pemp n'est pas seul à se mobiliser. L'un de ses patrons chez Conserver connaît le Yémen. Il s'appelle Jean-Michel Beaudoin. Ex-responsable d'une association franco-arabe (2), ex-dirigeant du CNI, il échafaude les plans de libération. Il s'agit de fournir aux Yéménites «une évidence de fonds de 2 millions de dollars, contre garantie par le Falcon 20». Beaudoin affirme qu'il a averti l'Elysée. L'envisage aussi d'utiliser un bateau de plaisance, «qui, après avoir embarqué des agents à Djibouti fera une escale au Yémen, proche du lieu de l'arrestation de Koagne, pour y récupérer l'argent qu'il y a caché». Marcel Laugel, l'ambassadeur de France, qui a fait libérer l'équipage du Falcon 50, est lui aussi embranché. Il connaît bien Beaudoin qui lui a promis une embauche au sein de Conserver à sa retraite. «M. Beaudoin présentait des scénarios assez extraordinaires de missions de commandos pour libérer M. Koagne, a indiqué l'ambassadeur à Libération. Je n'ai jamais attaché d'importance à ces fictions.» A Paris, Laugel est présenté à la sœur de Donatien, Jeanne. «Pour avoir une chance de libérer son frère, Jeanne devait rendre l'argent», explique-t-il. Soit 3 millions de dollars, avec sans doute les intérêts.

Catherine Boher, haut fonctionnaire au x Affaires étrangères, qui a suivi durant cinq ans les affaires africaines et malgaches au ministère, s'implique elle aussi, à titre personnel. Elle affirme qu'un de ses amis compte parmi les victimes de Koagne. Elle négocie avec Jeanne le «remboursement» aux Yéménites, et réceptionne certains paiements. C'est donc elle que la famille Koagne soupçonne de détournement. La fonctionnaire a fait l'objet, fin 1997, d'une mesure de révocation à la suite d'une condamnation pénale dans le cadre d'une autre affaire. Elle a indiqué à Libération que «les paiements de la famille Koagne avaient permis de rembourser une partie de ce qu'il devait». Selon elle, Donatien Koagne resterait débiteur de 1,5 million de dollars. L'ex-fonctionnaire affirme avoir en sa possession les preuves de paiements aux Yéménites. «Il arrive qu'au ministère on ait des activités d'honorable correspondant», dit-elle aussi. On ne sait plus trop si, dans cette histoire, les Français ont

fait du recouvrement, du renseignement, ou encore autre chose. ● **KARL LASKE**
(1) Qui devait produire un conservateur miracle qui n'a pas vu le jour.
(2) L'Association pour le développement des relations arabes et françaises dont les liens avec les «Services» sont notoire.

ECONOMIE

300 000 EMPLOIS SUR UN AN
C'EST «L'EFFET KETCHUP»

Aides et croissance démultiplient les créations de postes.

L'économie française a créé 60 500 emplois salariés supplémentaires (+0,4 %) dans les secteurs privé et semi-public au troisième trimestre. Sur un an, la progression frôle les 300 000 emplois (+2,2 %), selon les chiffres publiés hier par l'Insee et les services de Martine Aubry. La ministre de l'Emploi «se félicite» de ce bon résultat: «L'action gouvernementale a placé la France dans un cercle vertueux de croissance, de créations d'emplois et de baisse du chômage.» Ces chiffres confirment que l'activité demeure vigoureuse, a estimé, en substance, le ministre de l'Economie et des Finances, Dominique Strauss-Kahn. La tournante financière d'octobre-novembre et le ralentissement des exportations dû à la crise économique au Japon et dans les pays émergents, n'ont pas cassé le ressort de la croissance, laquelle repose désormais exclusivement sur la demande intérieure.

Des efforts qui paient. Les statistiques d'hier confirment aussi que l'activité en France bénéficie d'un «effet ketchup». De la même manière qu'il faut taper un bon moment sur le cul de la bouteille pour en faire sortir la célèbre sauce tomate, il faut s'y prendre plusieurs mois, voire plusieurs années à l'avance, en économie, pour obtenir le résultat recherché. Avec le risque, dans les deux cas, d'être surpris par l'ampleur du phénomène. C'est un peu ce qu'on observe en France à propos des créations d'emplois. Pendant des années, les allègements de charges sur les bas salaires et autres aides à l'emploi mises en place tout au long de la décen-



Au troisième trimestre 1998, l'économie française a créé 60 500 emplois confirmant ainsi que la reprise reste vigoureuse malgré la crise financière internationale.

nie 90 ont semblé peu efficaces. De sommes considérables ont pourtant été investies chaque année (140 milliards de francs en 1997), au point que les syndicats râlaient contre ces «aides aux patrons» qui n'empêchaient pas les licenciements. Aujourd'hui, baisse des taux et retour de l'activité aidant, c'est le contraire qui se produit. A croissance égale, l'économie française crée beaucoup ●●●

L'Europe rivée à la rigueur

Rome préconise la dépense publique. Paris et Bonn disent non.

La gauche est au pouvoir en France, elle arrive en Allemagne, elle gauchit en Italie. Partout, c'est normal, elle parle d'infléchir la politique économique afin de doper la croissance et l'emploi. Il n'en faut pas plus pour que certains s'émerveillent ou s'alarment, croyant voir poindre un infléchissement «hétérodoxe» de la politique économique de la zone euro. Si l'on y regarde de plus près, pourtant, les trois pays ne sont pas loin de l'accord parfait.

Les Italiens, qui s'attendent à une année 1999 difficile, proposent une interprétation souple du «pacte de stabilité», ce texte qui impose une discipline budgétaire de fer aux pays de la zone euro. Depuis quelques jours, leurs dirigeants suggèrent de ne pas tenir compte des dépenses d'investissement des pays dans le calcul des déficits publics. Leur suggestion a une forte logique: les dépenses d'investissement, si elles génèrent plus de croissance, et donc à terme plus d'impôt, se financent elles-mêmes dans la durée. La relance par la dépense publique,

qui est prêt à tenter le coup? Pas Dominique Strauss-Kahn, en tout cas, pour qui la discussion sur le pacte de stabilité est «hors sujet». Il y a quelques jours, à Londres, il s'est prononcé «sans ambiguïté» pour la poursuite «des ajustements nécessaires des finances publiques». Sur RTL, jeudi, le ministre a été très clair: les gouvernements doivent recharger les

devant le Bundestag, Gerhard Schröder averti qu'il s'emploierait à réduire les dépenses publiques. Le seul infléchissement allemand porte sur le dialogue entre le gouvernement et la banque centrale. L'équipe d'Helmut Kohl se refusait à critiquer la Bundesbank, suivant l'adage dit du «blanc d'œuf» («le banquier central durcit lorsqu'on le bat»). Les sociaux-démocrates, eux, osent s'en prendre à leur banque centrale, comme l'a montré à plusieurs reprises Oskar Lafontaine, le ministre des Finances.

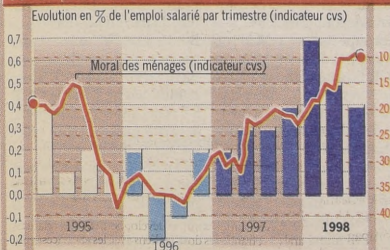
S'il y a un front uni de la gauche européenne, c'est pour établir avec l'indépendante Banque centrale européenne (BCE) une «confrontation dialectique». Toute la question est de savoir si la BCE acceptera de participer à ce dialogue ou bien si, tout en donnant des leçons budgétaires aux Onze, elle continuera à se braquer dès que ces derniers tenteront d'améliorer le réglage économique européen ●

ANALYSE

«batteries» budgétaires afin d'être prêts en cas de «coup dur». A charge pour les banquiers centraux de soutenir s'il le faut la croissance: «Il ne serait pas très déraisonnable qu'on ait des taux plus faibles.» Rien de très iconoclaste dans cette suggestion: la plupart des économistes européens, de droite comme de gauche, pensent de même.

Les Allemands, eux, sont-ils prêts à changer de cap budgétaire? Visiblement pas, mardi, dans son discours de politique généra-

Le moral des ménages en phase avec l'évolution de l'emploi salarié



ECONOMIE

Retour de flamme pour le Yo-Yo

Pour se refaire, la firme japonaise Bandai tente de faire durer la mode.

... plus d'emplois qu'en Allemagne, par exemple. Elle en crée aussi plus qu'avant: il y a eu plus de postes nouveaux l'an dernier avec 2,3 % de croissance qu'en 1994 avec 2,8 %. Tout se passe comme si les entreprises, après avoir limité les embauches au strict minimum pendant des années, rattrapent brusquement – toujours l'effet ketchup – une partie du retard accumulé. Avec 13 754 000 emplois salariés dans les secteurs privé et semi-public, l'économie française a enfin dépassé son maximum historique de 1990. A tel point que les aides et autres subventions, moins nécessaires, se retrouvent sur la sellette, bien qu'il reste toujours 2,9 millions de chômeurs. Martine Aubry a dû accepter de tailler dans les crédits pour les préretraités et pour l'indemnisation du chômage partiel lors de la récente discussion sur son budget pour l'année 1999. Les emplois-jeunes, que la droite n'osait pas trop critiquer, paraissent aussi moins utiles dans la mesure où ce sont justement les moins de 25 ans qui bénéficient en priorité des créations de postes dans le privé.

Tertiaire en tête. Commet-toujours en matière d'emploi, il faut regarder non seulement la quantité, mais aussi la qualité. Plus de la moitié des emplois créés sont précaires (intérim, CDD, temps partiel non choisi). Une partie de ces jobs fragiles finissent par être convertis en emplois stables, mais certains experts du ministère de l'Emploi font remarquer que le « temps de conversion » est de plus en plus long. Le tertiaire (services) est à l'origine, à lui tout seul, du gonflement de l'emploi (+0,9 % au troisième trimestre) tandis que l'industrie et la construction continuent à perdre des effectifs (-0,2 % chacun).

L'effet ketchup ne favorise pas seulement les créations d'emplois. Il joue aussi sur l'investissement des entreprises et la consommation des ménages. Il bénéficie ainsi à l'ensemble de l'activité en France: de fortes créations d'emplois injectent du pouvoir d'achat dans l'économie et font grimper le moral des ménages à des niveaux records (voir graphique). Les ménages, rassurés, épargnent un peu moins et consomment d'autant plus qu'ils se sont longtemps serrés la ceinture par crainte du chômage. A leur tour, les entreprises, qui ont repoussé pendant des mois leurs projets d'investissement et d'embauche, sont obligées de mettre les bouchées doubles. L'investissement des entreprises devrait ainsi progresser de 7 % cette année, et la consommation de 3,7 %. C'est une autre caractéristique de l'effet ketchup: toute la sauce déboule d'un seul coup quand on n'y croyait plus.

OLIVIER COSTEMALLE

Cette année, ça voyote dans toutes les cours d'école. Avec des Yo-Yo à débrayage, à ressort, à billes, qui s'allument... Le géant japonais du jouet, Bandai, a rattrapé la vague – à moins qu'il ne l'ait lancée. Une bonne intuition pour un groupe dont les profits sont en chute libre et dont la dernière trouvaille, le Tamagochi (l'animal électronique), agonise. Grâce au Yo-Yo ressuscité, le groupe japonais présidé par Takashi Mogi espère se maintenir dans le peloton de tête des marchands de jouets de la planète. Pour le produit, Bandai s'est appuyé sur les innovations du fabricant américain Yomega et de l'agence de promotion Russell, lesquels ont affublé le vieux jouet de deux piles, d'une lumière qui s'allume quand il pulse et d'un mécanisme de roue libre débrayable qui accélère la rotation du « dormeur » (lorsque le Yo-Yo tourne sans remonter en bas de la ficelle). Le tout a été enrobé d'une bonne dose de marketing maison.

Le créneau sportif. Depuis les premières mises sur le marché, en mars 1997, Bandai assure avoir vendu 12 millions de Yo-Yo dans le monde. Numéro deux du jouet au Japon, le groupe a été devancé par d'autres aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, où les marchés sont aujourd'hui « mûrs ».

En France, fier pays de sa croissance recouvrée, Bandai s'est élané le premier, à la rentrée scolaire. Le groupe assure avoir déjà écoulé dans les cours

de récré, via une mise en place en papeteries et grandes surfaces, 1,7 million d'exemplaires. Principale originalité de cette renaissance orchestrée (et dont Yves Pont, directeur de Bandai France, assure qu'elle peut être répétée « tous les dix ans environ »): le positionnement sur un créneau « sport ». En organisant des « championnats » nationaux et des exhibitions de champions étrangers, l'idée est de « rallonger sensiblement la durée de vie de la demande », dit-on chez Bandai. Traduire: de dépasser la mode des récrés. Autre supériorité de cette image « sportive » sur les gadgets éphémères: « Nous pouvons vendre des produits « haute per-



Le Yo-Yo est un jouet vieux de 2500 ans. Littéralement, son nom signifie « Viens-Viens ».

formance » pour champions, dans des réseaux spécialisés, comme Décathlon ou Go Sport.»

Déjà, « le champion du Brésil est venu faire des démonstrations », claironne fièrement le Monoprix de la rue du Temple, à Paris. Les sélections françaises, organisées fin octobre à Lyon, Marseille, Toulouse et Paris, relayées par les médias ad hoc, MCM, XL Mag et Skyrock, se sont ainsi achevées samedi dernier par une Superfinale, au MCM Café, boulevard de Clichy, à Paris. Le vainqueur décollera bientôt pour Hawaï.

Bouygues et Bolloré font chambre à part

Le Conseil des marchés financiers a prononcé le divorce entre les deux actionnaires.

Olivier et Martin Bouygues respirent. Le Conseil des marchés financiers (CMF) a brisé l'un des fers qui les attachent à leur faux frère Vincent Bolloré. Le CMF, dans une décision qui pourrait faire date dans la vie de la Bourse de Paris, a annoncé hier que les deux principaux actionnaires du groupe Bouygues « agissent plus de concert ». Constatant que « les parties restent en désaccord profond tant sur des questions majeures intéressant la stratégie de la société et ses comptes que sur la portée de leurs accords », le CMF a prononcé le divorce. En clair il faut permettre à l'entreprise de ne pas être prisonnière d'une bataille d'actionnaires. Techniquement, les deux parties ne constituent donc plus un bloc

solidaire. Plus question donc de comptabiliser ensemble les 14,67 % des Bouygues et les 12,43 % de Bolloré. Les frères Bouygues avaient demandé le 17 juillet dernier à l'instance de régulation des marchés boursiers de « prendre acte de l'inexistence de l'action de concert ». Une première étape dans le ping-pong judiciaire qui les opposent. Les Bouygues espèrent chasser celui qu'ils considèrent désormais comme un « raider ».

Le 9 décembre 1997, en pleine rumeur d'OPA hostile sur le groupe Bouygues, Bolloré s'invite au capital en ramassant 8,7 % des actions. Preuve s'il en fallait de la fragilité des structures du groupe de BTM.

Méfiant, Martin Bouygues lui propose de signer un pacte

d'actionnaire, valable jusqu'en 2006, qui assure à chaque partie un droit de préemption sur les actions de l'autre. Les voilà ligotés. Bolloré ne peut pas détenir plus de 14 % du capital ou alors il doit déclencher une offre publique d'achat, très au-dessus de ses moyens. Martin Bouygues ne peut chercher d'autre allié que Bolloré. Aussitôt contracté, le pacte est transmis au CMF. L'instance informe les milieux boursiers que les deux parties agissent de concert: aux yeux des autres actionnaires, ils forment un bloc, censé se défendre solidairement contre toute OPA hostile. Mais Bolloré se montre un associé fort critique pour la gestion de Martin Bouygues, le PDG du groupe. Il conteste sa stratégie dans les télécoms dont

il pense que le groupe n'a pas les moyens de la mener à terme. Bolloré le fait savoir, au conseil d'administration, et même à l'assemblée générale des actionnaires. Pour Martin Bouygues, c'est une déclaration de guerre: en juillet, il demande au CMF et au tribunal de commerce de couper les liens. Le groupe Bolloré a décidé de faire appel de la décision du CMF. En attendant, les frères Bouygues, ravis de cette « clarification », sont libres, en théorie, de s'allier à tout autre actionnaire. « Les Bouygues ne prendront certainement pas le risque de mettre la justice devant le fait accompli », estime plusieurs observateurs du feuillet financier. Et quel actionnaire acceptera de voler au secours du groupe de BTM tant

Voilà donc le Yo-Yo lancé à la poursuite du skate ou des rollers, avec une gamme de prix potentiellement aspirée vers le ciel. Vendus en France en trois versions de 40 à 65 francs, les Yo-Yo s'étirent déjà, sur les sites web américains, le long d'une échelle allant de 6 dollars – avec un vrai scorpion moulé dans le plastique – à 21 dollars le Raider Yo-Yo pour champion, jusqu'à 90 dollars pour le Metallic Missile, pour professionnels, en aluminium. Sans oublier le Yo-Yo en bois, original à 46 dollars, qualifié de « Stradivarius du Yo-Yo » (et malheureusement épuisé).

Compenser les pertes. Grâce au Yo-Yo, Bandai compte réaliser en France « environ 60 millions de francs de chiffre d'affaires », prévoit Yves Pont. Le groupe, qui ne produit pas en France, y fait quelque 350 millions de francs de chiffre d'affaires, grâce à des figurines Power Ranger, Beetle Borg ou Tortues Ninja, dérivées des séries qu'il coproduit et que TF1 diffuse. A l'échelle planétaire, Bandai continue d'éponger les pertes de Pippin, sa console de jeu conçue avec Apple: il a réalisé, l'an passé, 7 millions de dollars de pertes, pour un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de dollars. En France, cet hiver – sur dix achats de jouets dans l'Hexagone, sept sont effectués dans les deux derniers mois de l'année –, Bandai tablera de nouveau sur la vente aux 10-15 ans de figurines dérivées d'une série, Mystic Night, sur la quête du Graal. Histoire de tirer un trait sur son mariage raté de 1997 avec un autre japonais, Sega, et pour garder le contact avec Nintendo et Sony, le groupe compte aussi beaucoup sur Wonderwan, une console portable, du type Gameboy amélioré. Le Yo-Yo ne serait-il, alors, qu'un coupé-faim? ●

STANISLAS NOYER

ECONOMIE

41,5 milliards de dollars pour empêcher le Brésil de sombrer

Vingt pays industrialisés contribueront au plan du FMI.

Le Medef dédaigne l'argent public

Le Medef (ex-CNPF) souhaite se passer des subventions de l'Etat. Et il a décidé de le prouver. Lundi, il annoncera qu'il va ouvrir des négociations pour élargir l'Arpe. Ce dispositif permet à des salariés âgés de partir en préretraite tout en étant remplacés par des jeunes. Les syndicats demandent que tous les salariés ayant commencé à travailler à 14 ans puissent en bénéficier. Il faut pour cela trouver 2,1 milliards en 1999, et 23 milliards sur cinq ans. Le Premier ministre Lionel Jospin avait proposé que l'Etat y contribue pour un tiers. Le Medef, en mal d'indépendance des pouvoirs publics, propose donc de se passer de cet argent. Une première dans les relations Etat-patronat. Les syndicats sont méfiants car ils redoutent que les préretraités eux-mêmes soient mis à contribution.

Cacharel abandonne la production

Cacharel, dont les comptes sont dans le rouge, s'oriente vers un abandon progressif de la production en direct de son prêt-à-porter pour le confier à des sous-traitants étrangers tout en renforçant parallèlement sa politique de création et de distribution. Devant le comité d'entreprise, réuni vendredi à Nîmes, la direction a indiqué qu'elle présenterait à la mi-décembre son «nouveau plan de développement». Il comprendra sans doute des réductions d'effectif dans son usine de Nîmes qui emploie 200 salariés sur un effectif total de 420. Il y a treize ans, Cacharel possédait encore cinq usines et employait 1 200 salariés en France. Aujourd'hui, l'usine de Nîmes est la seule que possède encore le groupe.

Metro se déleste du sixième de son activité

Le numéro deux mondial de la distribution, l'allemand Metro, va tirer un trait sur un sixième de son chiffre d'affaires pour être plus rentable et contrer le débarquement en Europe du géant américain Walmart. De la vente d'ordinateurs aux enseignes de vêtements, de meubles ou de chaussures, Metro va se délester d'environ 55 milliards de francs de chiffre d'affaires (sur un total de 340 milliards). Metro ne conserve que les activités où il est l'un des trois meilleurs: la vente en gros à emporter avec les enseignes Metro et Makro, les hyper et supermarchés, la hi-fi et le bricolage (Praktiker) et les grands magasins Kauhof.

Chrysler abandonne la nationalité américaine

Chrysler a disparu vendredi de la Bourse de New York: une page de l'histoire automobile américaine se tourne avec le passage du troisième constructeur national sous la coupe de Daimler-Benz. Mardi, le lancement du quatrième constructeur mondial sera célébré avec la cotation des actions Daimler Chrysler à New York et à Francfort.

Décès d'Yvon Chotard

Yvon Chotard, qui fut vice-président du CNPF et président de sa commission sociale de 1972 à 1986 est décédé jeudi à l'âge de 77 ans. Yvon Chotard a négocié plusieurs accords sociaux nationaux importants.

Chiffre

-13,4%

Le recul du chiffre d'affaires d'Elf

Le pétrolier Elf a été durement touché par l'effondrement des cours du pétrole qui a fait chuter son chiffre d'affaires de 13,4% sur les neuf premiers mois de l'année, à 165,3 milliards de francs. L'activité la plus touchée est l'exploration-production (-29,1%), une baisse qui reflète quasi fidèlement la chute de 28,7% des prix du pétrole depuis le début de l'année. Mais l'activité raffinage du groupe, qui ne relève pas du prix du pétrole brut, ne se porte pas mieux puisqu'elle est en retrait de 20,8% sur la même période. Pour l'instant, Elf ne tire officiellement aucune conséquence de cette situation de crise mais le pétrolier risque d'avoir du mal à éviter les rationalisations que commencent à opérer les principaux pétroliers de la planète, touchés de la même façon par l'atonie des cours du brut. L'anglo-néerlandais Shell a ainsi annoncé cette semaine la suppression de 3 000 emplois d'ici à fin 1999 au sein de son réseau européen et cela pourrait n'être qu'un prélude à d'autres coupes claires dans les effectifs du géant anglo-néerlandais. Aux Etats-Unis, Texaco vient de lancer un plan visant à supprimer 1 000 emplois dans le monde afin d'économiser 200 millions de dollars par an.

Washington de notre correspondant

Le Brésil est devenu vendredi le premier pays en difficulté à bénéficier de la nouvelle «diplomatie financière préventive» que le président Clinton avait proposée en septembre pour juguler la crise qui secoue l'économie mondiale depuis un an. Le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Michel Camdessus, a annoncé dans une conférence de presse à Washington qu'un accord avait été conclu pour accorder au Brésil une ligne de crédits, sur trois ans, de 41,5 milliards de dollars (plus de 250 milliards de francs), dont 37 milliards disponibles dès cette année. Ces crédits ont pour but, a expliqué Camdessus, de «renforcer la confiance des marchés dans la politique économique du gouvernement brésilien» et de «les inciter à assurer le succès de cette politique», car «la réussite des efforts du Brésil contribuera grandement à améliorer les perspectives économiques de toute l'Amérique du Sud». Il s'agit en fait d'aider le Brésil à lutter contre les effets déstabilisants de la «contagion financière» qui a poussé les investisseurs étrangers à fuir en masse le pays. Depuis le mois d'août, plus de 30 milliards de dollars ont quitté le Brésil, contraignant le gouvernement du président Cardoso à défendre le réal par des taux d'intérêt de plus de 40%.

Protéger l'emploi américain. La principale économie d'Amérique latine était menacée d'être le prochain domino — après les pays asiatiques et la Russie — emporté par le vent de panique. Son effondrement déstabiliserait les économies de toute la région et frapperait de plein fouet la croissance des Etats-Unis, dont il est l'un des partenaires commerciaux les plus importants. «L'accord d'aujourd'hui entre le FMI et le Brésil est une étape importante de notre effort pour répondre efficacement à la crise financière mondiale et protéger la prospérité et les emplois américains», s'est réjoui Bill Clinton. Le plan d'aide du FMI comprend 18 milliards de dollars de crédits consentis par le FMI, mais aussi 4,5 milliards mis à disposition respectivement par la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement. Les 14,5 milliards restants seront prêtés, à travers la Banque des règlements internationaux, par vingt grands pays industrialisés (dont 5 milliards par les Etats-Unis et



Un sans-abri dans les rues de Rio de Janeiro.

1,25 milliard par la France), qui puiseront pour ce faire dans leur fonds de stabilisation des changes, comme ils l'avaient fait, en 1995, pour endiguer la crise mexicaine. Ces crédits sont conditionnés à la mise en œuvre par le gouvernement brésilien d'un plan d'austérité budgétaire et de réformes économiques de trois ans, dont l'objectif est de stabiliser le fardeau de la dette extérieure. Les sommes exigées, très su-

périeures à tout ce qui avait été discuté ces dernières semaines, donnent la mesure de l'inquiétude des pays du G7 devant les risques d'effondrement du Brésil. Mais c'est une sorte de quette ou double. Le G7 ne peut se permettre un nouvel échec de son intervention — comme cela avait été le cas en Indonésie, puis en Russie. Le point déterminant, comme l'explique l'économiste Jeffrey Garten, est de savoir si le plan annoncé se-

ra jugé suffisamment important pour donner au pays une chance réelle de reprendre le contrôle de sa dette. Mais tout aussi crucial sera, au cours des prochains mois, la politique économique que suivra le gouvernement Cardoso. Si le FMI (et les Etats-Unis) fait confiance au président brésilien, des doutes persistent sur sa capacité à imposer au Congrès brésilien des mesures impopulaires pour dégrader des excédents budgétaires.

Les pots cassés américains. On peut aussi s'attendre, aux Etats-Unis, à des critiques contre la décision de Clinton d'engager des fonds publics, alors même que les crédettes du Brésil sont en grande majorité les institutions financières privées américaines, dont les investissements hasardeux vont une fois de plus devoir être épongés par les contribuables occidentaux et la population brésilienne... ●

PATRICK SABATIER

Adaptez votre Palm III™ à vos besoins

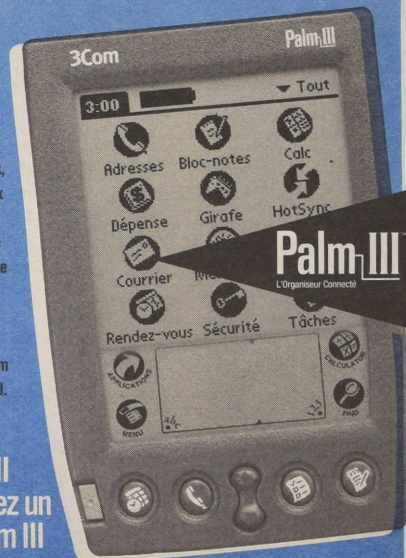


Des centaines d'applications, d'utilitaires et de nombreux jeux, ont été développés pour votre Palm III. Récupérez votre courrier électronique à distance en utilisant un téléphone GSM (équipement en option). Essayez plus d'une centaine de ces applications sur le cédérom livré gratuitement avec Palm III.

Dans la limite des stocks disponibles.

Achetez un Palm III à la Fnac et recevez un étui Libération/Palm III

Règlement de l'offre Palm III Libération en pages annexes.



© 1998, 3Com Corporation ou ses filiales. Tous droits réservés.

3Com
More connected.

Libération



SANTIAGO, AUTOMNE 1973. A l'entrée du stade, après le coup d'Etat, les prisonniers politiques sont photographiés pour l'identification.

VINGT-CINQ ANS APRÈS

Faut-il juger Pinochet? Et si oui, pour quels crimes? Alors que les juges de la Chambre des lords britannique délibèrent toujours sur la question de l'extradition en Espagne du dictateur à la retraite, c'est à ces deux questions que veut répondre ce supplément de «Libération». Plutôt que d'explorer l'aspect purement juridique du dossier – un aspect qui pourrait être rendu

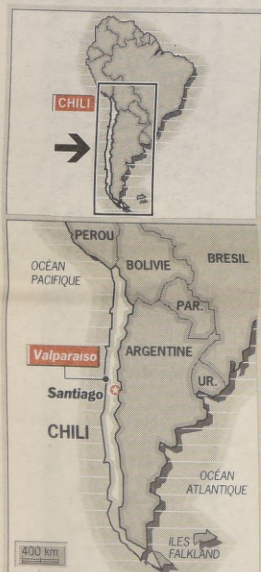
caduc plus vite qu'on ne le croit généralement par l'évolution du droit international en matière de crime de «lèse-humanité» –, nous avons voulu non seulement faire le récit des seize années noires et sanglantes de la dictature mais aussi replacer cette interminable parenthèse d'inhumanité dans le contexte d'une époque qu'on voudrait révolue. C'était il y a vingt-cinq ans. Dénoncer les crimes de Pinochet et de ses sbires, certes! Mais aussi, avant tout, les connaître plutôt que de les égrener. Savoir leur gratuité en même temps que leur sauvagerie. Savoir les responsabilités des Etats-Unis. Savoir qu'il y avait une autre issue – constitutionnelle – à l'impasse dans laquelle était engagé le gouvernement de Salvador Allende que cette litanie de violences, d'assassinats, de tortures, de disparitions, de détentions, de relégations et d'exils sur fond fallacieux de raison d'Etat.

CHILI
LES ANNEES NOIRES

LES ANNÉES PINOCHET

PINOCHET, SEIZE ANS

11 septembre 1973: après le putsch qui renverse Allende, le Chili entre dans ses années de plomb. Désavoué par référendum en 1988, Pinochet rend le pouvoir en 1990. En s'assurant une retraite dorée.



franc-maçon, vice-président de la Fédération des étudiants et fort en gueule, est immédiate. A l'issue de ses études de médecine, Allende exerce dans les bidonvilles de Santiago. Cofondateur du Parti socialiste chilien en 1933, «el Pocho» devient vite la coqueluche des habitants des bas quartiers qui apprécient ses idées, sa chaleur humaine et son goût de la vie. Il a 25 ans. Pinochet, de son côté, poursuit de strictes études au collège du Sacré-Cœur, tenu par une congrégation française. Sa mère, professeuse de botanique, tient à préserver les racines francophones d'une famille originaire de Saint-Malo qui a émigré au début du XVIII^e siècle. Pinochet entre à l'Académie militaire l'année même où Allende fonde le PS. Il enseigne ensuite la géographie à l'Ecole de guerre et se passionne pour les questions de «sécurité nationale». Leitmotiv des futures dictatures latino-américaines, mis en avant par les conseillers américains pour lutter contre la «subversion communiste».

4 SEPTEMBRE 1970

ALLENDE PRÉSIDENT

Allende abandonne tôt la médecine pour se lancer en politique. Elu député en 1938, il est, quatre ans plus tard, ministre de la Santé d'un gouvernement Front populaire avant d'accéder au Sénat en 1945. A trois reprises (1952, 1958 et 1964), il se présente en vain à la présidence. La dernière fois, il est de-

orsqu'il apprend la victoire électorale de Salvador Allende, le 4 septembre 1970, le général Augusto Ugarte Pinochet, alors commandant de la région d'Iquique (1600 km au nord de Santiago) réunit ses collaborateurs et leur déclare: «Allende a gagné. C'est un communiste. Le pays s'est fourré dans un sale pétrin.» L'épisode, confirmé par le général, balaye les nombreuses déclarations faites sur la «loyauté constitutionnelle» de l'officier. Dès le verdict des urnes, Pinochet met la démocratie sous haute surveillance. A compter de cette date, les destins du général et du Président s'entremêlent jusqu'au coup d'Etat du 11 septembre 1973 qui met un terme à l'expérience de «transition pacifique et dans la légalité vers le socialisme», tentée par Allende. Originaires de Valparaíso, les deux hommes se sont croisés dans leur jeunesse dans les bars à matelots du port chilien. Mais l'aversion du fils laborieux de militaire pour l'enfant de grands bourgeois aux idées socialistes, libre penseur et



SEPTEMBRE 1973. Dans les jours qui suivent le coup d'Etat, la répression est féroce.



L'ARMÉE, nerveuse, décide de frapper fort. Les militaires craignent une résistance farouche.

ALLENDE. Bain de foule du président chilien en septembre 1970.



vancé par le démocrate-chrétien Eduardo Frei (père de l'actuel président chilien). Mais, en 1967, de graves dissensions opposent le Parti démocrate-chrétien (PDC) et le gouvernement Frei. L'aile gauche du parti - majoritaire - se propose pour une voie «non capitaliste de développement». Les conflits sociaux s'exacerbent, les grèves perturbent l'économie, les occupations de terres se multiplient. Le PDC finit par éclater: son aile droite décide de soutenir un candidat indépendant, Radomiro Tomic, à l'élection présidentielle de septembre 1970. L'aile gauche de la démocratie chrétienne quitte alors le PDC et crée le Mouvement d'action populaire unitaire (Mapu) avec les partis communiste, socialiste, radical, social-démocrate et l'Action populaire indépendante. Réunie autour d'un pro-

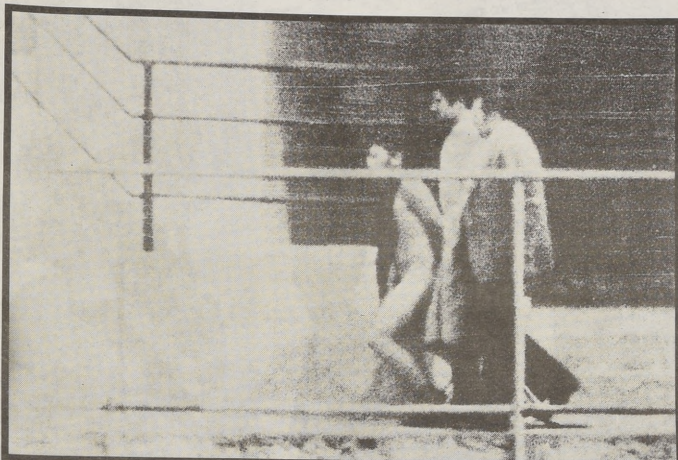
gramme d'Unité populaire (UP), la gauche soutient la candidature d'Allende. Le 4 septembre, ce dernier obtient 36,3% des suffrages, devançant le candidat de droite, Jorge Alessandri, et Radomiro Tomic. Il revient au Congrès de départager les deux candidats arrivés en tête. C'est Allende qui l'emporte grâce à la démocratie chrétienne, à laquelle il a promis de respecter scrupuleusement la Constitution.

FUITE DES CAPITAUX

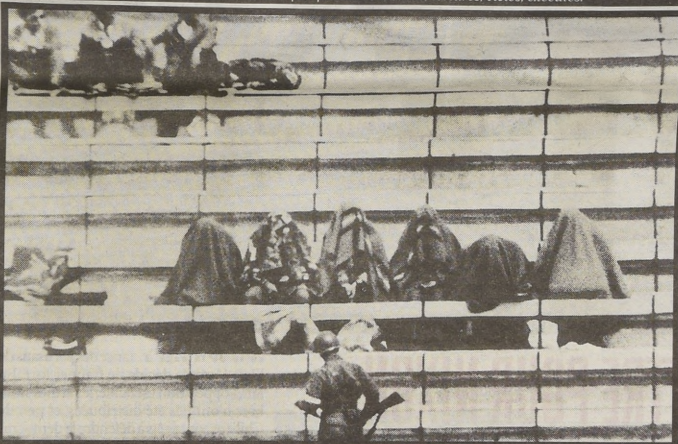
Lorsque Allende entre en fonction, le 4 novembre 1970, la crise s'est aggravée. En deux mois, les opposants au nouveau régime ont procédé à des retraits massifs de capitaux, la production industrielle a chuté, l'approvisionnement manque le pas et le marché noir des devises s'est emballé. Le

LES ANNÉES PINOCHET

DE DICTATURE



A SANTIAGO. Les suspects arrêtés sont parqués dans le stade, torturés, violés, exécutés.



DETENUS. Officiellement, en octobre 1973, il y a un peu plus de 5 000 prisonniers politiques dans le stade.

nouveau président, fort de 36% des suffrages seulement, n'en réaffirme pas moins ses grandes orientations. «Le Chili vient de donner la preuve au monde entier de son haut niveau de conscience et de développement politique. Il permet à un mouvement anticapitaliste d'assumer le pouvoir par le libre exercice des droits civiques [...] Nous en finirons avec les monopoles qui livrent à quelques familles le contrôle de l'économie [...] Nous allons mettre en œuvre une authentique réforme agraire. Nous en terminerons avec le processus de dénationalisation de nos industries qui nous soumet à l'exploitation étrangère. Nous allons restituer à notre peuple les

grandes mines de cuivre, de charbon et de salpêtre...» Dans son réduit d'Iquique, Pinochet s'attend à être limogé. Convoqué à Santiago par le commandant en chef de l'armée de terre, le général René Schneider, il pense se voir signifier sa mise à la retraite. «Augusto, le président Allende m'a appelé pour me dire qu'il ne relèvera aucun général de ses fonctions, lui explique le commandant en chef. Tu peux retourner tranquillement à Iquique.» En fait, Allende mise sur ses bonnes relations avec certains officiers supérieurs, via la franc-maçonnerie, pour neutraliser l'armée. C'est compter sans la fraction «autoritaire» de la hiérarchie: quelques jours plus tard, Schneider est assassiné par l'extrême droite militaire. Allende appelle Pinochet et lui offre le poste de commandant en chef de Santiago. «J'ai

«Allende a gagné. C'est un communiste. Le pays s'est fourré dans un sale pétrin.» Pinochet, en 1970.

accepté en sachant très bien que le pays allait vers la débâcle, confiera le général après son coup d'Etat. Mais j'étais mieux à ce poste pour servir le Chili que chez moi.» Aussitôt constitué, le gouvernement d'Unité populaire cherche à relancer l'économie en soutenant la consommation. Contrôle des prix et augmentation des salaires parviennent à fouetter le marché. Les dépenses publiques dans les secteurs de la santé, de l'éducation, du logement, des transports et de la sécurité sociale soutiennent le processus. Près de 10 millions d'hectares sont expropriés au profit de plus de 100 000 familles. La nationalisation du cuivre (principale ressource du pays) est votée à l'unanimité par le Parlement. L'opération se fait pratiquement sans indemnisation des entreprises américaines qui exploitaient les mines. Cette politique porte ses fruits pendant un moment: le PNB augmente de plus de 8% la première année, le chômage régresse, l'inflation paraît maîtrisée. Et aux élections municipales d'avril 1971, l'Unité populaire récolte plus de 50% des suffrages.

DISSENSIONS ET GREVES

L'orientation socialo-communiste et la politique économique de l'UP hérissent les Etats-Unis, qui n'acceptent pas la «spoliation» de leurs intérêts. Par CIA interposée, ils déstabilisent Allende. En même temps, le fragile équilibre politique interne fondé sur le soutien de la démocratie chrétienne est mis à mal. D'autant que la confiance n'a jamais existé entre partenaires de la coalition. Le déficit budgétaire croissant des trois années de gouvernement d'Allende (+ 33% en 1971, + 42% en 1972 et + 50% en 1973) finit par déchaîner l'inflation (50% en 1973). Marché noir et grèves reprennent. Dans les derniers mois du régime, la démocratie chrétienne et, avec elle, les classes moyennes lâchent Allende. Présidée par Patricio Aylwin, la DC prend la tête, avec les partis de droite, du mouvement de grève des mineurs d'El Teniente puis de ceux des transports publics, des petits commerçants, des professions libérales et enfin des camionneurs. Sur fond de complots, de vagues d'attentats et d'autodéfense armée, la DC accuse alors le gouvernement de «trahir la classe ouvrière qu'il avait promis de défendre». Dans le même temps, les relations se sont détériorées entre l'UP et les forces armées. «Des milliers de délinquants défilaient dans les rues, cachés sous des passe-montagnes et armés de casques et de manches de pioche, a raconté Pinochet. Des milliers de guérilleros armés attendaient autour de la capitale pour venir assassiner les Chiliens. C'était le chaos.» Sept tentatives de putsch avortent. Parallèlement, les Etats-Unis accroissent leur aide aux militaires chiliens (13 millions de dollars en 1972, contre 1 million en 1970). Dans ce contexte, en juillet 1973, Allende demande au Parlement d'instituer la loi martiale pour six mois. «La subversion est en marche et les institutions de l'Etat sont en danger», explique-t-il. Le projet est re-

poussé par l'Assemblée. Fin juillet, un aide de camp d'Allende est assassiné par un commando d'extrême droite. Dans un pays paralysé, le Président est contraint de former un cabinet d'union nationale; les militaires lui apportent un soutien mesuré. Le commandant en chef de l'armée de terre, le général Carlos Prats, ami du Président, accepte le ministère de la Défense. Deux autres généraux prennent les portefeuilles des Travaux publics et du Trésor. Mais la grève des camionneurs, qui en est à sa sixième semaine, financée par Washington, empêche tout approvisionnement. Une vague d'attentats ensanguine le Chili. «Le pays est au bord de la guerre civile», prévient Allende, le 13 août, dans un discours interrompu par une panne d'électricité due à un attentat. A la fin du mois, les militaires abandonnent le gouvernement, les uns après les autres. Allende est définitivement lâché le 23 août, lorsque le général Prats démissionne du cabinet et de ses fonctions de commandant en chef. Le Président, qui croit encore en la loyauté de Pinochet, le désigne comme successeur. En fait, le général compte depuis plusieurs semaines sous le nom de code de... Pinochilio! L'heure du golpe de estado a sonné.

11 SEPTEMBRE 1973

LE COUP D'ETAT

A l'aube du 11 septembre 1973, alors qu'Allende se prépare à annoncer un référendum sur les institutions politiques, l'infanterie de marine se soulève à Valparaíso. Une junte, composée de Pinochet pour l'armée de terre, de l'amiral José Merino et des généraux César Mendoza (carabiniers) et Gustavo Leigh (armée de l'air), somme Allende de se rendre. Les tanks envahissent le centre de Santiago et font le siège du palais de la Moneda, où le Président s'est barricadé en compagnie de ses derniers fidèles. Tandis qu'il négocie la libération des employés de la présidence, on lui propose un avion pour quitter le pays. Des sources militaires le mettent en garde: l'avion devrait s'abîmer en mer après le décollage. Allende refuse et confirme sa décision «de résister par tous les moyens, même au prix de sa vie». Son discours est interrompu lorsque les rebelles s'emparent des émetteurs. Allende, coiffé d'un casque de combat, ceint de l'écharpe présidentielle et armé d'une Kalachnikov offerte par Castro, tire sur les chars. Les putschistes font donner l'aviation. Peu après, l'ambassadeur des Etats-Unis sable le champagne avec son staff. Dans les décombes fumants, les militaires découvrent les corps de Salvador Allende et de son attaché de presse, Augusto Olivares. Le Président s'est suicidé. La nuit suivante, sa dépouille est transportée au petit cimetière de Vina del Mar (à 120 km de Santiago), où elle est inhumée anonymement sous une dalle de granit. Jusqu'à l'enterrement officiel d'Allende, en septembre 1990, des bouquets de fleurs déposés sur la tombe constitueront autant de pieds de nez à la dictature. Hortensia Bussi, femme du Président, et ses deux filles, Beatriz et Maria Isabel, partent en exil.

REPRESSION AVEUGLE

Lorsqu'ils s'emparent de Santiago, les militaires craignent une résis- suite page 4

LES ANNÉES PINOCHET



JOHN WESING, HOLLANDSE FOTOGRAFIE

LA DICTATURE COMMENCE. Dans les rues de Santiago, en septembre 1973, les soldats sont omniprésents. Percutant, l'opposition est faible, les armes n'ont pas été distribuées et peu de Chiliens

ALLENDE, L'HOMME A ABATTRE POUR NIXON

Jamais, contrairement à leurs déclarations de l'époque, les États-Unis de Richard Nixon n'ont accepté l'élection de Salvador Allende à la présidence du Chili. C'est ce que révèle un certain nombre de documents officiels américains récemment «déclassifiés». Même expurgés, ces documents sont accablants pour l'administration américaine. Ils établissent, notamment, que dès qu'ils apprennent l'arrivée du candidat de la gauche en tête de l'élection, le 4 septembre 1970, les plus hauts responsables américains décident de passer aux actes. Une réunion est convoquée le 15 septembre à la Maison Blanche. Y participent, outre Nixon, Richard Helms, le directeur de la Central Intelligence Agency (CIA), Henry Kissinger, en charge de la sécurité nationale, et John Mitchell, secrétaire à la Justice et ami proche du président. C'est ce jour-là que Nixon, en cachette du département d'Etat, donne l'ordre au directeur de la CIA de tout faire pour empêcher Allende d'accéder au pouvoir (il ne doit entrer en fonctions que le

4 novembre suivant) ou pour l'en chasser. Nixon débloque, à cette fin, des crédits spéciaux de 10 millions de dollars (équivalent à environ 50 millions de dollars aujourd'hui). Kissinger est chargé du contact quotidien avec l'Agence. Le lendemain, la CIA donne mission à son chef de poste à Santiago de tout faire «pour qu'Allende soit renversé par un coup d'Etat». «Passez en revue toutes les possibilités actuelles ou futures, précise cette note, y compris actions de propagande, opérations clandestines, utilisation des opérations d'espionnage, désinformation, contacts personnels, ou tout autre moyen que vous pourrez imaginer.» Les documents déclassifiés ne permettent pas d'avoir une idée précise de toutes les opérations de déstabilisation d'Allende qui seront entreprises, hormis des livraisons clandestines d'armes et la manipulation des envoyés spéciaux américains au Chili. La CIA, en particulier, est très satisfaite de son intervention auprès de collaborateurs de *Time Magazine*, qui a permis de «réorienter» l'angle d'une *cover story* dans un sens bien sûr hostile à Allende.

Tous ces efforts ne vont pas empêcher Allende d'accéder au pouvoir. Les agents de la CIA, en effet, se sont heurtés, selon une note interne de l'Agence, «au respect de la Constitution des militaires chiliens, même si un courant anti-Allende existe chez eux». Au grand dam de Richard Helms, qui écrit alors dans un rapport adressé à un collaborateur de Kissinger: «Salvador Allende est devenu le premier marxiste élu démocratiquement à la tête d'un Etat latino-américain malgré l'opposition du gouvernement des États-Unis. Le prestige et les intérêts américains en Amérique latine, et, dans une moindre mesure, ailleurs dans le monde, et dans une époque où les États-Unis ne peuvent accepter de problèmes dans une région traditionnellement considérée comme leur cour arrière.» Trois ans plus tard, conduits par Pinochet et encouragés par la perte de popularité d'Allende, les militaires chiliens passeront à l'action, avec l'approbation des États-Unis, qui n'ont pas cessé leurs actions de déstabilisation depuis 1970.

JACQUES AMALRIC

suite de la page 3 tance des partisans de l'UP. L'armée décide de frapper fort. En fait, l'opposition est faible, les armes stockées n'ont pas été distribuées, et peu de Chiliens sont prêts à défendre la démocratie. L'armée de terre se lance pourtant dans une répression aveugle. En intervenant contre l'ordre institutionnel, elle a perdu sa réputation surfaite d'armée constitutionnelle (elle a tenté une dizaine de putschs en trente ans). Elle va maintenant gagner ses galons dans l'horreur. Les opposants au *golpe* descendent dans les rues sont impitoyablement frappés, voire exécutés sur place. «Le rio Mapocho (fleuve qui traverse Santiago, ndlr) charriait les cadavres, se rappelle Diego, à l'époque militant communiste. La violence de la répression nous a pris de court, et de nombreux camarades ne pensaient plus qu'à se réfugier dans les ambassades étrangères.» Des milliers de jeunes sont parqués dans le stade de Santiago, torturés, violés. Beaucoup sont exécutés. La répression est féroce: on arrête, on rassemble, on fusille. Elle touche surtout les militants communistes, socialistes, ceux du Mouvement de la

LES ANNÉES PINOCHET



sont prêts à défendre la démocratie.

sont interdits, les autres partis «suspendus». Toute tentative de manifestation est sévèrement réprimée. Des camps de prisonniers sont ouverts dans chacune des treize provinces. Couvre-feu, état de siège et état d'urgence sont décrétés sur un Chili vaincu et humilié. «Nos communiqués minoraient systématiquement l'ampleur de la répression contre les humanoïdes marxistes, nous a affirmé en 1989 le général Manuel Contreras, l'ancien chef de la Dina. Nous devions terroriser le peuple pour l'empêcher de se soulever. Le recours à la torture était systématique et les ordres venaient du plus haut niveau.»

PLEBISCITES

Pinochet, en effet, a créé sa police politique, la *Dirección de investigación nacional*, qui ne répond qu'à lui et traque les opposants. Enlèvements, disparitions et tortures dans des centres «spécialisés», comme ceux de Villa Grimaldi, Tres Alamos, Calle Londres ou Borgono (pour la capitale), se multiplient. Les supplices de l'électricité, de la baignoire, de l'émasculation, de l'amputation des doigts et des oreilles deviennent monnaie courante. Certaines unités se spécialisent même dans l'assassinat des prisonniers par enfermement dans un grand sac avec un condor, le rapace des Andes...

Cependant, l'assassinat du général Carlos Prats, le 30 septembre 1974 à Buenos Aires, où il a trouvé refuge, et l'attentat meurtrier à la voiture piégée en plein centre de Washington contre Orlando Letelier, ancien ministre des Affaires étrangères d'Allende, en septembre 1976, mettent le régime Pinochet au ban des nations. Les deux meurtres ont été commis par Michael Townley, membre de la Dina, sur ordre du général Contreras qui contrôle la police secrète. En 1977, Pinochet remplace la Dina par la CNI (*Central nacional de investigaciones*), mais la violence reste la même. Des escadrons de la mort font aussi leur apparition.

Pinochet, d'abord chef de la junte, s'est tour à tour fait nommer chef suprême de la nation, chef de l'Etat et enfin président de la République en décembre 1974. Il abandonne peu à peu son uniforme et ses lunettes noires pour le costume civil, sourit aux lèvres et le verbe populiste. «J'ai toujours été une bonne personne. Je salue les dames, je fais des caresses aux enfants, j'aide les pauvres. En fait, je suis un démocrate... à ma manière», aime-t-il confier. Le général cherche surtout à améliorer son image tout en préparant une nouvelle Constitution. Il finit par organiser un référendum, le 4 janvier 1978.

A la proposition «Face à l'agression inter-

nationale lancée contre notre patrie, j'appuie le général Pinochet dans la défense de la dignité du Chili, et je réaffirme la légitimité du gouvernement de la République [...]», une écrasante majorité de Chiliens répond oui. Fort de ce résultat, le général en profite pour épurer l'armée des officiers peu sûrs: le général Leigh est de ceux-là. Dans la foulée, huit généraux d'aviation sont mis à la retraite tandis que dix autres dé-

missionnent. Entre-temps, la loi du 19 avril 1978 a amnistié tous les crimes et délits commis par des militaires, des policiers et des agents de sécurité du régime. En septembre 1980, un deuxième référendum approuve la nouvelle Constitution et désigne Pinochet comme président pour un mandat de neuf ans. La Constitution prévoit qu'à l'issue de ce mandat les citoyens se prononcent **suite page 6**



PRISONNIERS A PISAGUA (1974). Chaque province avait son camp.

GLADYS, TORTURÉE, SE BAT CONTRE L'OUBLI

Journaliste arrêtée en 1975 et détenue plus de deux ans, Gladys Diaz a témoigné en Espagne.

Santiago correspondance

A l'époque, tous les gens pensaient que j'étais folle. Un voyage aussi long et coûteux pour aller faire des déclarations à un juge espagnol dans le cadre d'une enquête qui, au Chili, ne signifiait pas grand-chose. Tels sont les souvenirs que garde la journaliste chilienne Gladys Diaz de son voyage en Espagne, en octobre 1997.

Elle avait appris que le juge Manuel Garcia Castellon enquêtait sur les disparitions de citoyens espagnols au Chili.

Depuis plusieurs années, Gladys raconte, inlassable, son passé de prisonnière et celui des détenus qu'elle a connus. Elle intervient dans des écoles, collèges, lycées, universités; elle est devenue une habituée des palais de justice. «C'est une question de loyauté envers mon compagnon, qui a disparu, et de tous les autres.» Arrêtée le 20 février 1975 pour ses activités de journaliste et son engagement au sein du MIR, mouvement d'extrême gauche; portée disparue pendant trois mois, elle a été retenue à la Villa Grimaldi, l'un des pires centres de torture de Santiago. Trois mois d'horreur pendant lesquels elle a été torturée à l'électricité. Elle a ensuite passé deux ans au camp de détention de Tres Alamos, séjour entrecoupé de nouveaux «stages» à la Villa Grimaldi.

Lors de l'un de ces passages à Grimaldi, elle a rencontré une citoyenne espagnole, Michelle Peña Herreros, alors enceinte de huit mois, qui aujourd'hui fait partie de la liste des disparus espagnols. Sa détention a toujours été niée par le régime militaire, et c'est notamment sur cette affaire que le juge Baltasar Garçon souhaiterait interroger Pinochet.

Libérée du camp de Tres Alamos, Gladys

s'est exilée; elle n'est revenue au Chili qu'en 1989. Un peu plus d'un an après son voyage à Madrid, Gladys a toujours du mal à réaliser le «cadeau» que constitue l'arrestation de Pinochet. «Je n'avais jamais pensé que cela pourrait arriver. J'espérais simplement qu'après le jugement d'un tribunal étranger, Pinochet ne pourrait plus quitter le pays.» Bien que Pinochet soit toujours très protégé dans son pays, elle ne désespère pas de le voir un jour jugé ici: «Le pouvoir judiciaire chilien aura désormais une autre attitude. Il n'y aura pas de réconciliation sans vérité ni justice. Il est nécessaire de savoir où sont les corps des disparus. Les militaires doivent reconnaître leurs actes, demander pardon et aller en prison.» Mais ce besoin de justice exige aussi un travail d'information. Or Gladys déplore la disparition d'un journalisme indépendant.

«Il n'y aura pas de réconciliation sans vérité ni justice. Il est nécessaire de savoir où sont les corps des disparus.» Gladys Diaz

Depuis 1988, la plupart des médias de gauche ont fermé leurs portes. «Les journalistes, explique-t-elle, sont devenus des agents de relations publiques du pouvoir. Il n'y a plus de journalisme d'investigation ou d'analyse. Les journaux sont devenus des entreprises qui cherchent à ne heurter personne pour ne pas perdre de la publicité.» La censure économique est ainsi venue s'ajouter au réflexe d'autocensure hérité des années de dictature.

«Le Chili a été longtemps paralysé par la peur. Depuis deux ans, le pays commençait à comprendre ce qui s'est passé. Mais cette disparition de la peur reste très fragile.» ●

OLIVIER ZITOUN

LE PCI ET LE COMPROMIS HISTORIQUE

L'éché de l'expérience Allende et le coup d'Etat de Pinochet ont eu une influence sinon déterminante du moins bien réelle sur l'évolution du Parti communiste italien dès la fin de 1973. A cette époque, en effet, Enrico Berlinguer, alors secrétaire général du PCI, définit le concept de «compromis historique» dans une série de trois longs articles publiés dans l'hebdomadaire *Rinascita*. Critiquant de manière implicite la ligne socialo-communiste suivie par Allende, notamment sous la pression du MIR, qui n'aurait cessé de «gauchir» l'action du gouvernement, Berlinguer écrivait notamment, à propos de l'Italie, où les rumeurs de coup d'Etat allaient alors bon train: «Il serait illusoire de penser que, même si les partis et les forces de gauche réussissaient à obtenir 51% des suffrages et de la représentation parlementaire, ce fait suffirait à garantir la survie d'un gouvernement qui serait l'expression de ces 51%.» Allende avait été élu président par le Parlement grâce à l'appui des démocrates-chrétiens. Soutien qu'il perdit avec celui des classes moyennes et, dans une moindre mesure, populaires. J. A.

gauche révolutionnaire (MIR) et du Mapu. Près de 1800 personnes sont assassinées en quelques semaines. Officiellement, un mois après le coup d'Etat, on comptait plus de 5000 détenus dans le stade de Santiago, 1 500 sur un bateau ancré à Valparaíso et plusieurs centaines dans des îles proches de la côte.

Dans un communiqué publié après le putsch, le chef de la démocratie chrétienne, Patricio Aylwin, félicite les nouveaux maîtres du Chili: «Le nouveau gouvernement mérite la coopération patriotique de tous les secteurs de la société. Les traditions portent à croire que les forces armées, dès qu'elles auront accompli les tâches dont elles se sont chargées pour éviter la destruction qui menaçait la nation, remettront le pouvoir au peuple souverain.» Un demi-million de Chiliens est contraint à l'exil en Argentine, au Mexique, en France, en Allemagne, dans les pays scandinaves. Le gouvernement établit des listes de proscription, tandis que des milliers de syndicalistes sont déportés vers les terres australes (les *relegados*). Le Parlement est fermé, les partis de gauche et les syndicats



PINOCHET EN 1983.

LES ANNÉES PINOCHET

suite de la page 5 de nouveau par référendum sur le prochain candidat choisi... par les commandants en chef des armées. Cette disposition vise bien sûr Pinochet, qui régnerait alors jusqu'en 1997. L'article 45 de la Constitution lui accorde également de devenir sénateur à vie après son dernier mandat.

LIBÉRALISME SAUVAGE

Tout à la répression, le gouvernement militaire abandonne les rênes de l'économie aux monétaristes adeptes de l'école de Chicago, fondée par Milton Friedman. Les «Chicago Boys» (qui placent la stabilité monétaire au centre de tout) trouvent dans la dictature un prodigieux laboratoire pour mettre en œuvre leur libéralisme sauvage: pas de grève, pas de syndicats, pas de contestation sociale... et une

police omniprésente. Dans un premier temps, les droits de douane sont supprimés en pratique et le Chili est inondé de produits étrangers. Suivent privatisations, licenciements collectifs, coupes claires dans les budgets de l'éducation et de la santé, chute vertigineuse des salaires... Entre 1976 et 1980, le taux de croissance est de 7% l'an, mais les faillites se multiplient, le système financier s'effondre et le mécontentement populaire inquiète les autorités.

Neuf ans après le coup d'Etat, le peso a perdu 50% de sa valeur, 30% de la population active est au chômage, les exportations ont chuté de 18%, l'industrie est au point mort, le déficit de la balance des paiements se monte à 680 millions de dollars et la dette extérieure s'élève à 18 milliards. Tous les indicateurs sont au rouge. Les classes moyennes sont ruinées. L'éché-

du modèle ultralibéral est consommé le 15 décembre 1982 avec une grande manifestation dans les rues de Santiago aux cris de «Pain, travail, justice et liberté!».

ÉTAT DE SIÈGE

La faillite des «Chicago Boys» entraîne la généralisation des protestas, puis des appels à la grève générale. Afin de désamorcer le mécontentement, Pinochet publie, le 14 janvier 1983, une liste de 79 exilés politiques autorisés à rentrer au Chili. Peine perdue. Les Chiliens semblent avoir vaincu la peur.

La mobilisation des poblaciones se poursuit. Le 11 mai 1983, la première journée de «protestation civile» est organisée par la Confédération des travailleurs du cuivre. De violents heurts font deux morts parmi les manifestants et des dizaines de blessés à

Le 11 mai 1983, la première journée de «protestation civile» est organisée par la Confédération des travailleurs du cuivre. Bilan: deux morts à Santiago.

Santiago. Les ménagères, qui défilent sous le gouvernement d'Unité populaire en frappant sur des casseroles pour protester contre la pénurie, reprennent du service contre le régime.

L'armée anticipe les manifestations par de violentes rafles dans les bas quartiers et réinstitue le couvre-feu. Les partis démocrate chrétien, radical, libéral et socialiste modéré se regroupent dans des structures tels le Manifeste démocratique ou le Projet démocratique national (Proden). Chaque manifestation provoque son lot de morts et de blessés.

Dans l'espoir de désamorcer la tension, Pinochet annonce le 19 août un programme de grands travaux censés créer 80 000 emplois. Un mois plus tard, pour le dixième anniversaire du coup d'Etat, cinq personnes sont tuées. Fin septembre, le mouvement se radicalise: le Mouvement démocratique populaire, formé du Parti communiste, du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) et du Parti socialiste de Clodomiro Almeyda - ancien ministre des Affaires étrangères d'Allende -, appelle à manifester pour chasser les militaires. Le 16 octobre, six manifestants trouvent la mort.

Certains officiers commencent à critiquer la participation de l'armée au maintien de l'ordre. En décembre 1983, le Front patriotique Manuel-Rodríguez (FPMR), émanation du Parti communiste, entame la lutte armée contre le régime. Il se spécialise dans l'assassinat de carabiniers et échoue, le 7 septembre 1986, dans un attentat à la roquette contre le dictateur.

Pinochet cède du terrain. Le 11 mars 1984, il annonce, sans en fixer la date, un référendum sur une réforme constitutionnelle afin de «poser les bases d'un rétablissement de la démocratie au Chili». Mais les protestas redoublent. Le 27 mars, le Chili est paralysé par la grève et, pour la première fois, les quartiers résidentiels de Santiago participent au mouvement. Toute l'année, les manifestations se poursuivent. Le 4 septembre, une protestation est très brutalement réprimée. Dans le bidonville la Victoria, symbole de la résistance, le prêtre français André Jarlan est assassiné par un caporal. L'état de siège est réinstauré.

L'EXEMPLE CHILIEN

A partir du 11 février 1985, un étrange personnage apparaît dans les couloirs du palais présidentiel. Hernan Büchi, 42 ans, chevelu en blazer qualifié de «rock star» ou de «hippie économiste», vient d'être nommé ministre des Finances. Ancien de Columbia University, l'homme est une forte tête et un anticommuniste. Avant le coup d'Etat militaire, il ne cachait pas sa sympathie pour le MIR, mais a renié ses convictions de jeunesse.

L'Église traditionnelle et les durs du régime ne font aucune confiance à ce protégé de Lucia, la femme de Pinochet. Tour à tour conseiller à l'Économie, sous-secrétaire d'Etat à la Santé, directeur général des Banques et enfin ministre des Finances, il trouve dans la dictature l'occasion de mettre en pratique ses idées. Friedmanien pragmatique et fort de l'état d'urgence, il impose une nouvelle cure d'austérité. Cette fois-ci, la recette fonctionne. En quatre ans (1985-1989), le développement des mines d'or et d'argent, des dérivés du pétrole, de l'industrie forestière, de la pêche et de la culture des fruits rend la balance commerciale bénéficiaire. La croissance se poursuit à marche forcée sans excès inflationniste, le budget est excédentaire et la dette extérieure en réduction. Mieux, les investissements étrangers - notamment australiens, euro-

"DÉJÀ MORT SYMBOLIQUEMENT"

Si le sort de Pinochet divise encore, le Chili aspire à l'apaisement.



CONTRE L'OUBLI. En 1996, des associations défilent à la mémoire des prisonniers disparus.



POUR PINOCHET. A Santiago, le mois dernier, une jeune manifestante exige: «Libérez notre héros.»

Santiago envoyé spécial
Aux passions déchaînées par l'arrestation de l'ex-dictateur a succédé à Santiago une sorte de réserve, d'application à «digérer» l'événement. «La preuve est faite que Pinochet n'est pas intouchable, et ça nous encourage à poursuivre notre combat», assure Solo Sierra, président de l'Association des familles de disparus. Estela Ortiz, dont le père fut assassiné en 1976, et le mari décapité en 1985, croyait que «Pinochet mourrait de vieillesse, et non derrière des verrous. S'il est finalement libéré, nous aurons au moins le bonheur de nous dire qu'il ne voyagera plus jamais. Ce pays deviendra sa prison». Au départ de l'affaire, le 16 octobre, la droite «pinochetiste» avait serré les rangs, surmontant les rivalités d'ambitions entre Rénovation nationale (RN) et l'Union démocrate indépendante (UDI). Les militants

des deux partis s'étaient retrouvés au coude à coude, sous les murs des ambassades britannique et espagnole, pour ressortir les vieux slogans de la haine et du mépris envers «les communistes de m...». Mais les deux candidats déclarés de RN et de l'UDI à la présidentielle de décembre 1999 ont réalisé qu'une loyauté jusqu'au-boutiste au général les enfermerait dans un ghetto.

Les derniers sondages expliquent cette lucidité: ils révèlent un socle de partisans de Pinochet très solide, avec 24 % de Chiliens considérant celui-ci comme «l'un des meilleurs gouvernants du siècle». Mais cette irréductible minorité est en décalage avec la mentalité générale. Pour 56 % des personnes interrogées, le coup d'Etat de 1973 a «détruit la

démocratie». 68 % estiment que l'Histoire se souviendra de Pinochet comme d'un «dictateur». Et surtout 62 % considèrent qu'il faut «juger les responsables» des atteintes aux droits de l'homme. Un nouveau sondage, effectué du 23 au 25 octobre, montre que le coup d'éclat du juge Garzon a fait grimper à 77 % le pourcentage de ceux qui tiennent Pinochet pour directement responsable des crimes perpétrés lorsqu'il était au pouvoir. Mais il révèle aussi que la même proportion approuve le gouvernement pour s'être opposé à l'extradition vers l'Espagne de l'ancien dictateur...
Sebastian Piñera, candidat RN à la présidentielle, appelle à un nouvel «Accord national». La justice, a-t-il déclaré, doit «enquêter avec impar-

«Vivons avec nos différences et nos haines, la démocratie doit en finir avec le simulacre des faux consensus.»
Carmen Gloria, ancienne de la Mapu

rialité sur les cas de disparus». Déplorant que «le pays retombe dans l'ambiance de confrontation des années 70», le sénateur Carlos Cantero (RN) attend un signal de réconciliation. Lequel? Tout simplement que Pinochet prenne sa retraite définitive. Député du même parti, la jeune Maria Pia Guzman prêche un échange de bons procédés: «A la gauche d'admettre que Pinochet n'a pas fini en dictateur, mais en homme d'honneur et de droit, en artisan décisif du retour à la démocratie. Il a tenu sa part du contrat. Mais il faut faire aussi toute la lumière sur ce qui s'est passé. Il y a eu des morts et des disparus. Les familles ont le droit de savoir où sont ensevelis les corps des leurs.» Avocate, Maria Pia Guzman précise que l'immunité du sénateur Pinochet ne couvre que les délits qu'il pourrait commettre dans le cadre de ses nouvelles fonctions (onze plaintes sont déposées au Chili contre l'ancien homme fort du pays). L'Église souffle dans le même sens.

Ces propos exaspèrent les inconditionnels de Pinochet, et n'ont guère de répondant, pour l'instant, dans le camp de ses adversaires, où on les tient pour opportunistes. Mais des voix isolées commencent à leur faire écho.

Ancien conseiller d'Allende, le sociologue Tomas Moulian explique: «Pinochet est mort symboliquement, mais c'est un despote éclairé qui part en vainqueur. C'est un personnage qui a marqué l'histoire du Chili et de l'Amérique latine. Acceptons de vivre avec nos différences et nos haines, la démocratie doit en finir avec le simulacre des faux consensus.» Carmen Gloria, ancienne militante du Mapu (Mouvement d'action populaire unitaire), de retour d'un long exil en France, rêve d'un scénario idéal: «Pinochet rentre au pays et il meurt très vite dans son lit. Ses amis le pleurent, ses ennemis s'inclinent devant sa dépouille. Et la famille chilienne se réconcilie sur son cadavre.»

CHRISTIAN LIONET
(Agence clip)

LES ANNÉES PINOCHET

14 DÉCEMBRE 1989

LA JUNTE À TERRE

péens et américains—affluent de nouveau. Toute l'Amérique latine lorgne vers «l'exemple chilien». En oubliant que plus du tiers des 13 millions de Chiliens restent sur la touche et que le Smic équivalait à 500 F. Pourtant, les Chiliens s'accrochent à un développement arraché «aux larmes et à la douleur».

Fort de ces bons résultats, Pinochet se fait désigner candidat à la présidence pour l'élection de 1989. Un référendum, le 5 octobre 1988, doit confirmer ce choix. Le 27 août 1988, Pinochet met fin à l'état d'urgence. Le 30, la junte le désigne à la candidature pour la présidence jusqu'en 1997. Dans la foulée, les partis politiques sont légalisés et tous les exilés autorisés à rentrer au pays. Mais les partis d'opposition, des socialistes-marxistes à la droite libérale, se regroupent au sein de l'Accord

pour le non (à la candidature Pinochet). Le 31 septembre, dans une allocution télévisée, le général demande aux électeurs de lui pardonner ses erreurs éventuelles: «Si j'ai fait quelque chose de mal, pardonnez-moi, supplie-t-il. Mais je crois que quand vous ferez l'addition, il y aura plus de points positifs en ma faveur que de négatifs.» Le lendemain, une gigantesque manifestation regroupe dans les rues de Santiago plus d'un million de personnes en faveur du non. Et le 5 octobre, le dictateur est victime des urnes: le non recueille 56% des suffrages exprimés. «Je respecterai les résultats. Le Chili poursuivra son chemin jusqu'à la pleine démocratie sans que rien ni personne ne puisse l'arrêter», assure Pinochet.

RETRAITE ASSURÉE

Divisé entre ses ambitions et le verdict des électeurs, Pinochet s'attache à organiser des élections tout en multipliant les embûches. La Ley organica del Banco central, par exemple, impose l'autonomie de la Banque centrale—jusqu'à présent contrôlée par l'Etat—et lui interdit de financer des dépenses publiques. Une loi sur les forces armées impose un budget militaire qui «ne peut pas être inférieur à celui de l'année précédente, en valeur constante». Les hommes de confiance du général, tous officiers supérieurs, sont implantés dans les conseils d'administration des principales entreprises publiques et privées.

Un Conseil de sécurité nationale est par ailleurs prévu par la Constitution de 1980, et les commandants en chef des armées, le directeur général des carabiniers et certains anciens ministres en sont membres de droit. Dernière nasarde à une classe politique qu'il méprise, le dictateur rélègue le futur Congrès à Valparaiso. Il conserve pour sa part ses fonctions de commandant en chef de l'armée de terre jusqu'en mars 1998, puis devient sénateur à vie.



RETOUR A LA DEMOCRATIE. En 1989, Patricio Aylwin est élu président.

Que le dictateur s'en aille! Vers 21h30, le 14 décembre 1989, la joie éclate enfin au Chili. Des centaines de milliers de personnes convergent en chantant vers le centre de Santiago pour une nuit de délire. Patricio Aylwin, candidat unique de l'opposition regroupée au sein de la Concertation des partis pour la démocratie remporte la présidentielle avec 55,2% des suffrages contre le candidat de la junte, Hernan Büchi (29,4%). Aylwin, dans son premier message, n'omet pas de rendre hommage aux forces armées. L'homme, qui, en 1973, avait mis de longs mois à prendre ses distances avec les militaires, confirme la couleur. Le gouvernement de «transition vers la démocratie» qui entre en fonction en mars 1990 suivra les rails des militaires. Un peu plus de social, plus de libertés, beaucoup moins de répression... mais un profond respect pour «l'œuvre accomplie» par Pinochet. En 1994, son successeur, le démocrate-chrétien Eduardo Frei, ne changera pas la ligne. Juste avant de quitter le pouvoir, Pinochet ordonne la dissolution de sa police secrète, la CNI. Toutes les archives de «cet organisme qui a servi [son] gouvernement et n'a plus de raison d'être», selon le dictateur, sont détruites ou transférées à l'armée de terre. En l'absence de preuves, il devient donc difficile pour le nouveau gouvernement, s'il en avait eu le désir, de diligenter des enquêtes. Quelques mois après le retour de la démocratie, une commission a été créée pour faire la lumière sur les crimes commis durant la dictature. Mais, soucieuse de ne pas offenser l'état-major, elle a pris soin de mettre sur le même plan les exactions gouvernementales et les actes de terrorisme.

Un rapport de 2000 pages est rendu public un an après l'accession d'Aylwin à la présidence. Il fait état de 2279 personnes assassinées par des agents de la dictature, de 641 morts «dans des conditions non élucidées» et de 957 «détenus disparus». En demandant «pardon aux familles», Aylwin a bien souligné que «l'Etat et la société dans son ensemble sont responsables et débiteurs à l'égard des victimes». Mais il n'a rien fait pour accélérer les actions judiciaires. Un temps réfugié à la Colonie Dignidad, secte composée d'anciens nazis et de leurs descendants à 200 km au sud de Santiago, le général Contreras, ancien chef de la Dina, a bien été arrêté. Mais «la démocratie chilienne n'est pas assez forte pour emprisonner 2000 officiers coupables», affirment aujourd'hui encore de hauts responsables chiliens.

GERARD THOMAS

EN AMERIQUE DU SUD, L'IMPUNITÉ POUR PRIX DE LA DÉMOCRATIE

La plupart des dictateurs n'ont pas été jugés.

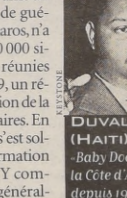
Somoza, Stroessner, Videla, Pinochet, Noriega, Banzer, Medici, Duvalier: lunettes noires, treillis ou uniforme militaire, ces généraux-présidents incarnent une période noire de l'Amérique latine. Celle de dictatures qui, dans certains cas (Nicaragua et Paraguay), se sont éternisées, laissant un bilan digne d'un livre noir d'Amnesty International. Que sont devenus ces dictateurs après avoir, dans les années 80, laissé la place à des civils? La plupart n'ont pas été inquiétés, car les processus de transition démocratique ont eu un prix: l'impunité. A deux exceptions près, l'une paradoxale, la Bolivie; l'autre notable, l'Argentine.

1997! L'expression de ses «regrets» ne l'a pas empêché, récemment, de menacer de répondre par l'état d'urgence à une grève générale.

L'Uruguay est sans doute le pays du cône Sud qui s'est le moins engagé sur la voie de la justice. Aucun des généraux responsables d'une dictature (1973-1985) qui a liquidé sans état d'âme un puissant mouvement de guérilla urbaine, les Tupamaros, n'a été jugé. Pourtant, 620 000 signatures avaient été réunies pour organiser, en 1989, un référendum sur l'abrogation de la loi amnistiant les militaires. En vain, puisqu'il s'est soldé par la confirmation de l'amnistie. Y compris pour le général-président Juan Maria Bordaberry, accusé en 1973 d'avoir vendu



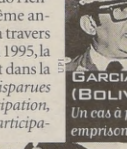
STROESSNER (PARAGUAY). L'ex-dictateur s'est réfugié au Brésil.



DUVALIER (HAÏTI). «Baby Doc» vit sur la Côte d'Azur depuis 1986.



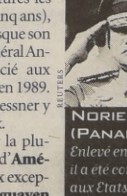
BANZER (BOLIVIE). Il est revenu au pouvoir par les urnes en 1997.



GARCIA MEZA (BOLIVIE). Un cas à part: il est emprisonné.



VIDELA (ARGENTINE). L'autre exception de taille. Arrêté, il attend d'être jugé.



NORIEGA (PANAMA). Enlevé en 1989, il a été condamné aux Etats Unis.

Anastasio Somoza, renversé par les sandinistes en 1979 après que sa dynastie eut régné quarante ans. Enfui au Paraguay, il y a été abattu un an plus tard par un commando argentin. Seconde exception: le général panaméen Manuel Noriega. Cet agent de la CIA, enlevé par les Etats-Unis pendant l'invasion de Panama en 1989, a été jugé et condamné à quarante ans de prison, qu'il purge en Floride pour «trafic de drogue, conspiration et racket».

Mais le cas est plus choquant: ce sont douze celui des tortionnaires haïtiens qui jouissent d'une totale impunité. Le plus célèbre, «Baby Doc», alias Jean-Claude Duvalier, s'est enfui en 1986 avec environ deux cents millions de dollars. Il a été accueilli, sur demande américaine, en France avec un visa de huit jours qui a expiré... il y a douze ans. Il vit toujours sur la Côte d'Azur, vaguement cochardisé, dit-on. Emmanuel Constant, chef d'un groupe paramilitaire responsable de la torture et du meurtre de milliers de Haïtiens, vit lui, à New York. Et Washington refuse d'extraire celui que les organisations humanitaires accusent d'être un agent de la CIA. Raoul Cedras, chef de la junte lors de l'intervention américaine de septembre 1991, connaît un exil tranquille à Panama où il a ouvert une imprimerie.

Au Salvador, la guérilla du FMLN a été partie prenante de l'amnistie après les accords de paix. Le ministre de la Défense, José Guillermo Garcia, et l'ancien directeur de la Garde nationale sont tous deux exilés aux Etats-Unis. Idem au Guatemala, où la commission créée lors des négociations de paix ne pourra divulguer les noms des personnes impliquées dans la «sale guerre» et où l'ex-dictateur Rios Montés participe activement à la vie politique. Enfin, au Honduras, plusieurs amnisties protègent les militaires.

20% des réserves d'or du pays. Pas de jugement, non plus, des dictateurs militaires au Brésil (1964-1979), Costa e Silva, Medici et Geisel, décédés de mort naturelle. Mais une amnistie générale a été votée en 1979, et le chef de l'Etat Fernando Henrique Cardoso, lui-même ancien exilé, a reconnu, à travers une loi promulguée fin 1995, la responsabilité de l'Etat dans la «mort des personnes disparues en raison de leur participation, ou des accusations de participation, à des activités politiques entre 1961 et 1979». Les victimes ont été indemnisées. Symbole de la torture, le redoutable commissaire Fleury s'est tué, officiellement... en glissant dans sa piscine.

Au Paraguay, le général Stroessner, qui dirigea d'une main de fer l'une des dictatures les plus longues (trente-cinq ans), n'a pas été inquiété lorsque son ancien bras droit, le général Andrés Rodriguez, associé aux pires excès, l'a renversé en 1989. Réfugié au Brésil, Stroessner y coule des jours heureux. Immunité aussi pour la plupart des dictateurs d'Amérique centrale. A deux exceptions près: le Nicaraguayen

L'Argentine, qui a mené la plus «sale guerre» (30 000 morts), reste le seul pays à avoir jugé — et condamné — en 1985 tous les chefs de la junte.

Le pays qui a mené la plus «sale guerre» (30 000 morts) reste le seul pays à avoir jugé — et condamné — en 1985 tous les chefs de la junte. Le pays qui a mené la plus «sale guerre» (30 000 morts) reste le seul pays à avoir jugé — et condamné — en 1985 tous les chefs de la junte. Le pays qui a mené la plus «sale guerre» (30 000 morts) reste le seul pays à avoir jugé — et condamné — en 1985 tous les chefs de la junte.

LES ANNÉES PINOCHET

"PASSIBLE DE CRIME DE LÈSE-HUMANITÉ"

Une juridiction adaptée aux dictatures reste à inventer.

Louis Joinet, magistrat, est rapporteur spécial à l'ONU sur la lutte contre l'impunité. A ce titre, il a effectué des missions en ex-Yougoslavie, au Rwanda et au Burundi. Il a aussi participé à des processus de négociations en vue du retour à la démocratie ou à la paix, notamment au Guatemala, Salvador et en Nouvelle-Calédonie.

Le procès des anciens dictateurs est-il indispensable à une réconciliation nationale?

Qu'il faille le juger, avec leurs complices, est une certitude, mais il ne s'agit que d'un élément d'une stratégie plus globale de lutte contre l'impunité. La question est plutôt de savoir comment les juger quand ce n'est pas encore possible dans leur pays. Dans un premier temps, le jugement n'est peut-être pas ce qui est le plus souhaitable. Rendue à chaud, la justice ne peut être que sommaire, comme en France à la Libération. Il faut du temps pour mener un procès équitable qui ne compromette pas un processus de démocratisation. L'expérience montre que le plus urgent est d'obtenir très vite la création de commissions d'enquête du type « Vérité et Réconciliation », comme en Afrique du Sud. Une quinzaine de pays ont fait cette expérience, à commencer par l'Argentine. Ces commissions ne sont pas sans défaut, mais elles permettent de recueillir l'information avant que les indices ne disparaissent. Avec la démocratisation, le temps passe, les persécuteurs s'organisent, puis les gens pensent à autre chose. Il est donc essentiel de geler une situation. Il est significatif que, dans l'affaire Pinochet, les cas dont sont saisis les juges en Espagne et en France sont décrits dans le rapport de la commission « Vérité » chilienne. Tout aussi essentielle est la préservation immédiate des archives de la répression. Le cas le plus exemplaire est celui du Paraguay, où, en 1994,

deux juges ont eu le courage, après plainte d'une victime, de lancer une enquête: ils ont découvert les archives de la répression du régime de Stroessner dans les arrières-salles d'un commissariat de banlieue. Parmi ces documents, il y avait des archives du plan Condor, coordonnant les actions de répression entre le Chili, l'Argentine, la Bolivie et l'Uruguay. Ces pièces ont été versées à la Cour suprême d'Asunción, une loi en a organisé la consultation, et les juges qui instruisent l'affaire Pinochet devraient y avoir accès.

Est-ce ingérence de vouloir juger Pinochet quand les Chiliens s'y refusent?

Le cas Pinochet n'est exceptionnel que dans la mesure où il s'agit d'un ancien chef d'Etat, chef d'état-major des armées et sénateur à vie. Mais les Américains sont allés bien plus loin dans l'affaire Filartiga, victime d'un tortionnaire paraguayen réfugié aux Etats-Unis. La victime était paraguayenne, l'accusé paraguayen et il été condamné par la justice américaine. On connaît au moins une dizaine de cas similaires. La cour d'assises de Paris a condamné par contumace le capitaine argentin Astiz, responsable de la disparition de religieuses françaises. Dans le cas chilien, je ne pense pas que Pinochet ait directement participé à la répression: d'où l'importance de prouver une action concertée. Si cette évolution du droit est consacrée, on aura fait un grand pas pour reconnaître et sanctionner des infractions graves contre ce que les Latino-Américains appellent « crime de lèse-humanité ».

« Il faut qu'à moyen terme, les justices nationales puissent affronter le problème. Tant qu'elles ne le font pas, les processus de démocratisation ne sont pas enracinés. »
Louis Joinet

Quand commence la lutte contre l'impunité?

Cette prise de conscience est le fruit d'un processus en quatre étapes qui s'est accéléré avec la chute du mur de Berlin. Tout commence au cours de la décennie 70 en Amérique latine, avec la mobilisation en faveur de « l'amnistie pour les prisonniers politiques », qui fédère les initiatives de résistance aux dictatures. On assiste à un revirement dans les années 80: l'amnistie est de plus en plus perçue comme une « prime à l'impunité » avec la multiplication de lois d'amnistie proclamées par des dictatures en déclin, soucieuses d'organiser leur impunité... tant qu'il est temps. Ces dérives provoquent de vives réactions des victimes, qui exigent que « passe la justice ». La fin de la guerre froide et les nombreux processus de démocratisation ou d'accords de paix mettant fin à des conflits armés internes placent la question de l'impunité au centre du débat, entre deux parties à la recherche d'un intouchable équilibre: la logique de l'oubli de l'ancien oppresseur contre la logique de justice des victimes. Le drame de l'ex-Yougoslavie marque la quatrième étape. Le choc de l'opinion est tel que l'idée d'un tribunal international, enlisée depuis 1946, redevient d'actualité.

Jusqu'à où peut-on aller dans l'oubli pour garantir le retour à la démocratie?

On peut encourager un processus de démocratisation, même si le prix à payer peut être une certaine impunité. Mais il y a les victimes, et on ne peut ni les supprimer ni décider de les faire taire. On peut peut-être regretter qu'elles refusent de jouer complètement le jeu, mais c'est une réalité. Elles refuseront d'autant plus que le repentir ne s'exprime pas. C'est le cas Pinochet: à trop passer l'éponge, la plaie ne cicatrise pas.

La plupart des pays, à l'Est, en Europe, ont pourtant passé l'éponge...

Pas toujours. La Grèce est un cas exemplaire: les colonels ont été jugés correctement. Ils ont été condamnés à des peines très sévères qu'ils ont purgées ou qu'ils purgent toujours, sans que cela ait compromis le processus de démocratisation. Un procès, c'est aussi le droit à une réparation morale, pas seulement financière. A Nuremberg, la peine fut d'abord le procès public. C'est l'occasion de faire la démonstration que ce qui était qualifié de mensonges par la dictature était la vérité. Cela est très important pour la dignité des gens qui se battaient, les défenseurs des droits de l'homme comme les victimes. L'exercice montre que la lutte menée était juste; il va bien plus loin que la réhabilitation d'une personne qui a souffert dans sa chair. Autre question fondamentale: la prescription. Au-delà de la qualification juridique très complexe du crime « contre l'humanité » ou « génocides » — le plus important est de faire admettre qu'en matière de disparition, la prescription ne peut débiter tant qu'une personne n'est pas réapparue vivante ou tant que son corps n'a pas été retrouvé.

Le cas des ex-pays de l'Est a-t-il été différent?

La première revendication, à la différence de l'Amérique latine, ne fut pas de connaître le sort des disparus et de juger les bourreaux. La priorité a été donnée à la réhabilitation et à l'épuration par des lois dites « de lustration » pour fixer un minimum de critères et de garanties afin d'éviter la chasse aux sorcières. A la mort de Staline, la répression a quitté le terrain de la barbarie pour celui de la marginalisation. L'opposant devient un dissident, dont on fait un délinquant ou un handicapé que l'on psychiatrise pour l'interner. D'où cette soif de réhabilitation. L'épuration, elle, prime sur la justice, bien qu'il y ait eu quelques pro-

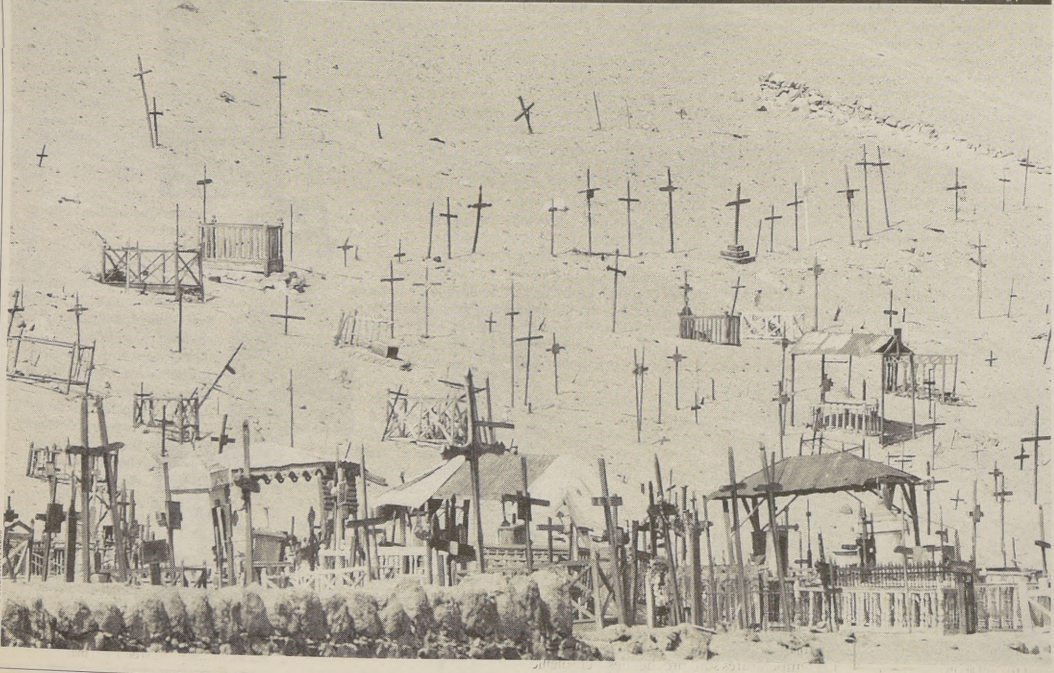
ces. Que signifie « avoir collaboré » dans un régime de parti unique de masse? Havel soulignait justement que les Tchèques étaient « tous victimes et tous coupables ».

Quel rôle peut jouer la Cour pénale permanente décidée à Rome en juillet 1998?

C'est un idéal à atteindre, non la panacée. D'abord, pour des raisons quantitatives. Au Rwanda, plus de 100 000 personnes sont accusées d'être des génocidaires. Un tribunal international comme celui d'Arusha ne peut juger plus de 50 accusés par an. Un tribunal permanent concernant tous les pays aura le même problème et devra donc sélectionner ceux qu'il poursuivra en fonction de leur haut niveau de responsabilité. Il ne faut donc pas imaginer que la lutte contre l'impunité va passer à travers la seule justice internationale. Il faut qu'à moyen terme les justices nationales puissent affronter le problème, car, tant qu'elles ne le font pas, les processus de démocratisation ne sont pas enracinés. Ce n'est pas encore le cas au Chili. Pinochet a organisé lui-même son impunité. Il ne peut donc être jugé chez lui, et c'est ce qui légitime que justice soit faite à l'extérieur.

Recueilli par JOSÉ GARCÓN et MARC SEMO

LE CHARNIER DE PISAGUA. Les exécutions des militaires ou des agents du régime Pinochet sont tombées sous le coup de la loi d'autamnistie de juillet 1978.



SPORTS

VOILE. Navigation bord à bord à l'avant, abandons à l'arrière.

Casse et casse-tête dans le Rhum

A bord du «Princesse Danaë»
envoyé spécial

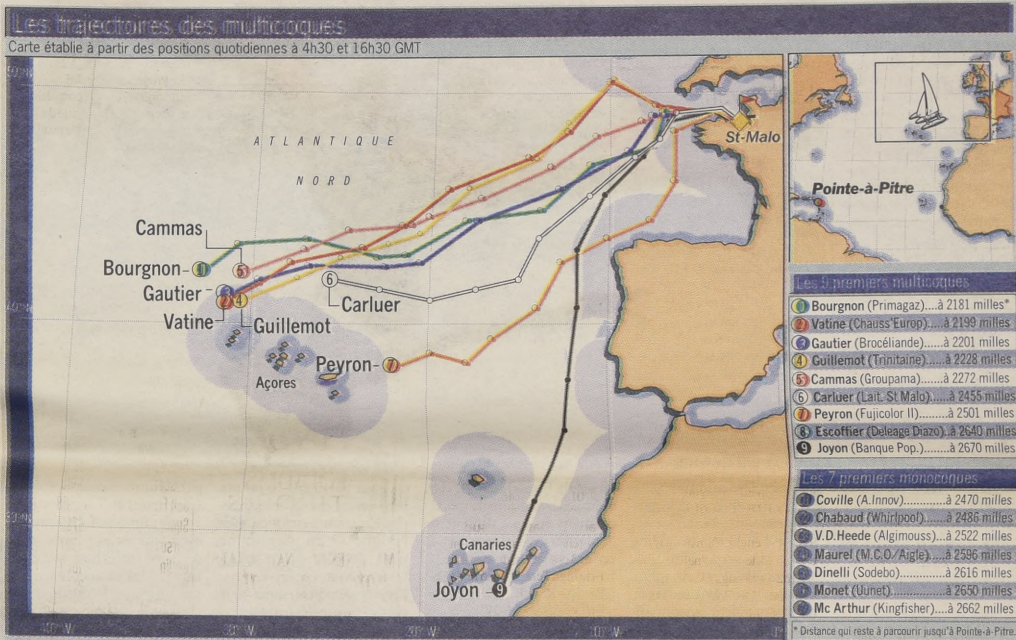
Que le leu, gros temps et embouteillage en tête de course. On y retrouve, comme c'est l'habitude depuis le début de la course, quatre trimarans. Trente milles séparaient hier en fin d'après-midi Laurent Bourgnon, en tête de la flotte, du quatrième, Marc Guillemot. Entre les deux, Paul Vatine et Alain Gautier se sont croisés hier à la mi-journée. Bourgnon faisait un cap un peu plus nord que les trois autres multicoques.

Dans la catégorie des mono-coques, la lutte se joue entre Catherine Chabaud et Thomas Coville, le Français ayant repris la tête hier au pointage de 17h30. «J'ai essayé des rafales de vent de 45 à 50 nœuds, disait Chabaud. Je suis un peu crevée, j'ai dû affaler toute la voile et tout renvoyer.»

La surprise de la course venait d'Ellen McArthur. Seule Anglaise du Rhum, âgée de 22 ans, elle est 15^e du classement général, première de sa catégorie et «pleine de bosses». La nuit de jeudi à vendredi a été «horrific» : «Le bateau s'est couché, tête de mât dans l'eau et j'ai perdu la girouette.» Elle disait hier qu'elle n'en revenait pas de la position si sud de Francis Joyon et a cru à une blague. «Ma position n'est pas conventionnelle», a reconnu Joyon, qui reste malgré tout un des favoris dans la catégorie des multicoques. En revanche, il est maintenant le seul à suivre l'option sud, Loïck Peyron continuant de remonter vers une route médiane, plus proche de la route directe.

Casse. Le Rhum a eu son lot de casses pour ce vendredi 13. Bob Escoffier, en panne de pilotes, fera escale «aux Açores pour réparer». Il y a deux jours, un cordage s'est noué dans le safran et il a dû plonger pour la libérer. «C'est plus des trucs de mon âge et j'ai même eu les jetons.» Pascal Quintin faisait hier route vers La Corogne pour réparer l'alimentation électrique de son catamaran. Quant à Didier Levillain, sur son bateau de 10,80 m, le plus petit de la flotte, la mer était si forte qu'il s'est mis en fuite. Le Malouin a raconté que son bateau «était couché trois fois». Enfin, Frédéric Lescot a déchiré la grand-voile de son monocoque, et faisait, aux derniers relevés, cap au sud ●

J.-L.L.T.



Bernard Mallaret, le petit bouchon à ses parents

A bord du paquebot du Rhum, ils vivent, inquiets, l'abandon de leur fils.

«Libération» suit la Route du rhum de l'intérieur, à bord d'un paquebot dans le sillage de la course.

A bord du «Princesse Danaë»
envoyé spécial

Monsieur et madame Mallaret sont des retraités délicieux. Des hôtes que chacun aimerait avoir à sa table. Leur fils, Bernard, est sur l'océan au large du cap Finistère. Son sloop en aluminium saute sur les flots depuis le départ de la Route du rhum, allant d'avaries en avaries. Il y a deux jours, Bernard Mallaret a parlé à la radio. Sa quille pivotante lui donnait de gros soucis. Il avait même enfilé sa combinaison de survie et «préparé le radeau de sauvetage». La pièce qui maintient la quille dans les obliques souhaitées par le navigateur s'est rompue. Au bout de cette lame d'acier qui trempe à 4,50 m sous la ligne de flottaison, 5 tonnes de métal vont et viennent sans raison. A



Bernard Mallaret, alors 5^e des monocoques, a abandonné jeudi après une avarie à la quille.

300 milles des Açores, Bernard Mallaret a jeté l'éponge. Alors 5^e des monocoques, il a fait demi-tour avant-hier, vers Brest. «Si je perds la quille, le bateau va

au fond. Je ne veux pas continuer. Je ne veux pas risquer ma vie», a conclu le navigateur. Madame Mallaret est nerveuse et monsieur est silencieux. Hal-

vard Mabire, à bord du paquebot pour éclairer les passagers (1) sur la navigation hauturière, a connu semblable fortune de mer dans la dernière édition du

Rhum. Mabire est un marin de grande carrure qui connaît tant de choses et pourtant son erudition n'est jamais livresque. Il dégage le paysage dans lequel se débat le fils du couple Mallaret. Mabire soupèse les risques, les calcule, déroule une synthèse plutôt rassurante. Les passagers en sortent plus riches. Les parents du navigateur s'en trouvent apaisés. «Mon fils est un marin», dit monsieur Mallaret, que certains passagers appellent maintenant Georges.

Père posé. Michèle est comme la plupart des mères de famille. Elle imagine son fils sur un bateau. Elle revoit son petit, en short, grimant à bord du voilier familial. Elle pose la main sur l'épaule de son mari qui maintient, lui, qu'il y a toutes sortes d'explications techniques à tout ça et qu'il convient de mettre les choses à plat pour y voir clair. Les pères sont ainsi. Ils cachent leurs sentiments sous couvert de cosinus, de calculs de ré- ●●●

SPORTS

GYMNASTIQUE. Décryptage avant les championnats de France ce week-end.

Gym au sol l'indomptable agrès



Elvire Teza, une des meilleures Françaises, lors des championnats d'Europe à Saint-Petersbourg en mai.

... sistance, de paliers et de pouliques qui grincent. « J'étais un peu dans la partie, dit-il, mais maintenant je dois dire que je suis un peu dépassé par toutes ces nouvelles techniques. » Georges dit bien que son fils « n'est plus un adolescent. Il a 43 ans quand même », en se retournant vers son épouse. Elle sourit, hoche la tête. Les Mallaret sont pieds-noirs. Il y a dans leurs voix tout le ciel tendu de bleu de l'Algérie. « Bernard est né là-bas quatre ans avant qu'on s'en aille. » Il ont sur la langue cette envie méridionale de causer, vivent à Perpignan et naviguent sur un bateau qui s'appelle *Mordicus*. Monsieur Mallaret est fier comme tout quand son fils « (lui) fait l'honneur de tirer des bordés avec mon petit voilier ». Il n'en faut pas beaucoup pour que naisse une larme. Ils sont tous deux soudainement ailleurs. Leurs regards se sont tournés vers la ligne d'horizon, vers cette mer qui fait de petites crêtes. Il n'y a pourtant rien à voir, que des nuages.

Chamailleries. Puis ils se retournent l'un vers l'autre. Comme s'il était tout à coup impérieux d'arrêter brusquement des pensées trop sombres, ils se mettent à se chamailler sur l'âge de la première croisière en solitaire de leur fils. La mère: « Je te dis que c'est à 17 ans. » Le père: « Non, à 18. » Ils regrettent comme tous les vieux parents de ne pas assez voir leur descendance. Ils sont venus à bord pour accompagner leur fils de l'autre côté de la mer. Mais attention, préviennent-ils, « nous lui avons demandé la permission ». A présent, les routes sont opposées. Ils sont un peu tristes de cet abandon, car madame Mallaret voyait bien son fils « sur le podium » dans la catégorie des monocoques. Le fils n'ait hier qu'une petite voile d'avant et faisait route à 5-6 nœuds vers les côtes françaises, comme un petit bouchon sur l'océan.

JEAN-LOUIS LE TOUZET

par 30-12 Nord, 24-18 Ouest

(1) Tout comme Yvon Fauconnier, Jimmy Pahun, Jean Le Cam et Gael Le Cléach.

Considéré comme l'agrès le plus difficile et le plus aléatoire, l'exercice au sol reste la base même de la gymnastique féminine. C'est par essence la discipline qui permet aux gymnastes de faire ressortir leur personnalité. Le sol est un agrès qui requiert charisme, prise de risque et dynamisme. En tout, une minute trente d'exécution, parfaite composition d'acrobatie et de chorégraphie. L'arrivée, il y a deux ans, d'un nouveau code de pointage, a tenté de redonner à cette discipline une certaine griffe artistique. Explication d'Yves Kieffer, entraîneur national, à l'occasion des championnats de France de gymnastique, ce week-end à Lyon.

Un agrès insaisissable. « Un mouvement se dérègle très facilement et il est difficile de garder un niveau constant. Si certaines gymnastes sont indétronçables sur d'autres agrès (comme Korkhina aux barres asymétriques), au sol, l'inconstance prévaut: ce n'est jamais la même qui gagne. La vitesse horizontale est très importante. La moindre variation dans la technique entraîne immédiatement des conséquences sur la réception. Les filles vont très vite, très haut, et la surface est très dure. L'exigence physique est terrible, il y a beaucoup d'entorses. »

Trois agrès en un. « Le sol est de loin l'agrès où l'on passe le plus de temps. Sur les 25 à 30 heures d'entraînement hebdomadaires, près de la moitié y est consacrée. Dans le sol, il y a le travail en acrobatie, en chorégraphie et en trampoline. En fait, ce sont trois types de travail. Presque trois agrès différents. »

Les acrobaties indispensables. « Le sol est tributaire du code de pointage. C'est lui qui détermine des combinaisons obligatoires aussi bien en acrobatie qu'en chorégraphie. Les filles vont essayer de réaliser les acrobaties les plus difficiles afin de gagner le plus de points, résultat d'une addition de difficultés. Depuis ce nouveau code, établi il y a deux ans, il faut réaliser plus de difficul-

tés pour partir sur 10 points. Mais cette note de base, théorique, attribuée en fonction de la difficulté du programme, n'est dévoilée qu'en même temps que la note finale. »

Un jury scindé en deux. « Les premiers, appelés les juges experts, décident de la note de départ: ils notent juste le nombre de difficultés du mouvement. L'autre partie du jury évalue l'exécution et comptabilise les fautes. Mais la marge de manœuvre est très limitée. Une gymnaste qui n'obtient pas une note de départ à

par les sauts chorégraphiques (pirouettes en l'air, rotations longitudinales dans l'espace avec différentes positions de corps, réparties harmonieusement). Une fois cet ensemble mis en place, la musique est choisie: il s'agit de construire autour de ces lignes avec le maximum de charisme et de féminité. »

Trois diagonales au minimum. « Je suis plutôt partisan de cette formule afin de laisser plus de place à l'expression et à la chorégraphie. D'autres entraîneurs vont exiger quatre diagonales dans le mouvement, afin de gagner encore plus de points. Mais quatre diagonales sur une minute trente prennent quatre fois dix secondes. Résultat: si l'on enlève encore trente secondes d'expression, on s'oriente vers le tumbling (une spécialité basée sur une succession de bondissements). »

Une évolution certaine. « Les juges exigent des acrobaties plus variées. Et, par souci de chorégraphie afin de gagner des points, les sols sont devenus plus agréables à regarder. Ces bonifications permettent à des filles plus grandes que la moyenne d'avoir des notes de départ intéressantes. La musique évolue aussi. Certaines gymnastes optent ainsi pour du hip-hop. Il va bien falloir devenir un peu plus novateur et prendre plus de risques pour boucler les choses. Ce serait un mieux. »

« Le sol regroupe acrobatie, trampoline et chorégraphie. Ce sont trois agrès différents. » Yves Kieffer, entraîneur national

10 se voit quasiment écartée d'une place en finale ou d'une médaille. En revanche, une fille qui part avec un 10, et à qui on a enlevé très peu dans les combinaisons, va obtenir une note très forte, même si le contenu de son programme n'est pas très original. Exemple: Korkhina, championne du monde à Lausanne à la poutre l'année dernière, n'a rien réalisé d'original. Elle est juste partie sur 10. La notoriété de la gymnaste peut parfois fausser un peu le jugement. »

Un mouvement à la carte. « Chaque entraîneur recherche le niveau acrobatique le plus haut possible avec chaque fille, grâce à des éléments adaptés à sa morphologie. Ensuite, la chorégraphe tente d'ajouter le plus de dixièmes possible avec les sauts. Une gymnaste moyenne devra compenser

L'Europe olympique se veut antidopage

Dopage (1). Le président du Comité olympique international (CIO), Juan Antonio Samaranch, a obtenu hier l'adhésion totale des comités olympiques européens dans la lutte antidopage. Les comités ont aussi discuté de la difficulté de leurs rapports avec l'Union européenne et ont donc proposé une rencontre pour obtenir un seul interlocuteur.

Saisie d'anabolisants en Italie

Dopage (2). La police de Trévise (Vénétie) a saisi des anabolisants et divers produits interdits au siège de plusieurs clubs cyclistes juniors et de moins de 23 ans de la région. Les policiers ont trouvé entre autres de l'andriol et de l'oxandrolone (anabolisants), ainsi que des flacons d'EPO.

Dix mises en examen en ex-RDA

Dopage (3). Le tribunal de Mecklembourg-Poméranie-Antérieure (ex-RDA) a ouvert une enquête judiciaire contre dix anciens responsables de l'athlétisme est-allemand. En ligne de mire: huit entraîneurs et deux médecins suspectés d'avoir administré des produits interdits à de jeunes athlètes entre 1975 et 1989.

Marseille et Lens en championnat...

Foot (1). Le programme de la 14^e journée de D1, samedi: Metz (15^e)-Nantes (7^e), Rennes (3^e)-Lyon (5^e), Montpellier (10^e)-Auxerre (6^e), Marseille (1^e)-Lens (8^e), Bastia (9^e)-Monaco (4^e), Bordeaux (2^e)-Sochaux (16^e), Toulouse (17^e)-Nancy (13^e). Dimanche: Strasbourg (12^e)-Lorient (18^e), Le Havre (14^e)-PSG (11^e).

... et de nouveau en Coupe de la Ligue

Foot (2). Marseille-Lens, mais aussi Metz-Nantes et Paris SG-Saint-Etienne seront les têtes d'affiche des 16^e de finale de la Coupe de la Ligue, prévus les 9 et 10 janvier prochain. Les autres chocs de D1: Sochaux-Bastia, Le Havre-Bordeaux et Lyon-Montpellier.

Cracovie exclu un an

Foot (3). Le club polonais Wisla Cracovie a été exclu hier pour un an des coupes européennes, à la suite d'un couteau lancé sur le joueur de Parme Dino Baggio, lors du match de Coupe de l'UEFA du 20 octobre.

Leray raccroche

Patinage. Marie-Pierre Leray, qui avait amorcé l'an dernier un difficile retour au premier plan après une série de blessures, a finalement décidé de mettre, à 23 ans, un terme à sa carrière. Elle tire un trait sur le Trophée Lalique et part sur le circuit professionnel.

08 36 68 24 20

3615 Tous les 2

SNPC - 1,29F la minute

SPORTS

BOXE. Le champion du monde WBA défend son titre. Son entraîneur détaille sa préparation.

Tiozzo se serre la ceinture pour la garder

Fabrice Tiozzo, champion du monde des lourds-légers (WBA), défend son titre samedi soir à Mont-de-Marsan face au Brésilien Ezequiel Paixao (retransmis sur Canal + à 23 heures). Depuis le début du mois de mai et son dernier combat, qui l'avait «opposé» à Terry Ray, exécuté en cinquante-sept secondes, Tiozzo a subi deux fois le report de ce combat contre son challenger. Il a préparé ce combat en respectant un timing précis. Avec l'Américain d'origine mexicaine, Hector Perez, qui officie en qualité de préparateur physique. Et sous la houlette de Jean-Marc Perono. Entraîneur de Tiozzo depuis ses débuts professionnels il y a dix ans, il revient sur les étapes d'une préparation.

Combien de temps dure une préparation et quelles sont ses principales étapes?

Une telle préparation se déroule sur deux mois, en deux grosses étapes. La première, les quinze premiers jours, est une simple remise en forme. N'importe quel boxeur a du poids à perdre. Fabrice est un type capable d'avaler un choucroute et d'enchaîner sur un couscous. A la reprise de l'entraînement, il avait entre 6 et 8 kilos à éliminer. La deuxième étape passe par le travail de l'endurance avec 3 ou 4 footings par semaine, entre 8 et 10 kilomètres à chaque fois. La perte de poids s'accompagne d'un retour à une alimentation saine, sans tomber pour autant dans un régime draconien. Gourmand, Fabrice reçoit l'aide de sa femme, diététicienne. Reste qu'il y a parfois une descente accidentelle au frigo.

Etes-vous souvent à la salle lors de cette première quinzaine?

Non, sinon pour venir y faire du saut à la corde, se remettre dans l'ambiance. Mais on ne fait rien de spécifique en boxe et on ne met surtout pas les gants. Le faire alors que le boxeur est hors de forme, ça peut l'énerver. Il ne fait rien de bon et peut gamberger.



Fabrice Tiozzo à l'entraînement, avant son combat en lourd-léger contre le Brésilien Ezequiel Paixao.

Lorsque vous y retournez, quel travail effectuez-vous?

Les premières séances de gants s'effectuent avec des sparrings pas trop durs. Histoire de se remettre en confiance, constater que le travail foncier des quinze premiers jours a payé et retrouver les automatismes. On effectue trois séances spécifiques par semaine.

Combien usez-vous de sparrings?

Pas beaucoup. On travaille toujours avec les mêmes. Cette fois, ils étaient trois. Ils connaissent bien leur rôle; préparer un type à remporter un championnat du monde. Par exemple, nous faisons toujours appelé Carlos Cruz, qui vient de Las Vegas, et qui a le niveau international (il va bientôt disputer un titre mondial, ndr). Il reproduit tous les styles, alors que Bowat Chatri, capable de faire 2 ou 3 rounds très durs, a été retenu parce que sa boxe ressemble à celle de Paixao. Enfin, Jean-Marc Morneck (vainqueur du championnat de France des mi-lourds mercredi) a complété le travail. En général, on fait à 8 rounds avec les sparrings. Puis, au début du dernier mois, une ou deux fois 10 à 12 rounds: un véritable test

Le face-à-face Tiozzo-Paixao

Fabrice Tiozzo

- 29 ans
- Né le 8 mai 1969 à Saint-Denis (France)
- 1,85 m, droitier
- Débuts professionnels: 10 novembre 1988
- Champion du monde des mi-lourds (WBC) de 1995 à 1996
- Champion du monde des lourds-légers (WBA) depuis le 8 novembre 1997
- 40 combats: 39 victoires (25 avant la limite), 1 défaite

Ezequiel Paixao

- 33 ans
- Né le 20 mai 1965 à Cabralia Paulista (Brésil)
- 1,85 m, droitier
- Débuts professionnels: 1^{er} mai 1989
- Champion d'Amérique latine depuis le 9 avril 1996
- 35 combats: 30 victoires (21 avant la limite), 5 défaites

pour le combat. Tout ça s'accompagne d'une montée progressive en puissance, avec entraînement matin et soir. Sans négliger les footings matinaux, une aération indispensable.

N'y a-t-il pas un risque de saturation?

On se ménage des plages de récupération. Le boxeur doit se reposer avant d'être fatigué. Fabrice reste alors à l'hôtel, quitte à reprendre 1 ou 1,5 kilo en une journée, ce qui n'est rien pour un type qui pèse entre 85 et 90 kilos. Le lendemain, le superflu est déjà parti. Le rôle de l'entraîneur est aussi de savoir écouter et de repousser un entraînement si le boxeur ne le sent pas. Fabrice n'est pas une mule, il connaît bien son corps.

Maintenez-vous ce rythme lors des quinze derniers jours?

Non, c'est plus de la récupération, accompagnée d'un travail technique sur quelques coups particuliers. Il faut penser à des situations de combats et apporter des solutions, sans être certain que les choses vont se passer comme ça. Mieux vaut ne pas trop s'embrouiller la tête avec des tactiques fumeuses. L'une des forces de Fabrice, c'est justement d'improviser, de s'adapter à l'adversaire.

Jusqu'à quel point le visionnage des casettes de l'adversaire influence-t-il l'entraînement?

Dans le cas d'Ezequiel Paixao, on a vu que des vieux combats. On sait que c'est un bel athlète, qui vient au contact sans se débiter. Mais ce genre d'informations ne change rien à la façon de préparer un combat. La tactique ne peut intervenir qu'une fois devant l'adversaire. C'est alors à moi de jouer dans le coin de Fabrice.

Quel genre de dépense physique représente un combat?

Trois à quatre kilos. Une bonne préparation doit habituer l'organisme à cette débâche d'énergie.

Sacrifiez-vous à un décaissage d'après-match?

C'est très personnel et ça dépend des boxeurs. Fabrice n'est pas du genre à faire un footing au lendemain d'un combat, il considère qu'il a assez souffert avant et pendant.

Recueilli par LIONEL FROISSART

Les Gens



Roger Legeay divorce, sur fond de dopage

Le clivage du monde cycliste face au dopage a franchi une nouvelle étape hier. Roger Legeay a présenté sa démission des deux commissions antidopage de l'Union cycliste internationale (UCI). Le président de la Ligue nationale du cyclisme français et directeur sportif de l'équipe Crédit agricole s'est retiré du conseil de lutte contre le dopage, ainsi que de la commission sécurité et conditions du sport, en charge plus spécialement des prélèvements sanguins. A la base du clash: son éviction de la présidence de l'association des groupes sportifs (AIGCP) la semaine dernière, au profit du directeur sportif Manolo Saiz (Once). L'Espagnol avait claqué la porte du Tour de France 98 pour protester contre «la virulence» des attaques dont avait été «victime» le peloton. Cette double démission illustre donc les fortes divergences dans la lutte antidopage. D'un côté, les représentants français, minoritaires, désormais soucieux de faire place nette sous peine de voir leur sport s'éteindre. De l'autre, une partie de l'UCI et des groupes sportifs, peu enclins à accélérer la lutte antidopage.

RUGBY. L'équipe de France reprend sa saison internationale samedi à Nantes face aux Pumas.

Le XV argentin, bonne équipe de bonne famille

Samedi à Nantes, l'équipe de France débute, face à l'Argentine, sa saison internationale qui la mènera à la Coupe du monde à l'automne 1999. La semaine prochaine, le XV de France rencontrera l'Australie, première confrontation face à une nation de l'hémisphère Sud depuis la déroute contre l'Afrique du Sud, il y a un an.

Le joueur de rugby argentin le plus célèbre n'est pas connu pour ça. Et pourtant, Ernesto Guevara fut bel et bien licencié à l'Union argentine de rugby. Ce qui montre assez bien ce qu'est le rugby argentin: il existe discrètement dans son propre pays mais se débrouille assez bien dans le monde. Dans ce pays dédié au football, le ministre des Sports est l'ancien demi d'ouverture du XV argentin, une star du rugby mondial, Hugo Porta. Il

confiait ces temps-ci en France qu'il se verrait bien entraîner des Pumas quand il sera las des ors des palais.

Dans un pays où de telles ambitions sont possibles, où le dessus du panier social est fait de cette manière, le rugby est donc le sport de la bourgeoisie cultivée. Che Guevara n'était pas un fils du peuple, c'est dans les bonnes écoles et à l'université que l'on se familiarise avec le ballon ovale. D'ailleurs, l'Union argentine de rugby fut la dernière grande fédération à accepter le professionnalisme, quand toutes les autres s'y étaient résignées. Sur la place internationale, c'est la seule équipe où des joueurs pressentis pour l'actuelle tournée ont décliné la sélection parce qu'ils étaient trop occupés par leur travail. Parmi les Pumas, seuls six joueurs sont professionnels, ils évoluent à l'étranger, en France, en Angleterre ou dans l'hémisphère Sud.

Le XV argentin en a d'autant plus de mérite de figurer parmi les bonnes équipes de rugby. Son handicap, c'est d'être le représentant d'un sport étranger à l'Amérique latine. Dans sa zone opérant des équipes comme La Barbade, l'Uruguay et le Chili, rassemblements d'amateurs aussi fanatiques que farfelus et sympathiques. Les Pumitas, les Pumas de moins de 21 ans, doivent à cette situation d'avoir battu une espèce de record, celui des points marqués dans un match, tous sports confondus: 204 à 3 contre le XV majeur du Brésil. Ils sont donc forts, les Pumas. Ils ont participé à toutes les éditions de la Coupe du monde depuis sa création en 1987. Et pour la prochaine édition, en 1999, ils ont toutes les chances de se qualifier pour les quarts de finale et de se classer ainsi au moins parmi les huit meilleures équipes du monde, même si entre les meilleures

les écarts sont grands. Traditionnellement puissants en mêlée, leur conseiller technique, Alex Willie, ancien entraîneur des All Blacks, leur a insufflé une bonne rigueur dans le jeu de soutien. Quoi qu'il en soit, ils n'ont pas gagné en France depuis six ans. C'était à Nantes déjà, c'était aussi un 14 novembre.

PHILIPPE ROCHETTE

Les deux équipes

Argentine

1. Grau, 2. Mendez, 3. Hasan, 4. Sporleder (cap.), 5. Allub, 6. Durand, 8. Camerlinckx, 9. Ruiz, 9. (m) Pichot, 10. (c) Arbizu, 11. Cortelez, 12. Gresso, 13. Simone, 14. Albanese, 15. Contepomi.

France

15. Gomes, 14. Ntamack, 13. Comba, 12. Glas, 11. Lombard, 10. (c) Aucegne, 9. (m) Carbonneau, 7. Magne, 8. T. Lièvreumont, 6. M. Lièvreumont, 5. Pelous, 4. Brouzet, 3. Tournaire, 2. Ibanez (cap.), 1. Marconnet.

Le match est retransmis en direct samedi, à 15h30, sur France 2.

Culture

Le photographe et cinéaste hollandais propose une série d'expositions à Paris et dans le Nord.

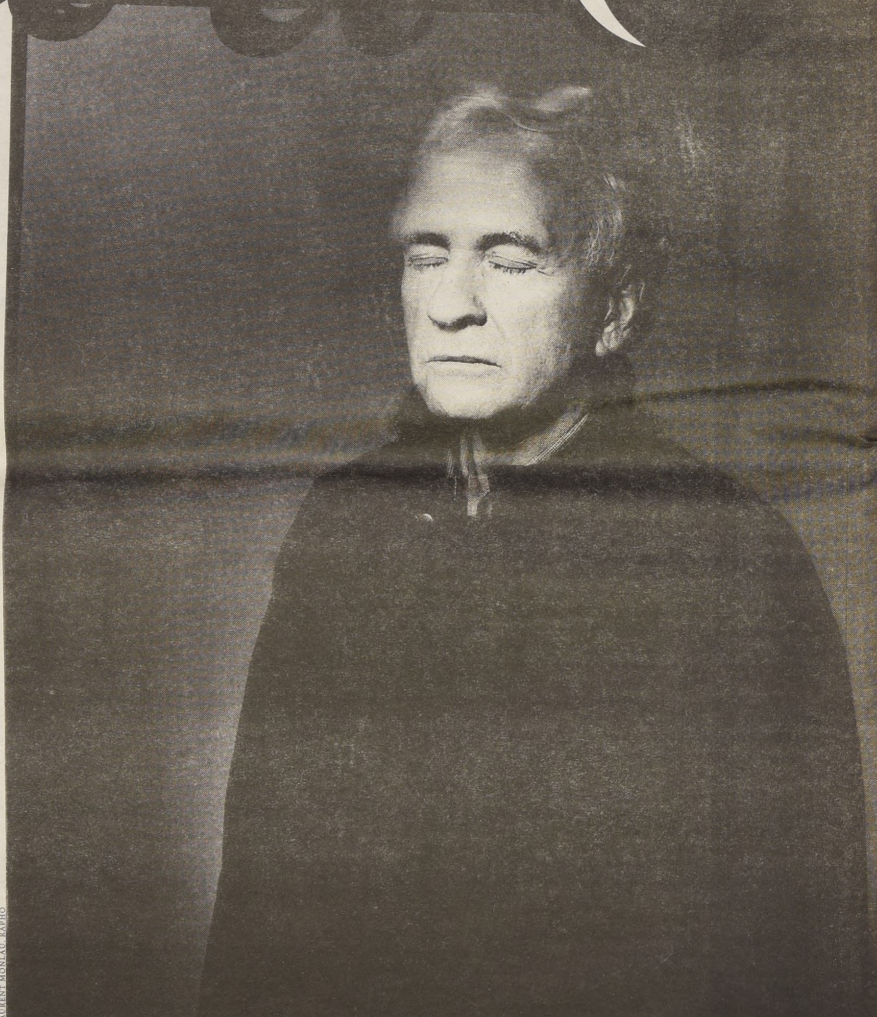
VAN DER KEUKEN VU A LA VILLE

Invité d'honneur du X^e Mois de la photo, Johan van der Keuken propose, à Paris et en province, en collaboration avec Jeroen De Vries, des manifestations rassemblées sous le titre «Le corps et la ville». Né à Amsterdam en 1938, Van der Keuken s'est d'abord signalé en 1955 à travers son travail de photographe, tel que publié dans son premier livre, justement intitulé *Nous avons 17 ans*. Critique de cinéma, il étudia la réalisation à l'Idhec, à Paris, et ne tarde pas à se faire également un nom derrière la caméra, dans le registre documentaire. Son palmarès actuel fait état de sept livres de photographies et de cinquante-huit films (tous formats confondus), dont *Big Ben*, *la Forteresse blanche*, *la Jungle plate*, *Face Value* et *Amsterdam Global Village*. **Pourquoi «le corps et la ville»?** Parce qu'il y a beaucoup de villes: Sarajevo,

New York, Jaipur, La Paz..., et qu'au centre, on trouve une série de nus allant d'une image un peu obscène à des images très tendres, volatiles. C'était pour moi le cœur hypothétique de ces expositions. Le corps résiste à la ville et survit le mieux possible. **Comment vous définiriez-vous: photographe devenu cinéaste ou cinéaste épris de photo?** Ce n'est qu'à partir de 1964 que j'ai commencé à me revendiquer cinéaste. J'avais réalisé des petits films auparavant, mais ils restaient proches de mon expérience de photographe, à portée de l'œil, de la longueur de bras. Et soudain, j'ai eu l'impression d'avoir trouvé mon type de cinéma avec *l'Enfant aveugle*. J'ai compris que, dans mon système économiquement minimaliste et tributaire de l'improvisation, je pou-

«La photo est restée un grand amour parce qu'elle est plus privée que le cinéma.»
Johan Van der Keuken

LAURENT MONHAU - RAPHO



Rétrospective photo à l'Institut néerlandais à Paris.

vais créer une émotion et bâtir quelque chose qui se tienne, sans récit unique, à partir de thèmes tournant autour de la cécité, donc de la perception. Tout en continuant à faire de la photo par plaisir, je ne me suis plus manifesté, parce que c'était trop dur de lutter sur deux fronts. Puis, au moment où j'ai commencé à connaître le succès avec mes films, on est venu me solliciter pour une exposition au musée d'Art moderne d'Amsterdam. Ce qui m'a poussé à refaire officiellement de la photographie. C'est ensuite resté un grand amour parce qu'elle est plus privée et qu'elle correspond au désir d'avoir quelque chose de dur. J'ai ●●●

CULTURE

●●● écrit quelque part : «La photo n'est rien d'autre qu'un morceau de papier qui garde l'imagination à niveau.»

Ce n'est donc pas parce qu'on fait des films que l'on est forcément cinéaste...

C'est toujours très incertain. Jusque-là, je cherchais comment faire des films qui ne dépendent pas uniquement du sujet. Je me rappelle avoir monté des petites bandes sur un solo de Charlie Parker. Je créais de la vitesse à l'image en fonction de la musique. Entre les années Idhec et 1964, je vivais de sujets que je proposais aux suppléments week-end des journaux. C'était très libre et j'avais besoin de peu d'argent. Mes films de la première époque étaient faits avec rien du tout. Et je suis assez fier qu'ils existent toujours.

Vous avez été initié à la photo par votre grand-père...

C'était un très bon photographe amateur. Instituteur socialiste, originaire du nord des Pays-Bas, une région où il existe toujours des poches communistes. Il jouait également du violon. Je me suis essayé au violoncelle, mais le résultat était catastrophique. Alors que la photographie m'a tout de suite fasciné.

Vous vous revendiquez comme autodidacte, or, vous êtes allé à l'Idhec...

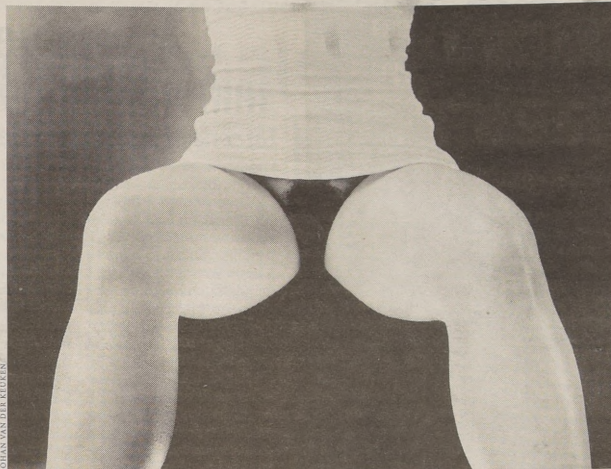
L'enseignement y était très académique. J'étais incapable de fonctionner dans cette structure. Je m'étais attendu par exemple à apprendre le maniement d'une caméra et j'ai dû y renoncer parce que je n'étais pas assez qualifié en maths et en chimie. J'ai cru longtemps que l'usage de la caméra m'était interdit. Jusqu'à ce qu'un Américain, James Blue, me détrompe. Avec lui et Derry Hall, j'ai fait un petit film, *Paris à l'aube*. J'ai quand même appris à l'Idhec le sens de l'histoire du cinéma, grâce à Jean Mitry.

Vous prétendez qu'il est difficile pour un cinéaste accompli d'avoir qu'il est toujours sous influence...

J'ai dit ça parce que, dans les années 70, alors que j'étais déjà bien établi, j'étais très influencé par les Straub. Après, j'ai réalisé qu'il me fallait conserver un certain pourcentage de moi-même dans ce que je faisais. Comme je suis aussi un improvisateur j'utilise beaucoup de matériaux impurs. Par exemple, l'une des séquences qui me satisfait le plus dans *Amsterdam Global Village* est celle de la *house*. Je la trouve rythmiquement formidable. Derrière, que les gens en soient conscients ou non, il y a toujours l'Afrique. De même, en photo, je ne m'intéressais pas vraiment à la couleur à cause de sa propension à tomber dans l'esthétisme. Jusqu'à ce que je me retrouve dans la 42^e Rue, à New York, devant des couleurs vraiment criardes, sans honte, ni retenue. J'ai donc franchi une frontière. Il est bon de continuer à être influencé même si ça passe souvent par des résistances.

Joris Ivens...

Il a été très important pour moi. C'est le



«Les Corps/ Les Nus/ Voir et ne pas voir; New York», installation photo à l'Institut néerlandais.



«Amsterdam/Deux Rues», installation photo au Fresnoy.

seul Hollandais qui était là, aux horizons lointains, participant ou témoin privilégié. Sa pratique s'est révélée ensuite complexe, mais j'ai pu apprécier cette volonté de prendre des risques, même en se trompant parfois. C'était quelq'un d'une grande humilité. Ma femme et moi avons tourné pour lui la première partie de *l'Histoire du vent*, j'ai appris à cette occasion ce que perfectionnisme voulait dire.

Votre besoin d'improvisation renvoie au jazz. Quand l'avez-vous découvert?

La révélation, c'est Parker que je découvre à 16 ans. Grâce à lui, j'ai ressenti la transition entre musique et espace. La rapidité des notes était telle, que soudainement tout devenait immobile. Comme une configuration spatiale. Parker se situait dans le cadre de l'art moderne où il y a toujours cette

transition entre les choses. Avec en même temps la volonté et l'obligation de communiquer quelque chose d'important. Aujourd'hui, en Hollande, il y a une musique improvisée très forte, qu'on ne peut plus appeler jazz, mais qui se nourrit de cette source-là. Résultat d'une collaboration entre des musiciens de différents pays. Cela donne une scène très riche. Mais depuis longtemps, je ne suis plus limité à ces musiques-là. J'écoute de la musique tout court. Classique, beaucoup, et j'ai toujours été intéressé par la musique contemporaine.

Votre filmographie est indissociable de la musique de Willem Breuker. Comment l'avez-vous rencontré?

En 1966, à l'occasion d'un vernissage du batteur Han Bennink, également graphiste. Je lui ai proposé de composer pour moi. Notre dernière collaboration remonte à 1994 et *On Animal Locomotion*. Je lui avais proposé un thème: sentiment, panique, méditation. Seulement, le dernier côté n'est pas très présent parce qu'il n'est guère médiatif. Muybridge est le premier photographe à avoir décomposé le mouvement des êtres humains et des animaux. J'ai agi comme lui. Breuker a travaillé là-dessus et ça se termine sur un plan de Sarajevo en guerre, où j'étais allé pour les besoins d'un autre film.

D'où vient votre engagement politique?

De mon grand-père peut-être. Mon père et ma mère ont effectué une ascension sociale qui les a finalement situés du côté de la droite libérale. Auteur de livres de grammaire, professeur puis directeur de lycée, mon père était un immense travailleur. Mais je sentais bien que certaines choses

nous étaient quand même interdites. Très tôt, j'ai ressenti les tensions de la société de classes. Ensuite il y a eu les expériences parisiennes: la guerre d'Algérie, l'arrivée au pouvoir de De Gaulle, le putsch des généraux, et les années 60, bien sûr.

Etes-vous quelqu'un d'optimiste?

Je l'étais autrefois quant aux possibilités de pouvoir changer quelque chose. Je le suis beaucoup moins. Il y aura toujours des mouvements qui tenteront de corriger des éléments ponctuels, mais je ne crois plus à un mouvement qui pourrait corriger l'ensemble. Pourtant, moins je suis devenu optimiste sur les grandes choses, plus je le suis sur ma propre vie. Avant, le fait que les 4/5^e de la population mondiale vivent en dessous de leur potentiel m'empêchait presque de respirer. Désormais, je continue de dénoncer ces faits mais je relativise les possibilités d'une solution globale. Il est important néanmoins de faire les bons choix. Là où il y a un mouvement en cours, on peut quand même participer, mais il serait fastidieux de penser qu'on peut tout résoudre d'un coup. En même temps, en cas d'échec, cela ne veut pas dire que la démarche est fautive. On peut encore être heureux malgré tout. Je crois donc que ce travail se justifie aussi par le plaisir qu'il apporte et que, du coup, on peut transmettre ●

Recueilli par SERGE LOUPIEN

Les images s'installent

Au Fresnoy, Studio national des arts contemporains, Tourcoing (tél.: 03 20 28 38 00). Deux installations: l'une, de neuf mètres de haut, le *Corps central*; l'autre, *Amsterdam/Deux rues*, constituée d'images filmées pendant le tournage d'*Amsterdam Global Village*. Et des films. Jusqu'au 29 novembre. **A la galerie nationale du Jeu de paume**, Paris 1^{er} (tél.: 01 47 03 12 50). Retrospective de ses films, de *Paris à l'aube* à *La Leçon de lecture*. Jusqu'au 22 novembre.

A l'Institut néerlandais, Paris 7^e (tél.: 01 53 59 12 40). Trois installations photographiques (*Les corps/ Les nus/ Voir et ne pas voir; New York/ Couleurs dans la 42^e rue; Indes/ Montage et démontage*) et une retrospective de toutes ses photographies depuis 1953. Jusqu'au 6 décembre.

A la Maison européenne de la photographie, Paris 4^e (tél.: 01 44 78 75 00). Une installation vidéo (*Derniers mots/ Ma sœur Joke*) et deux installations photographiques (*Sarajevo/ novembre 1993-novembre 1996; Amsterdam/ Deux rues*). Jusqu'au 14 février.

A la Maison de l'Amérique latine, Paris 7^e (tél.: 01 49 54 75 00). Une installation photographique et vidéo, *Bolivie/ Un jour à La Paz/ Le poids des montagnes*. Jusqu'au 22 décembre.



Festival International de la Photo Animalière et de Nature 98

20, 21, 22 Novembre à Montier-en-Der (52)

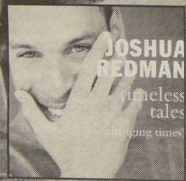
Dans le cadre du mois de la Photo - Manifestation unique en France
Expositions de Photographies, Sorties Nature, Conférences, Forum des Associations, Démonstration de matériel
Organisé par l'AFFAN «l'Or vert» - 18 rue de l'Isle - F 52220 Montier-en-Der - Tél 03 25 55 72 84



Invitation Libération

Le Printemps Haussmann et Libération vous invitent à prendre le thé avec

JOSHUA REDMAN
à Paris le samedi 21 novembre à 17h30.



nouvel album
timeless tales
(for changing times)



UN CONCERT EXCEPTIONNEL RÉSERVÉ EXCLUSIVEMENT AUX LECTEURS DE LIBÉRATION.
Pour recevoir votre invitation valable pour 2 pers. (200 au total) renvoyez ce coupon rempli à Libération-Joshua Redman 11 rue bérançer 75003 Paris.

Nom _____ Prénoms _____
Adresse _____
Abonné(e) oui non Ville _____

CULTURE

Amnesty et les langues minoritaires font danser Rennes

Un concert de chanteurs bretons a séduit 6 000 personnes.

Tant du côté des artistes que d'Amnesty International, on exulte: «C'est complet, 6 000 places vendues, on aurait pu faire le double!» Pourtant, il y a un an, quand le bureau rennais d'Amnesty a proposé de louer le Liberté - le Zenith local - pour un fest-noz de soutien, la direction nationale a crié au fou. «Tous les artistes sont bénévoles mais la soirée nous revient à 180 000 francs. Nous n'avions pas le droit de perdre de l'argent: c'est celui de nos donateurs.» Ce concert célèbre les cinquante ans de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Un des chanteurs pressentis, Yann Fañch Quemener, a proposé qu'à cette occasion soit lancé un appel pour que la France ratifie la charte européenne des langues régionales ou minoritaires de 1984. Après réflexion, Amnesty a suivi: «On a été sensibilisé à ces problèmes avec les Kurdes que nous prenons en charge quand ils sont emprisonnés pour avoir défendu leur langue.»

Jonction. L'âge moyen dans la salle est inférieur à 25 ans, avec une majorité de filles. Un minisondage confirme que ce qui a plu dans le projet, c'est la jonction Amnesty-culture bretonne. Et si les noms d'Annie

Ebrel, Erik Marchand Yann Fañch Quemener, Carré Manchot ou Gwenfol ne disent pas grand-chose à un programmeur de radio parisien, ici leur conjonction forme une belle affiche dans cette ville universitaire. Troidell, qui a levé le torchon, est justement un groupe à l'image estudiantine, filles et garçons y cohabitent sur une musique à danser sérieuse, sinon sage. Au fond de la scène figure un gigantesque Gwen ha du, le drapeau de la Bretagne. Annie Ebrel, suit, avec son groupe Dibben. Elle est entourée de musiciens chevronnés, glissant avec précaution du jazz au breton, sans rien perdre au passage.

coulisse, il semble heureux: «La génération de 70 a balayé la honte d'être breton. Aujourd'hui, si un enfant veut aller à l'école bretonne ou apprendre les instruments traditionnels, il n'y a plus de problème. La grande différence, en fait, c'est la montée du FN, et c'est parce que la culture bretonne est forte qu'il ne s'implantera jamais ici.»

«C'est parce que la culture bretonne est forte que le FN ne s'implantera jamais ici.»
Gilles Servat

Après un exposé sur Amnesty, on passe du concert au fest-noz et, au bout d'un quart d'heure, une immense chaîne se forme, ininterrompue dans son méandre giratoire.

Soutiens. Dans les coulisses du Liberté, ça discute. Ici on apporte le soutien du comité d'entreprise de Radio Armorique, là on s'inquiète que le projet de télé bretonne de Patrick Le Lay puisse se faire avec des proches de l'Opus Dei. Les clichés du bretonnant réac à la Botrel violent en éclats devant Erik Marchand, qui a enregistré son dernier CD avec des tziganes roumains: «Et dire que 80% de mes voisins ignoraient que la France refusait de signer une charte protégeant leur langue et celles des autres minorités! Moi-même, je ne l'ai appris que récemment.»

HÉLÈNE HAZERA

Mort du sociologue Niklas Luhmann

Le penseur allemand avait lancé la théorie des systèmes.

Niklas Luhmann, probablement le plus grand sociologue contemporain. Allemand né en Basse-Saxe en 1927, est mort vendredi dernier à l'âge de 71 ans. La nouvelle n'a été donnée par la famille que mercredi. Son œuvre considérable a connu un rayonnement planétaire depuis les années soixante-dix. Sauf en France, où il aura fallu attendre 1990 pour la première traduction, chez Aubier, d'Amour comme passion (Libération du 20 décembre 1990), suivie, en 1993, d'un recueil d'essais sur le droit, chez LGDJ. Cette méprise, pour ne pas dire ce dédain, est à mettre, surtout, sur le compte d'une rivalité entre la sociologie systémique de Luhmann et les écoles ayant pignon sur rue chez nous. Après des études de droit, Niklas Luhmann travaille comme fonctionnaire dans son Land natal pendant dix ans. En 1961, il est aux États-Unis, à Harvard, pour suivre les cours du sociologue fonctionnaliste américain Talcott Parsons. De retour en Allemagne, il quitte l'administration, et est nommé, en

1968, professeur de sociologie à l'université de Bielefeld, où il est resté jusqu'à sa mort. C'est en 1971 qu'éclate le cas Luhmann, à la suite d'une violente polémique avec Jürgen Habermas, sur la tâche de la sociologie. Le dernier représentant de l'école de Frankfurt, à l'époque encore marxiste, défend la fonction critique de la pensée sociologique alors que, pour son adversaire, elle doit s'en tenir à la description du système social et de son fonctionnement. De plus, Habermas conteste l'illusion objectiviste voire une déshumanisation propres, selon lui, à la «théorie des systèmes» de Luhmann, à laquelle il dénie toute validité

et de l'individualisation. Mais là où Luhmann innove, c'est quand il affirme que cette complexité peut être analysée seulement à travers des opérations de réduction. Les acteurs sociaux ne sont plus les hommes ou les groupes avec leurs besoins matériels et leurs valeurs, mais les rôles, les systèmes et l'environnement social. Leur interaction fonctionnelle se réalise selon la loi des probabilités et par les biais de «médias de communication symbolique» comme le pouvoir (l'administration), l'argent (l'économie), la vérité (le savoir scientifique) ou l'amour (la reproduction sociale). Les concepts centraux d'action, de rôle, d'attente qu'avaient formalisés Durkheim, Simmel et Weber sont destitués ainsi de toute validité descriptive. De là, la rupture qu'ont représentée l'antihumanisme et l'antihistoricisme luhmanniens. Il n'en reste pas moins que, tel un classique, Luhmann a été l'un des derniers sociologues à avoir fait valoir, face à la parcellisation et à la spécialisation des savoirs, l'exigence webérienne d'une théorie générale de la société.

JEAN-BAPTISTE MARONGIU

CULTURE

THÉÂTRE. Stanislas Nordey met en scène à Saint-Denis quatre pièces de l'Autrichien drôle, sombre et scatologique.

Schwab, drames au fond de la cuvette

Comédies barbares

Quatre pièces de Werner Schwab, m. a. de Stanislas Nordey, Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis. Jusqu'au 13 décembre. Tél.: 01 48 13 70 00.

«Le théâtre est une co-chomerie ennuyeuse où l'on peut mourir d'ennui contre paiement», a notamment écrit Werner Schwab, né à Graz en Autriche en 1958 et mort à 35 ans, fin 1993, alors que le premier de ses «dramas fécaux» avait été créé trois ans plus tôt seulement. Ce sculpteur de mots distordus, cet obnubilé douloureux et philosophe baroque n'a cessé d'osciller entre la haine et le rire. Acharné à décrire la désolation des toilettes, l'odeur d'excréments, tout comme son dégoût du pâté et des saucisses, des pigeons trotinant entre des petites merdes de chien, Werner Schwab a laissé derrière lui une œuvre théâtrale dont le succès est allé grandissant.

Enigmatique, scatologique, au fossé moraliste mais nullement méprisable pour les minables qu'il mit en piste, Schwab, après les beaux-arts, s'était retiré des années dans la campagne la plus isolée d'Autriche, guettant les paroles des paysans comme il avait observé les petites gens de Graz du sous-sol où ses parents concierges habitaient. C'est de cette langue, de sa texture même, que s'est emparé Stanislas Nordey, qui avec sa troupe, présente au Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis quatre des pièces traduites par Mike Sens et Michael Bugdan, les orfèvres qui – via la Belgique – ont réussi à transcrire l'expressionnisme schwabien (1). On peut donc, en quatre soirs (ou en un week-end) faire l'expérience de cet univers. Petit carnet de voyage.

Escalade ordinaire

«La langue a pissé sur un objet, secoue son organe urinaire pour le sécher et s'en va. L'objet imbibé

de langue reste là sans qualité. La langue, quoi qu'elle puisse être, doit se reconnaître de par elle-même comme son propre casse-croûte en chemin vers rien du tout.»

On entend ceci et bien d'autres assertions, par exemple sur les effets de la moutarde forte (balkaneseque), dans cette «farce d'asphyxie en sept affects», fable d'un combat perdu d'avance dont le héros, Helmut Combustion, chômeur, finira par se ficher le feu à lui-même.

Excédent de poids, insignifiant: amorphe

«L'enfer est comme la vie, je ne veux pas devoir vivre, je ne veux pas ma propre personne dans la maison de réclusion infernale.» Ainsi dit en pleurnichant Karli, l'un des paumés de cette pièce triste comme un tableau d'Otto

«Je me suis souvenu demandé pourquoi l'homme doit-il avoir un derrière. Ce n'est pas beau du tout, un derrière comme ça.» Schwab dans «Les Présidentes»

Dix, ou un sombre conte de Knut Hamsun. Sous-titrée «Une scène européenne», *Excédent de poids* raconte comment un couple élégant égaré à une table de brasserie populaire autrichienne se fera dévorer. La patronne du lieu contrôle peu ou prou la situation puis se laisse déborder.

La somnambulique créature dite «la Moule» promène entre bar et juke-box son vide exhibitionniste. Les époux Porcelet et Lapinette s'envoient des reproches intimes. Lesdits Jürgen, Herta et Karli ne sont guère plus structurés ni pudiques. Présentée en un contrebas spectaculaire – car visible du balcon seulement –, cette ronde de inexorable est empreinte d'inquiétante étrangeté.

Enfin mort, enfin plus de souffle

«En aucun cas de figurine je ne mettrai à un homme, même s'il s'agit d'un sous-homme, de dérober mon désespoir théâtral à mon incroyable théâtre.»

Il y a dans ce vaste et lancinant numéro de théâtre dans le théâtre un metteur en scène loquace, un poète grassouillet, un

décorateur, une comédienne de scène nationale en travesti emperuqué, un vieillissant serviteur de scène nationale, deux jeunes acteurs, une ministre, un SDF, deux retraités. Il y a surtout la femme du ménage du théâtre empêchée de bosser en rond, madame Lepen (sic), plus vitupérante encore que la fameuse madame Lucienne de Copi. Schwab dans son théâtre fait entrer des échantillons de l'humanité entière. Celle qui se gratte le crâne, avec désarroi. Drôle mais pas optimiste, Werner.

Les Présidentes

«Je me suis souvent demandé pourquoi l'homme doit-il avoir un derrière. Ce n'est pas beau du tout, un derrière comme ça. Mais les hommes n'arrêtent pas de fabriquer des derrière et s'en font des images.»

Du cul, il est beaucoup question dans *Les Présidentes*, la pièce de Schwab la plus jouée. Du cul et surtout de son contenu. Marie, l'une des trois femmes de ce huis-clos dans une cuisine, s'est trouvée une mission sur terre: déboucher les chiottes à mains nues. *Les Présidentes* baigne dans la scatologie, mais aussi dans la religion. La mise en scène de Nordey évite l'écueil du numéro d'actrices ravies de dire des gros mots. C'est un oratorio d'une parfaite sobriété: on entend chaque note. Avec un épatant final en abyme, sous le regard d'un orchestre de rock de douzième zone, dont on pressent qu'il est en phase avec le monde selon Schwab ●

MATHILDE LA BARDONNIE et RENÉ SOLIS

(1) Editions de l'Arche.



La troupe de Nordey s'est emparée de la langue de Werner Schwab, paroles de paysans autrichiens.

«334 jours de spectacles cette année»

Stanislas Nordey dirige le théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis.

Cela fait près d'un an que Stanislas Nordey s'est installé avec sa troupe au Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis. Avec un projet radical: places à 50 F (20 F pour les abonnés), ouverture 365 jours par an, contacts tous azimuts avec la population locale. Cet automne, il signe son premier spectacle dionysien.

Le cycle des «Comédies féroces» devait comporter deux pièces de Schwab et deux de Molière. Pourquoi avoir finalement fait un cycle «tout Schwab»?

Le délice s'est produit quand la veuve de Schwab est venue voir les répétitions. Nous avons mieux compris que, si la langue était l'enjeu principal de ses pièces, il fallait la défendre jusqu'au bout. J'avais une petite culpabilité vis-à-vis de Molière: un peu trop fédérateur. Là, ça a libéré tout le monde. Mais nous allons reprendre le travail sur *Tartuffe* et le *Misanthrope* et le présenter en tournée. Cette décision montre que nous sommes dans un théâtre vivant.

Avez-vous gagné un nouveau public?

Nous avons surtout élargi le public sur les franges: les gens qui venaient un peu viennent plus souvent, mais la plupart de ceux qui ne venaient jamais au théâtre continuent à ne pas venir. Toute une partie de la ville ne viendra pas, même si on prend la peine de la rencontrer. C'est pour ça que nous lançons des actions artistiques hors les murs.

Où en êtes-vous côté chiffres?

Nous avons renversé les proportions. Deux tiers des dépenses

(16,5 millions de francs) vont au budget artistique, et un tiers (9,2 millions) au fonctionnement. Nous avons divisé le budget communication par deux. Nous avons 2320 abonnés au 30 septembre, dont 45% originaires de Saint-Denis et du département. Nous avons accueilli 22000 spectateurs en neuf mois, soit une fréquentation de 70%. Nous avons doublé le nombre de spectateurs et proposé cette année 334 jours avec au moins un spectacle et plus de 420 représentations. On s'approche de l'ouverture permanente. Depuis un an, je me bats pour des aides supplémentaires.

La double casquette de directeur et de metteur en scène ne vous pèse pas?

C'est un boulot de fou. Mais je ne crois pas m'être asséché. Un truc dont je suis fier, c'est que pour 1999, j'ai d'abord programmé les autres, qu'il ne reste plus d'argent pour moi et que les actions que je vais mener, je les ferai dehors. Je trouve ça très sain.

Une déception?

Ce qu'on fait marche. Mais je pensais que ça rebondirait ailleurs plus vite. Que d'autres nous suivraient ●

Récueilli par R.S.

GARDONS L'ESPRIT TINTIN.

© HEBEL/MOULINART

Déc 1943, TOURNESOL PERD LA BOULE D'OR LES 7 BOULES DE CRISTAL
éditions casterman SALES

DADI LALANNE
l'album événement

le concert à l'OLYMPIA

double DIGIPACK
prix spécial
approuvé par GUITARIST

SORTIE LE 20 NOVEMBRE

Gruide

Qu'est-ce que je peux faire?

SOIREE

PARIS
Fonky Funk Planète
«Vivre et revivre les années 80» avec les DJ's Chabin (Média Tropical) et Fred (de l'émission Origines).
Bataclan, 50 bd Voltaire, 11e 01 45 14 35 35. Sam à partir de 23h.

ROCK

PARIS
Alexandre Variet
Avec sa silhouette dégingandée et son oeil malicieux, il vient de triompher à la Cigale en première partie de Yann Tiersen. Car outre une voix superbement timbrée et une musique plutôt léchée, ce garçon charismatique pourrait se reconverter un jour dans le comique. A voir.
Espace rencontres, Fnac St-Lazare, Pass, du Havre. 01 55 31 20 00. Sam 16h.

RIS-ORANGIS
Aston Villa
+ Anakin + Les Mains Sales.
Le Plan, 1 rue Rory Gallagher, 01 69 43 03 03. Sam 20h.

TREMBLAY-EN-FRANCE
SF & Call Us As You Wish
(fusion hardcore)
Espace Caussimon, 6 rue des Alpes, Rer B (Vert Galani), 01 48 61 09 85. 20F. Sam 20h30.

STRASBOURG
Ash + Carrie
(dim 20h30). Le concert Morcheeba et Beverly Knight de samedi est complet.
La Laiterie, 13 rue du Holmsid, 03 88 237 237.

VILLEURBANNE
Sloy
+ Virago (noise rock)
Pez Ner, 87 Cr Tolstol, 04 78 68 86 78. Sam 21h.

JAZZ

PARIS
Stefano Di Battista
(sax) avec Fabio Boltrio (tp), Rosario Bonacorso (cb), Benjamin Henocq (bat), Eric Legnini (p).
Sunset, 60 rue des Lombards, 1er, 01 40 26 46 60. Sam 22h, Et 16 e/1711.

Raul De Souza
(tb brésilien) accompagné par les Jobim's Friends.
Le Petit Opportun, 15, rue des Lavandières Ste Opportune, 1er, 01 42 36 01 36. Sam 22h30.

Erik Truffaz 4tet
+ guest au chant Nya pour 3 sets: jazz, jungle, hip hop.

Duc des Lombards, 42 rue des Lombards, 1er, 01 42 33 22 88. Sam 22h.
Et les 16, 17/11.

Rafal Neal & The Neal Brothers Blues Band
«The Louisiana Legend»
Meridien, Jazz Club Lionel Hampton, 81 bd Gouvion-St-Cyr, 17e, 01 40 68 30 42. Sam 22h30 e-0h30, jusqu'au 21/11.

Rasul Siddick & The Characters
(soul jazz). Le trompettiste américain avec James Lewis (bass), Kay Roberts (claviers), Oliver Johnson (bat), Rai F. Bonini (perc).
Cithara, 114 rue Oberkampf, 11e, 01 40 21 70 95. Sam 22h30.

Pias Johnson 4tet
Légende vivante du saxophone.
All Jazz Club, 7-11 rue St-Benoit, 6e, 01 42 61 53 53. Sam 22h30.

MANTES-LA-JOLIE
Chicago Blues Festival 98
Avec Vance Kelly (voc), John Walls (claviers), Andre McCottry (bass), Patrick McGee (bat), Zoom (voc).
John Primer (g, voc), 1^{re} partie Caravan Spirit, CAC Georges Brassens, 18 rue de Gascourt, 01 30 63 03 30. Dim 17h.

NEUILLY
Deacon Jones
(r'n'b) 18 ans de compagnonnage avec John Lee Hooker.
Maxwell Cafe, 17 bd Vital Bouhot (Ile de la latte), 01 46 24 22 00. Sam 20h30.

MASSY
Carlos Maza
(piano, guitare, flûte, percus), entouré ici par 2 musiciens brésiliens Nene (bat, percus) et Vinicius Dorin (sax, fl).
Centre Paul Bailly, 6 allée de Québec, 01 69 20 57 04. Sam 21h.

BESANCON
Carlos Ward 4tet
(sax) avec Jim Prayor (p), Chulo Gatewood (bass), Mark Prince (bat).
Théâtre, Parc du Casino, 03 81 88 55 11. Sam 20h30.

CLÉON
Nuit Around The Blues
Avec Angela Brown & ses Mighty 45 e et avant elle, Elliott Murphy.
Grand Auditorium, 1 rue du Carrel, 02 31 50 05 64. Ce soir 21h.

NEVERS
Rencontres Internationales de Jazz
Rens: 03 86 57 88 51.
Sam: Ernst Reijseger Solo (Parc des Ouches, 12h), Stephan Oliva /François Raulin «Homage à Lennie Tristano» (Auditorium Jaurès, 15h), Etienne Fioravanti «Belcanto» 4tet, inédit (Théâtre Municipal, 18h30), Caratini Jazz Ensemble (Maison de la Culture, 20h30).
Suivi de James Carter «New Quintet» (22h30).

Shiro Kuramata, c'est assez commode



Edith Scob, en revenant d'Ibsen

Design. «Pour moi, la pesanté et la gravitation doivent être éliminées si nous voulons être libres. Si l'on pouvait flotter dans l'espace, ce serait l'effondrement des hiérarchies.» Apesanté et transparence sont au cœur de l'expression poétique du plus onirique des designers, Shiro Kuramata (1934-1991), japonais amateur de chocolat chaud. De lui, l'on connaît surtout sa chaise *Miss Blanche* (1988), nid de roses flottant comme du bois sur l'eau, ou *Side 2*, sa commode en bois laqué ondulant façon femme fatale en robe du soir (1970), ou *Just in Time*, horloge minimaliste à la limite de l'invisible (1986). Conçue par Ettore Sottsass, cette exposition montre d'autres trésors, tous empreints d'une absolue finesse. Chaise, lit, verre, c'est comme si chaque création de Kuramata concrétisait un rire d'enfant, une sorte d'éclat vif, insolent, immédiat. En prime: treize encre sur papier, où l'on voit combien ce designer qui avait «le sentiment de ne pas avoir de nationalités» a inventé l'idée d'un monde hospitalier où les chats dansent avec les souris (qui n'en demandaient pas tant) ■ B. O. Musée des Arts décoratifs, 111, rue de Rivoli, 75001. 01 44 55 57 50. Jusqu'au 27/12. Catalogue.

Double Robertson

Classique. Après s'être assouplis les coudes en dirigeant *Carmen* au Met, le chef et pédagogue remarquable — on lui doit le cycle «Amériques» à la Cité de la musique — David Robertson retrouve l'Ensemble Intercontemporain pour quelques concerts. Ce dimanche, à 16h30, dans la grande salle des concerts, pour les jeunes, il dirige un ambitieux programme Wagner (*Siegfried Idyll*) et Ligeti (*Concerto de chambre*). Vendredi, l'équipée contemporaine transformera Caen en cap Canaveral, pour y recréer *Des canyons aux étoiles...*, la grande plongée intersidérale d'Olivier Messiaen dans l'Amérique des seventies ■ E. D. Cité de la musique. Dimanche 15 novembre, 16h30. 01 44 84 45 45. Caen. Théâtre, vendredi 20 novembre, 20 heures. Loc.: 02 31 30 76 20.



Philippe Croiset

Henri Texier Azur Quintet
mosaic man
nouvel album
Ecoutez et gagnez l'album de Henri Texier sur le 08 36 68 00 20
SNPC 2,23F la minute

MENEAC
Un Totem dans la nuit
Rens.: 02 97 9337 30.
Sam Rock/techno avec Misty Area, Les Glorios, Repercussions, Cornu, Useless, Wide Open Cage + DJ's Nemo, Nemeton, Coni et pour finir un p'tit djé concert avec Le Cri du 16h (dim 7h).

PARIS
Zoanet (reggae ivorien français).
New Morning, 7-9 rue des Petites Ecuries, 10e, 01 45 23 51 41. Sam 21h.

Musical Météis
Coco Malabar, Tikken Jah Faloly et Les Djelys (sam, 20h30).
Mousta, Rokia Traore (dim 19h).
Centre Wallonie-Bruxelles, 46 rue Quincampoix, 4e, 01 53 01 96 96.

Mister Hot Groove (reggae funk)
Flèche d'Or Café, 102 bis rue de Bagnole, 20e, 01 43 72 42 44. Sam 21h30.
Gloria Marcó
Chanteuse et poétesse argentine, elle a composé elle-même les tangos de son spectacle *Le Voz de la Mujer*.
Institut Finlandais, 60 rue des Ecoles, 5e, 01 40 51 89 09. 04F. Dim 21h.

Angelique Ionatos
«Chansons Nomades». Café de la Danse, 5 passage Louis Philippe, 11e, 01 47 00 57 59. Mar-sam 20h30. Jusqu'au 28/11.

L'Oiseau Délyre (groove oriental parisien)
Guinguette Pirate, quai de la Gare, 13e (BNF), 01 56 29 10 20. Sam 21h.

Bai Tango
Avec l'Orchestre La Tipica du Cuarteto Cedron. Cabaret Sauvage, 19e, 08 03 07 50 75. Dim 17h.

Noites du Brasil
Toutes les tendances musicales du Brésil avec Sandra Godoy et son groupe (faro, samba-funk, maracatu, charinho, mague-beat, etc.). Le DJ Claudio ajoutera sa patte swing.
Divan du monde, 75 rue des Martyrs, 18e, 01 43 38 70 76. Sam 23h30.

LE BOURGET
Fête brésilienne
avec Tocadina, Chocalho et Sambatuc.
1000 Jazz Club, 29 rue Guymer, 01 48 35 38 21. 40/50F. Sam 20h30.

FONTENAY-SOUS-BOIS
Johnny Clegh & Siphon Mchunu
Concert debut.
Salle Jacques Brel, 164 bd Châtelet, 4e, 01 48 75 44 88. Sam 20h30.

ST-DENIS
Kamaz
+ MCC + Le Flag. Trois groupes issus de la formation funk, Tarace Boulba.
Ligne 13, Maison de la Jeunesse, 12 place de la Résistance, 01 42 43 91 20. 50F. Sam 20h30.

LE MANS
Festival Bebop'n'roll
Pills, Ash (Irlande), Zebda, Marc EM.
Centre des Expositions (Le Forum), 02 43 78 16 03. Sam 20h.

Yutaka Sado
dirige l'Orchestre des Concerts Lamoureux Alexandre Tharaud (piano), Rachmaninov, Brahms.
Salle Pleyel, 252 rue du Fbg-St-Honoré, 8e, 01 45 61 53 00. Dim 17h45.

François Leleux (hautbois) avec Marie Hallénch (violoncelle) et Yves Rechsteiner (clavecín); Telemann, Fiala.
Théâtre des Abbesses, 31 rue des Abbesses, 01 42 74 22 77. Dim 7h.

Guide

MASSY La Bohème

Opéra en 4 tableaux de Puccini. Dir. Dominique Rouits, ms Olivier Desbordes, chef de chœur Nathalie Steinberg avec Georgina Benza (Mimi) et Evan Bowers (Rodolfo).
Opéra, 1 pl. de France, 01 60 13 13 13. Sam 20h30, dim 15h.

ARLES Week-End Schubert

Rens.: 04 90 49 56 78. Georges Pludermacher et Alain Planès (pianos) dans « Variations en la bémolle et deux sonates (sans 21h) ». Georges Pludermacher interprète les « 6 moments musicaux » et la « sonate Posthume » (dim 11h).
Le Méjan, pl. Nina Berberova.

BORDEAUX Le Directeur de Théâtre, Prima La Musica e Poi La Parola

De Mozart et Salieri interprétés par la troupe rurpe du théâtre musical de chambre de Moscou.
Opéra, place de la Comédie, 05 56 48 58 54. Sam 15h, dim 20h.

NIMES Solorio Mintz

(violon) avec Itamar Golan (piano). Au programme: Mozart, Ravel, Suck, Bloch.
Théâtre, 1 pl. de la Calade, 04 66 36 65 10. Sam 20h30.

PERPIGNAN Ajour'hui Musiques 98

Jusqu'au 23/11. Rens.: 04 68 66 34 35. Un festival où toutes les musiques se rassemblent, se répondent et s'interprenent. Sam: Orchestre de Perpignan Languedoc-Roussillon, dir. Daniel Tosi avec André Henry (trompette); Cavana, Tosi, Sockhausen (Théâtre municipal, 20h30). Nuit Acousma (rave) sous dal direction de Denis Dufour (Mediator, 22h). Dim: L'Harmonie Régionale, dir. Michel Pous; Cavanaugh, Stravinsky, Dupapin, Steckars-soliste André Henry (Auditorium du Conservatoire, 15h).

Encyclopédies des morts (le Livre des rois et des ois) de Danilo Kiss, ms Thierry Bedard. TGP Saint-Denis, 01 48 13 70 00. Mar-sam 20h30, dim 16h. Jusqu'au 29/11.

Propètes sans dieu Moïse convoque Jésus et Mahomet. Dernière création de l'Algérien Slimane Benassia. Théâtre international de langue française, la Vallée, 01 40 03 93 95. Mar-sam 20h30, dim 16h. Jusqu'au 22/11.

Places courtes de Samuel Beckett, ms Bruno Meyssat.

Do Carmo, le fado des bairros

World. Lisbonne a deux âmes, l'azulejo et le fado, dont Carlos do Carmo est le Sinatra, en plus jeune, puisqu'il n'a que 58 ans. Carlos est le fils d'une légende du genre, Lucilia do Carmo, qui avait épousé un libraire devenu prospère hôtelier. Carlos mène de front les deux métiers de ses parents. Mais, quand il chante les yeux mi-clos, le geste suppliant, sa voix de ténor métaphysique fait oublier son allure de respectable bourgeois, lui qui fut membre éminent du Parti communiste portugais. Carlos do Carmo chante le fado des bairros, quartiers populaires, libre et délié, marqué par les arabesques venues d'outre-mer.

Andri, de Loriet à Pondichéry Premières victimes de l'absurde politique culturelle de la région Rhône-Alpes soumise aux pressions du FN, et premiers soutenus par le «Petit Comité» (constitué en réaction par vingtaine de théâtres et compagnies en France), Christiane Vercel et sa C° Image Aiguisé présentent leur dernière création à Paris, réalisée avec notamment des enfants comédiens indiens.

Wozyek De Georg Buchner, ms André Engel. Théâtre de Genevilliers, 01 41 32 26 26. Mar-sam 20h30, dim 16h. Jusqu'au 19/12.

Comédies féroces Pour la première partie de ce cycle, Stanislas Nordley monte quatre textes de l'Autrichien Werner Schobav. TGP Saint-Denis, 01 48 13 70 00. Mar-ven 20h30. Intégrale sam 17h30 et 20h30, dim 16h et 19h. Jusqu'au 13/12.

Eloge d'un Ombre De Junichiro Mizuki, adaptation et mise en scène Jacques Rebottier. Théâtre Nanterre-Amandiers, Planétarium, 01 46 14 70 00. Jusqu'au 22/11.

Encyclopédies des morts (le Livre des rois et des ois) de Danilo Kiss, ms Thierry Bedard. TGP Saint-Denis, 01 48 13 70 00. Mar-sam 20h30, dim 16h. Jusqu'au 29/11.

Propètes sans dieu Moïse convoque Jésus et Mahomet. Dernière création de l'Algérien Slimane Benassia. Théâtre international de langue française, la Vallée, 01 40 03 93 95. Mar-sam 20h30, dim 16h. Jusqu'au 22/11.

Places courtes de Samuel Beckett, ms Bruno Meyssat.

Non Mano, tu n'es pas Solo!

Chanson. Vous êtes à l'affût des bonnes nouvelles? En voilà une: Mano Solo, qui a dû annuler ses concerts à Paris l'année dernière, arpenté à nouveau les scènes provinciales avant de retrouver son public parisien. Le pouibot maudit de notre fin de siècle est à nouveau sur pied. Et son impact scénique est réel: Mano Solo, peintre, littérateur, musicien, révolté égoïcentrique, humoriste grinçant, est pétri d'esthétisme, lui qui récitait sur les planches le «*l'infuser mon venin ma chère*», de Baudelaire. L'émotion n'est jamais livrée brute, mais polie, mise en scène, distancée... et emballée d'orchestrations chiadées. Ce qui n'empêche pas les yeux de s'embruier à l'occasion.

Aaaaaarrggghhh, Napalm Death revient

Metal. Radical antidote à la torpeur dominicale, Napalm Death de Birmingham propage depuis plus d'une décennie son metal extrême à la limite de l'inaudible pour un public restreint mais fervent, et radine à l'occasion de la sortie d'un nouvel album de bruit un chouïa moins ultime qu'à l'accoutumée, *Words From the Exit Wound*.

Encyclopédies des morts (le Livre des rois et des ois) de Danilo Kiss, ms Thierry Bedard. TGP Saint-Denis, 01 48 13 70 00. Mar-sam 20h30, dim 16h. Jusqu'au 29/11.

Propètes sans dieu Moïse convoque Jésus et Mahomet. Dernière création de l'Algérien Slimane Benassia. Théâtre international de langue française, la Vallée, 01 40 03 93 95. Mar-sam 20h30, dim 16h. Jusqu'au 22/11.

Places courtes de Samuel Beckett, ms Bruno Meyssat.



Mano Solo, tu n'es pas Solo!

Saint-Etienne, palais des Spectacles, le 14 novembre. Grenoble, Sursum, le 16. Dijon, Forum, le 17. Caen, Zénith, le 19. Brest, Quartz, le 21. Nantes, Cité des congrès, le 23. Rennes, Liberté, le 24. Orléans, Zénith, le 28. Paris, Théâtre de la Mutualité, du 1^{er} décembre au 4 décembre. Dernier album chez East West.

Caen, Zénith, samedi, 20h30. Rés.: 02 31 74 00 30.

Omar Bachir, histoire d'oud

World. Munir Bachir est mort l'année dernière. Ce virtuose irakien avait fait connaître l'oud, cet instrument roi de la musique arabe, au monde occidental et surtout au public français. Il a osé en faire un instrument soliste de récital (cette tradition n'existe pas dans la musique arabe). Son art a fait école depuis. Ce samedi, Omar Bachir, son fils et unique disciple, lui rend un hommage émouvant. Il perpétue ainsi toute une tradition familiale, puisque son oncle Jamil (disparu lui il y a plusieurs années) faisait courir les mélomanes de tout l'Irak avec ses improvisations étourdissantes. Mais Omar, né dans une double culture, orientale par son père et occidentale par sa mère, possède plus loin le métissage: son toucher évoque celui de quelques figures de la guitare jazz telles qu'Al di Meola ou John McLaughlin.



À la limite de l'inaudible...

Maison des cultures du monde, 101, bd Raspail, V^e. Samedi, 20h30. 01 45 44 72 30.

Rouge comme la Normandie québécoise

Folklore. Mes souliers sont rouges — incipit de plusieurs chansons communes au folklore français et québécois — est le nom d'un vaillant petit groupe normand, dont les cinq chanteurs-musiciens, formés dans les spectacles pour enfants, ou du folk normand, sont passés adeptes de la musique traditionnelle... québécoise. Fondé en 1992, le groupe a derrière lui deux albums, dont le dernier (*L'Autre Distribution*) a été enregistré dans le studio de Denis Fréchette, le pianiste de la Bottine souriante. On a déjà vu plusieurs fois Mes souliers sont rouges à Paris, dans un circuit semi-confidentiel. A Caen, ils rempliront sans problème le Zénith.

Caen, Zénith, samedi, 20h30. Rés.: 02 31 74 00 30.

Caen, Zénith, samedi, 20h30. Rés.: 02 31 74 00 30.

Caen, Zénith, samedi, 20h30. Rés.: 02 31 74 00 30.

LES BAS-FONDS

De Maxime Gorki, ms Yamina Hachemi. *L'Avant Moderne Parisien, 18e, 01 42 52 09 14. Lun et mar 20h30, dim 17h. Jusqu'au 24/11.*

LES VISAGES

D'Hubert Colas, ms Judith Caen et Rachida Brakni. *Aktion Théâtre, 11e, 01 43 38 74 62. Lun, mar 21h30, dim 14h. Jusqu'au 29/12.*

L'ENFANT, le Bache-l'ier, l'Insaugé

Trilogie adaptée des romans de Jules Valles, ms Jeanne Champagne. *Théâtre du Chaudron, Cartoucherie, 01 43 28 97 04. Mar-sam 20h, dim 16h. En alternance, jusqu'au 28/11.*

Hop! Éra

L'art lyrique détourné par Jordi Puri et Toni Alba, avec un savoir-faire rare sans maïseries, sur un tempo fou. *Théâtre Tristan Bernard, 64 rue du Rocher, 8e, 01 45 22 08 40. Lun-sam 21h.*

DIJON Pour un oui ou pour un non,

de Nathalie Sarraute, ms Jacques Lassalle. *TNDB, 03 80 30 12 12. Jusqu'au 14/11.*

MONTLUÇON La Carriole.

Brien, le fainéant deux spectacles de la C° rennaise dirigée par Isabelle Tanguy, la Carriole. *Rens.: 04 70 03 86 18. Jusqu'au 20/11.*

RENNES Orphéon,

dernière création de François Tanguy. *Camperment, St-Jacques de la Lande, 02 99 31 12 31. Jusqu'au 14/11.*

VAUX-EN-VELIN Divagations régionales,

création de la C° Lézard Dramatique. *Centre Charlie Chaplin, 04 72 04 81 18. 20h30. Les 14, 19, 20 et 21/11.*

VILLEURBANNE Questa sera si recita a soggetto

Se ont en improvisé de Luigi Pirandello, mise en scène Luca Ranconi. *En italien. TNP, 04 78 03 30 50. Jusqu'au 15/11.*

GENÈVE Dom Juan

De Molière, ms Brigitte Jacques. *Comité de Genève, 022 320 50 01. Jusqu'au 21/11.*

CIRQUE

PARIS Cirque Tzigane

Romanes. Une véritable cour des miracles sur des airs de musique tzigane. **B. D.**

Sous chapiteau. Passage

La Thuille. M^e Place de Chchy, 01 43 87 16 38. 50h 100F. En novembre 15h et 20h30, ven 20h30, sam 15h et 20h30, dim 15h et 17h.

LES ACROSTICHES

Premier spectacle à Paris de cet trio toulousain, acrobatic et burlesque, avec «Personnellement vôtre». *Le Ranelagh, 01 42 88 64 44. Mar-sam 21h, dim 17h.*

VALENCE Filao,

spectacle de cirque inspiré du «Bavari perchés» d'Italo Calvino, par les Colporteurs satiriques et musiciens.

Sous chapiteau. Parc des expositions,

04 75 78 41 71. Jusqu'au 17/11.

DANSE

PARIS Bill T. Jones

«We Set out Early... Visibility Was Poor». Maison des Arts de Créteil, 01 45 13 19 19. Dernière spect 21h.

Workshops

Compagnia Pendiente Ana Luilata & Mercedes Recacha (Barcelone). *Le Regard du Cygne, 210 rue de Belleville, 20e, 01 43 58 55 93. Jusqu'au 15/11.*

Iles de danses

Jusqu'au 6/12. A signaler: Dominique Boivin (sam 20h30, Espace TDL, Longjumeau, 01 69 09 40 77).

Lionel Hoche (sam 19h30, Maison des Arts de Créteil, 01 45 13 19 19).

Daniel Larrieu (sam 20h45, la Piscine, Chateauboulay, 01 46 61 36 67).

Maguy Marin (sam 21h, Espace Carné, St-Michel sur Orge, 01 69 04 98 33).

ASNIERES Un ciel de traîne

spectacle chorégraphique dirigé par Jean-Marc Hoolbecq. *Studio-Théâtre, 01 47 90 95 33. Sam 20h30, dim 15h.*

LE BLANC-MESNIL Toméu Vergès

«Asphyxies». *Forum culturel, 01 48 14 22 22. Sam 21h.*

LYON DV8 Physical Theatre

«Enter Achilles». Maison de la Danse, 04 72 78 18 00. Sam 20h30.

STRASBOURG Mats Ek

«La Belle au bois dormant», par le Cullberg Ballet. *Le Maillon, 03 88 75 48 23. Jusqu'au 15/11.*

NIMES Le Mois de la danse

Jusqu'au 20/12. Rens.: 04 66 36 65 10. Places courtes de Christiane Marciano (sam 20h30, Odeon).

THEATRE

PARIS Festival d'Automne

Jusqu'au 22/12. Rens.: 01 53 45 17 00. Iphigénie au Tauris de Goethe, mise en scène Klaus Michael Grüber. En allemand MC93 Bobigny, 01 41 60 72 72. M^e Bobigny Pablo Picasso, Du 14/11 au 18/11. Patrice Chéreau dirige un atelier avec les élèves de troisième année du Conservatoire.

PARIS nova 101.5

ANGERS nova 89.6

MONTPELLIER nova 92.4

Radio nova SPÉCIAL WEEK-END

Samedi 14 à midi : SIGNÉ CHAPIER
Henry Chapier cuisine Claude Lelouch.

Dimanche 15 à 18h : «TE DI LA VIDA ENTERA»
ZOÉ VALDÉS, SUR CANAPÉ MANBO.
Ballade indiscreète avec l'écrivain cubain, sur fond de «Bande originale»
du livre «La Douleur du Dollar». Réalisation : Isabelle Gornet et Rémi Kolpa Kopoul.

SELECTION DISQUES

Jazz

Albert Ayler
Live In
Greenwich Village
The Complete
Impulse Recordings
(Impulse/Universal)

Marion Brown
Three For Shepp
(Impulse/Universal)



Three
for
Shepp
Marion
Brown

Alice Coltrane
A Monastic Trio
(Impulse/Universal)

Dewey Redman
The Ear Of The Behearer
(Impulse/Universal)

Sam Rivers Trio
Live
(Impulse/Universal)

Pharoah Sanders
Sumnum Bukman Umyun
(Impulse/Universal)

Archie Shepp
The Way Ahead
(Impulse/Universal)

**The Cecil Taylor Unit-
Roswell Rudd Sextet**
Mixed
(Impulse/Universal)

Eu égard au succès européen (et japonais) des deux précédentes livraisons de rééditions Impulse! en budget digipack concoctées par le producteur (et réanimateur du label) Tommy LiPuma, Universal Records commercialise aujourd'hui une nouvelle fournée de chefs-d'œuvre, sous forme de huit CD's (dont un double) illustrant la branche la plus radicale d'un catalogue qui fit en son temps, grâce en particulier à la personnalité de son leader John Coltrane, les beaux jours des amateurs de free jazz. Débarrassés du souci de plaire au marché américain, qui a oublié depuis belle lurette jusqu'aux noms de Marion Brown, de Dewey Redman et même d'Archie Shepp, les responsables de cette opération ont en effet choisi de rééditer douze albums (le Ayler regroupe trois LP's et un Cecil Taylor, originellement publié sous le nom de Gil Evans, a été couplé avec le *Everywhere* de Roswell Rudd) parmi les moins «accessibles» jamais enregistrés, à la fin des

années soixante et au début des *seventies*, pour le compte de la compagnie phonographique dirigée à l'époque par Bob Thiele. Bref de quoi satisfaire les plus exigeants des maniaques français, allemands et nippons, qui cherchent frénétiquement (et la plupart du temps en vain) depuis deux décennies les originaux vinyles des pièces ici sélectionnées. Nous ne ferons donc pas l'injure au lecteur jazzophile de distinguer un seul de ces CD's tant, à l'exception peut-être du Alice Coltrane un brin anecdotique (encore que la présence au côté de la veuve harpiste, des Pharoah Sanders, Jimmy Garrison et autres Rashied Ali ne soit pas à dédaigner), ceux-ci apparaissent indispensables pour qui prétend comprendre l'évolution d'une musique alors profondément empreinte de liberté formelle et porteuse des espoirs et des revendications de toute une communauté en pleine «shaftisation». Signalons simplement que les Rivers en trio



SAM
RIVERS
TRIO
LIVE

(avec Cecil McBee ou Arild Andersen ou Lewis Worrell à la contrebasse et Barry Altschul à la batterie) et le Marion Brown (avec Grachan Moncur III au trombone, Dave Burrell et Stanley Cowell au piano, Sirone à la contrebasse, Bobby Capp et Beaver Harris aux percussions) sont deux raretés; et que l'espèce d'incandescence épidémique provoquée par l'audition de l'exposé des thèmes (*Truth Is Marching In, Spirits Rejoice, For John Coltrane, etc.*) interprétés par les différentes formations rassemblées par Albert Ayler (Don Ayler à la trompette, George Steele au trombone, Joel Freedman au violoncelle, Michel Sampson au violon, Bill Folwell, Alan Silva, Henry Grimes et Lewis Worrell à la contrebasse, Beaver Harris et Sunny Murray à la batterie) n'a jamais trouvée, hélas, son équivalent depuis ●

S. L.

Chanson

Charles Aznavour
Jazznavor (EMI)
Hasard? Cet album sort en France alors qu'Aznavour chante aux USA devant des salles comblées (quinze soirées supplémentaires à Broadway). Aznavour et le jazz est loin d'être un mariage forcé: ses débuts, du temps de Roche et Aznavour, de *Feutre tapé* en *Pour faire une jam*, étaient



marqués du rythme et des harmonies américaines. Mais ce ne sont pas ces morceaux d'une jeunesse trépidante qu'a choisi de revisiter le petit grand Charles: il a préféré confronter le jazz à la chanson. Pierre Drevet, l'arrangeur, avait-t-il en tête les classiques arrangements de Bill Evans ou Quincy Jones pour Sinatra? Cela paraît évident lorsque les cuivres et le piano se répondent pour *Dormir avec vous madame* ou *J'aime Paris au mois de mai* (la réponse au *Love Paris* de Cole Porter). Ici, c'est middle jazz clinquant, là, le jazz flirte avec la bossa-nova, la salsa... A côté des morceaux à grands effets d'orchestration, on trouve des recherches plus difficiles. Sur *Aux creux de mon épaule*, chanson intimiste, les balais discrets de Paul Cécarrélli, l'orgue d'Eddy Louiss, la guitare de Sylvain Luc, Galliano à l'accordina, soufflent sur la braise des mots, quand on pouvait craindre au contraire des virtuosités étouffantes. Les soli d'un Jacky Terrasson (*Ce sacré piano*), d'un Michel Petruccianni (*De l'avoir aimé, Tu l'laisses aller*) ne nuit jamais au texte, à sa dramaturgie. De même Diane Reeves, qui donne la réplique en anglais, ne tire jamais la couverture à elle, n'entraîne jamais la chanson dans une dentelle superflatoire. Ici le jazz se plie aux contraintes de la chanson: les mots d'abord, en anglais ou en français. Et quand Aznavour chante dans la langue de Sinatra, il laisse percer l'accent français si apprécié outre-Atlantique, tout en marquant l'accent tonique au bon endroit (ce qui est beaucoup plus important pour la compréhension des anglophones que l'accent proprement dit). A soixante dix berges passées, Aznavour montre une pugnacité vocale étonnante (et ne s'abaisse pas à singer les

Classique

Jean-Pierre Baragioli
52 Filis tendus
Orchestre philharmonique de chambre de Lettonie
(Daphné)

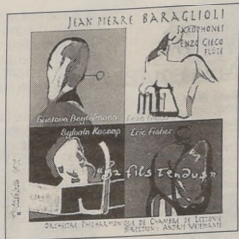
Anthony Braxton
Compositions n°10 et n°16
Guillermo Gregorio (sax.) (Hat Hut Records)

Xasax
Ars subtilior
Œuvres d'Hugues Dufourt, Henri Pousseur, etc. (Hat Hut Records)

Les frontières ne sont plus ce qu'elles étaient, chez messieurs les diplomates mais aussi entre les genres musicaux et à l'intérieur de ceux-ci. Et, parmi les passe-frontière, il n'est sans doute pas surprenant de retrouver souvent le saxophone, que sa ductilité propre, mais aussi son histoire atypique semble désigner aux fonctions de *cross-over*. Jean-Pierre Baragioli tient la partie soliste d'œuvres pour saxo et orchestre de chambre commandées à quatre amis compositeurs. Parmi ceux-ci, Sylvain Kassap et Eric Fischer ont un pied dans le jazz et la musique improvisée, l'autre dans la composition. Dans l'un et l'autre morceau, l'interprète garde quelque chose de la liberté d'allure d'un jazzman mais à l'intérieur d'une réserve propre à la musique notée ce qui souligne son plein et propre. La même objectivation d'émotions reprises au registre du jazz se retrouve, en plus âpre, dans la transcription par Art Lange, pour un quintette emmené par le saxophoniste Guillermo Gregorio, de compositions d'Anthony Braxton. Celles-ci enregistraient, voici un quart de siècle et du côté «musique

improvisée», le choc auditif des techniques de compositions contemporaines. Cette fois-ci, le *cross-over* fonctionne dans l'autre sens. L'agressivité de Braxton se retrouve dans le démemberment du discours musical dont la déliaison est contenue par une sorte de glaciation mentale. Cette synthèse paradoxale annonce-t-elle, comme le dit Braxton, la «plate-forme vibratoire du prochain siècle»? Le même petit label suisse spécialisé dans la création de confins publie un ensemble de compositions «classiques-contemporaines» pour quatuor de saxophones, entrecroisées de transcriptions de Jacob de Senleches (circa 1390). Dans ces pièces d'humeur contrastée, soit réveuse comme la *Vie sur les jardins interdits* de Pousseur, soit lyrico-incantatoires de l'Argentin Kukzer, s'entendent peut-être le mieux les ressources extrêmement malléables de la famille musicale des saxophones et ce qui les voue au rôle très actuel de «pont» — à la fois ce qui relie les rives et permet de passer de l'autre côté. Les saxophonistes du quatuor Xasax savent en tout cas lier la liberté de ton de l'improvisateur à la rigueur du chambriste ●

GERARD DUPUY



ténors du jazz... tout reste dans la nuance). Il a su s'adapter aux changements de sa voix qui a blanchit un peu, comme ses cheveux. En se replongeant dans les CD's de son intégrale, on remarque que la hargne a cédé la place à une petite tristesse supplémentaire dans la voix de celui qui, selon Cocteau, «avait rendu le désespoir populaire». Jazz ou pas, Aznavour chante toujours aussi carré en studio, comme s'il n'y avait que le public pour sortir de lui des variations orientalisantes pour orner les mélodies de son ami Garvarentz.

Nilda Fernandez

Nina bonita (Mio)
Bi, sinon trilingue (avec le catalan), Nilda Fernandez rencontre actuellement plus de succès en Amérique latine qu'en Espagne: et c'est surtout à destination d'outre-Atlantique qu'est destiné cet album, offrant un peu plus qu'une traduction du précédent album français, même s'il a été enregistré en même temps. On retrouve le même mélange de pop, de salsa et de classique (nappes de violons), on apprécie les nuances vocales différentes de cette voix si déterminée dans l'indétermination quand elle passe d'une langue à l'autre: en castillan, Nilda sonne plus suave, plus doux. Qui s'en plaindrait? ●

HELENE HAZERA

JEWEL
SPIRIT

Après avoir vendu 10 millions d'exemplaires de "PIECES OF YOU", Jewel revient avec un magnifique 2^e album.

DÉCOUVREZ "SPIRIT" ET VOUS COMPRENDREZ POURQUOI SON CHARME, SA VOIX ET SES MÉLODIES ONT ENVOÛTÉ LE MONDE.

Pour l'achat du CD de Jewel, votre magasin vous offre un CD 2 autres* hors-commerce.

SW 45 STARTER

WEBSITE: <http://www.atlantic-records.com> <http://www.jewel.com>

* dans la limite des stocks disponibles

SELECTION CINEMA Paris

Nouveautés

Best Men

1997. 1h26. Américain de Tamara Davis. Sean Patrick Flanery, Dean Cain, Drew Barrymore, Andy Dick. Certains comprennent des voitures, d'autres des films. Mais qui rêve de voir l'enfant monstrueux de «Dinner et d'un après-midi de chiens» ? VO 1er Gaumont les Halles (08 36 68 75 55); 10h45 12h40 14h35 16h30 18h25 20h20 22h.

Dancer, Texas (le rêve de la ville)

1998. 1h38. Américain de Tim McCanlies. Breckin Meyer, Peter Facinelli, Ethan Embry, Eddie Mills. VO 1er Gaumont les Halles (08 36 68 75 55); 11h30 13h35 15h30 17h45 19h50 21h55. 5e Le Quartier Latin (ex-Utopia) (08 36 68 75 55); 14h (sf mer sam dim) 16h 18h 20h 22h. 8e Elysées-Lincoln (08 36 68 81 07 + resa); 13h50 16h40 18h30 20h15 22h05. 14e Sept Parnassiens (08 36 68 81 07 + resa); 11h (sf mar) 12h50 14h40 16h30 18h20 20h 22h.

Elizabeth

1998. 2h04. Britannique de Shekhar Kapur. Cate Blanchett, Geoffrey Rush, Christopher Eccleston, Joseph Fiennes. Curry historique et curieuse mystérieuse. Pour le casting mondial qui nous voit Vincent Cassel en duchesse d'Anjou à Canton en collette. VO 1er UGC Ciné Cité Les Halles (08 36 68 75 55); 9h20 11h50 14h20 16h50 19h25 22h.

2e Gaumont Opéra

Premier (08 36 68 75 55); 13h35 16h10 19h10 21h55 - sam + 0h10. 6e UGC Danton (08 36 68 81 07 + resa); 13h40 16h15 19h20 21h55 - sam + 0h30. 6e UGC Rotonde (08 36 68 81 07); 14h 16h35 19h15 21h50. 8e UGC Champs-Elysées (08 36 68 81 07); 14h 16h35 19h10 21h45 - sam + 0h10. 13e Gaumont Grand Ecran Italie (08 36 68 75 55); 14h 16h35 19h10 21h45. 14e Gaumont Alesia (08 36 68 75 55); 14h 16h40 19h20 22h - sam + 0h40. 15e MK2 Beaugrenelle (08 36 68 75 55); 14h05 16h40 19h15 21h50 - sam dim + 11h05. 18e Pathé Wepler (08 36 68 75 55); 14h 16h40 19h20 22h. VF 8e Saint-Lazare Pasquier (08 36 68 04 72 + resa); 12h (sf mer dim) 14h10 16h35 19h10 21h30.

Fourmiz

1998. 1h19. Américain de Eric Darnell et Tim Johnson.

C'est bien connu: le carreau crouste et la journée est longue. Régrézi malzok. VO 1er UGC Ciné Cité Les Halles (08 36 68 75 55); 2 salles: 9h20 11h10 13h 14h50 16h40 18h30 20h20 22h10 - 9h40 11h30 13h20 15h10 17h30 18h50 20h40 22h30. 3e MK2 Beaubourg (08 36 68 81 07); 11h30 13h30 15h10 17h 18h50 20h40 22h.

5e Action Ecoles (08 36 68 05 98); 14h 15h40 17h20 19h 20h40 22h20. 15e Le Champ (08 36 68 69 21); 11h50 13h25 15h 16h30 18h 19h30 21h 22h30. 6e MK2 Odéon (08 36 68 12); 13h45 15h30 17h15 19h 20h45 22h30 - sam + 11h50 0h20 - dim + 11h50. 8e Gaumont Marignan (08 36 68 75 55); 14h 16h 18h 20h 22h - sam + 0h20. 8e UGC George V (08 36 68 81 07); 10h40 12h30 14h20 16h15 18h15 20h15 22h15 - sam + 0h05. 9e Les 5 Caumartin (08 36 68 81 07 + resa); 12h10 13h50 15h30 17h10 18h50 20h30 22h10. 9e Max Linder Panorama (08 36 68 75 55); 12h 13h45 15h30 17h15 19h 20h45 22h30. 9e UGC Opéra (08 36 68 75 55); 13h05 14h50 16h40 18h30 20h20 22h10. 11e Majestic Bastille (08 36 68 48 56 + resa); 13h45 15h30 17h20 19h05 20h50 22h30. 12e MK2 Nation (08 36 68 04 72 + resa); 13h10 15h 16h50 18h40 20h30 22h20 - mer sam dim + 11h. 13e Gaumont Grand Ecran Italie (08 36 68 75 55); 13h 14h55 16h50 18h45 20h40 22h35 - lun 13h 14h55 univ. 14e Sept Parnassiens (08 36 68 81 07 + resa); 11h (sf mar) 12h35 14h10 15h50 17h25 19h 20h35 22h10. 15e MK2 Beaugrenelle (08 36 68 69 24); 13h20 15h10 17h 18h50 20h40 22h25 - sam dim + 11h20. 18e Pathé Wepler (08 36 68 75 55); 11h 13h30 15h30 17h30 19h30 21h30 - sam + 24h. 19e MK2 Quai de Seine (08 36 68 81 07); 13h30 15h15 17h 18h45 20h30 22h15 - sam dim + 11h30 22h. VF 2e Rex (08 36 68 05 96 + resa); 10h35 12h30 14h25 16h20 18h15 20h15 22h10. 6e UGC Montparnasse (08 36 68 81 07); 10h45 12h35 14h25 16h25 18h15 20h05 21h55 - sam + 23h55. 8e Saint-Lazare Pasquier (08 36 68 04 72 + resa); 12h30 (sf mer dim) 13h50 15h25 17h 18h35 20h10 21h40. 9e Paramount Opéra (08 36 68 81 09 + resa); 13h30 15h15 17h 18h45 20h30 22h15 17h. 10e Paramount Opéra (08 36 68 81 09 + resa); 13h30 15h15 17h 18h45 20h30 22h15 17h. 11e UGC Gobelins (08 36 68 81 07); 13h15 15h 16h45 18h30 20h15 22h. 13e UGC Gobelins (08 36 68 81 07); 12h50 14h40 16h30 18h20 20h15 22h10 - sam + 24h. 14e Gaumont Parnasse (08 36 68 75 55); 11h VF 2e Rex (08 36 68 05 96 + resa); Grand Rex: sam dim 9h 11h15 13h30 15h50 18h10 20h20 22h25. 15h Mar 11h15 13h30 15h50 18h10 20h20 22h25. 16h 18h10 20h20 22h30.

Cameron Diaz, Ben Stiller, Matt Dillon, Lee Evans. **Vivelle en spray. Vivelle en spray: sculptez vos cheveux! On achète.** VO 1er UGC Ciné Cité Les Halles (08 36 68 75 55); 2 salles: 9h40 12h10 14h40 17h10 19h40 22h10 - 9h20 11h50 14h20 16h50 19h20 21h50. 6e UGC Odéon (08 36 68 58); 12h50 15h10 17h30 19h50 22h10 - sam + 0h30. 8e Gaumont Ambassade (08 36 68 75 55); 13h45 16h20 19h30 22h10 - sam + 0h45. 8e UGC Normandie (08 36 68 58 + resa); 13h05 15h25 17h45 20h05 22h25 - sam + 0h45. 9e UGC Opéra (08 36 68 58); 13h 15h20 17h40 20h 22h20. 11e La Bastille (01 43 07 48 60); 13h20 16h 18h30 21h - sam + 23h30. 13e Gaumont Gobelins (ex. Fauvette) (08 36 68 75 55); 13h50 16h30 19h 21h35 - sam + 0h10. 14e Gaumont Parnasse (08 36 68 75 55); 10h35 13h 15h20 17h40 20h05 22h25 - sam + 0h45. 15e MK2 Beaugrenelle (08 36 68 69 24); 12h50 15h10 17h30 19h50 22h10 - sam dim + 10h20. 17e UGC Maillot (08 36 68 58); 13h05 15h25 17h45 20h05 22h25. VF 2e Rex (08 36 68 05 96 + resa); 11h15 13h50 16h25 19h 21h35. 6e UGC Montparnasse (08 36 68 81 07); 10h25 12h45 15h05 17h25 19h45 22h05 - sam + 0h30. 8e St-Lazare Pasquier (08 36 68 04 72 + resa); 12h10 (sf mer dim) 14h05 16h25 18h45 21h05. 9e Paramount Opéra (08 36 68 81 09 + resa); 14h 16h30 19h 21h35 - sam + 0h05. 12e UGC Lyon-Bastille (08 36 68 81 07); 12h50 15h10 17h30 19h50 22h10. 13e UGC Gobelins (08 36 68 81 07); 12h40 15h 16h20 19h40 22h - sam + 0h20. 14e Mistral (08 36 68 04 73 + resa); 13h20 15h35 17h45 20h 22h10. 15e UGC Convention (08 36 68 58); 13h 15h25 17h50 20h15 22h35. 18e Pathé Wepler (08 36 68 12h); 10h40 13h45 16h20 19h25 22h - sam + 0h30. 20e MK2 Gambetta (08 36 68 04 72 + resa); 10h40 13h45 16h20 19h25 22h - sam + 0h30. 20e MK2 Gambetta (08 36 68 04 72 + resa); 10h40 13h45 16h20 19h25 22h - mer sam dim + 10h30.

Mulan

1998. 1h27. Américain de Tony Bancroft et Barry Cook. **L'empire Disney enfin parvenu à pied par la Chine.** VF 2e Rex (08 36 68 05 96 + resa); Grand Rex: sam dim 9h 11h15 13h30 15h50 18h10 20h20 22h25. 15h Mar 11h15 13h30 15h50 18h10 20h20 22h25. 16h 18h10 20h20 22h30.

Exclusivités

A vendre 1997 (Fr.). L. Masson. 200 francs la pipe, 40 bulles la place. Deux contraires et film d'époque. 5e Epée de Bois (08 36 68 07 52); 15e Grand Pavois (08 36 68 81 04).



Donovan enchante les enfants avec sa curieuse flûte à six cordes.

Un Demy savoureux pour le goûter

Les enfants ont bien de la chance, qui peuvent voir ce samedi l'un des films les plus rares de Jacques Demy, *Le Joueur de flûte (The Pied Piper of Hamelin)*. Programmé dans le cadre du «Samedi des enfants» de la ci-devant Bibliothèque de Paris, relecté, dans un accès déliant d'imaginaire échevelé, «Forum des images», *Le Joueur de flûte* n'a plus jamais été exploité en France, pour d'obscures raisons de droits. Au générique de cette production britannique tournée en 1971: Donovan (oui-oui, le fouleux), Donald Pleasance et un certain John Hurt, alors quasi jeune homme. Âge minimum recommandé: 8 ans, surtout à cause des sous-titres (v.o. anglaise sous-titrée en français). Un goûter, comme chaque samedi, suivra la séance. Parents tolérés ●

Forum des images, 2 Grande Galerie, Nouveau Forum des Halles, Porte Saint-Etienne, 75001, Samedi à 14h30. Rens. 01 44 76 62 00 ou <http://www.forum.vdf.fr>

SELECTION OFFICIELLE CANNES 1998

Marin Karmiz présente

CLARE DOLAN

un film de Lodge Kerrigan

Katrin Cartledge,
Vincent D'Onofrio
et Colm Meaney

LE 18 NOVEMBRE

Libération

VO 1er UGC Ciné Cité Les Halles (08 36 68 75 55); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 2e Gaumont Opéra (08 36 68 75 55); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 3e UGC Convention (08 36 68 58); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 4e UGC Normandie (08 36 68 58 + resa); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 5e UGC Opéra (08 36 68 75 55); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 6e UGC Montparnasse (08 36 68 81 07); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 7e UGC Convention (08 36 68 58); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 8e UGC Normandie (08 36 68 58 + resa); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 9e UGC Opéra (08 36 68 75 55); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 10e UGC Convention (08 36 68 58); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 11e UGC Normandie (08 36 68 58 + resa); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 12e UGC Opéra (08 36 68 75 55); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 13e UGC Convention (08 36 68 58); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 14e UGC Normandie (08 36 68 58 + resa); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 15e UGC Opéra (08 36 68 75 55); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 16e UGC Convention (08 36 68 58); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 17e UGC Normandie (08 36 68 58 + resa); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 18e UGC Opéra (08 36 68 75 55); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 19e UGC Convention (08 36 68 58); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 20e UGC Normandie (08 36 68 58 + resa); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00.

Se Reflet Médicis (08 36 68 48 24); 13h50 15h50 17h50 19h50 21h50. 6e UGC Rotonde (08 36 68 81 07); 13h15 15h15 17h15 19h15 21h15. 7e UGC Convention (08 36 68 58); 13h30 15h30 17h30 19h30 21h30. 8e UGC Triomphe (08 36 68 81 07); 13h30 15h35 17h45 19h50 21h55. 9e Les 5 Caumartin (08 36 68 81 07 + resa); 12h 14h 16h 18h 20h 21h55 - jeu ven lun mar + 16h. 11e MK2 Bastille (08 36 68 69 27); 13h20 15h30 17h40 19h50 22h. 13e L'Escurial (08 36 68 48 24 + resa); 14h 16h 18h 19h55 21h50. 18e Pathé Wepler (08 36 68 22 88); 10h50 13h15 15h30 17h45 20h 22h15. Alice et Martin 1998 (Fr.). A. Tchénic. **Comment aimer celui qui ne s'aime pas?** Technicien écoute la réponse au stéscope. Un thriller comique à l'anglaise. VO 1er UGC Ciné Cité Les Halles (08 36 68 75 55); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 2e Gaumont Opéra (08 36 68 75 55); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 3e UGC Convention (08 36 68 58); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 4e UGC Normandie (08 36 68 58 + resa); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 5e UGC Opéra (08 36 68 75 55); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 6e UGC Convention (08 36 68 58); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 7e UGC Normandie (08 36 68 58 + resa); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 8e UGC Opéra (08 36 68 75 55); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 9e UGC Convention (08 36 68 58); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 10e UGC Normandie (08 36 68 58 + resa); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 11e UGC Opéra (08 36 68 75 55); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 12e UGC Convention (08 36 68 58); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 13e UGC Normandie (08 36 68 58 + resa); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 14e UGC Opéra (08 36 68 75 55); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 15e UGC Convention (08 36 68 58); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 16e UGC Normandie (08 36 68 58 + resa); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 17e UGC Opéra (08 36 68 75 55); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 18e UGC Convention (08 36 68 58); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 19e UGC Normandie (08 36 68 58 + resa); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 20e UGC Opéra (08 36 68 75 55); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 21e UGC Convention (08 36 68 58); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 22e UGC Normandie (08 36 68 58 + resa); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 23e UGC Opéra (08 36 68 75 55); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 24e UGC Convention (08 36 68 58); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 25e UGC Normandie (08 36 68 58 + resa); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 26e UGC Opéra (08 36 68 75 55); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 27e UGC Convention (08 36 68 58); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 28e UGC Normandie (08 36 68 58 + resa); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 29e UGC Opéra (08 36 68 75 55); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 30e UGC Convention (08 36 68 58); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 31e UGC Normandie (08 36 68 58 + resa); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 32e UGC Opéra (08 36 68 75 55); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 33e UGC Convention (08 36 68 58); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 34e UGC Normandie (08 36 68 58 + resa); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 35e UGC Opéra (08 36 68 75 55); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 36e UGC Convention (08 36 68 58); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 37e UGC Normandie (08 36 68 58 + resa); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 38e UGC Opéra (08 36 68 75 55); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 39e UGC Convention (08 36 68 58); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 40e UGC Normandie (08 36 68 58 + resa); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 41e UGC Opéra (08 36 68 75 55); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 42e UGC Convention (08 36 68 58); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 43e UGC Normandie (08 36 68 58 + resa); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 44e UGC Opéra (08 36 68 75 55); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 45e UGC Convention (08 36 68 58); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 46e UGC Normandie (08 36 68 58 + resa); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 47e UGC Opéra (08 36 68 75 55); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 48e UGC Convention (08 36 68 58); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 49e UGC Normandie (08 36 68 58 + resa); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 50e UGC Opéra (08 36 68 75 55); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 51e UGC Convention (08 36 68 58); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 52e UGC Normandie (08 36 68 58 + resa); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 53e UGC Opéra (08 36 68 75 55); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 54e UGC Convention (08 36 68 58); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 55e UGC Normandie (08 36 68 58 + resa); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 56e UGC Opéra (08 36 68 75 55); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 57e UGC Convention (08 36 68 58); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 58e UGC Normandie (08 36 68 58 + resa); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 59e UGC Opéra (08 36 68 75 55); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 60e UGC Convention (08 36 68 58); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 61e UGC Normandie (08 36 68 58 + resa); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00. 62e UGC Opéra (08 36 68 75 55); 10h45 12h30 14h15 16h00 17h45 19h30 21h15 23h00.

Médias



Des militants vendeurs de «l'Humanité hebdo» dans une rue de Belleville, à Paris. L'hebdomadaire réalise une diffusion moyenne de 77300 exemplaires, pour un déficit de 2,5 millions de francs.

Le feu couve depuis six semaines. Le 25 septembre, peu après la dégustation de produits régionaux achetés à la Fête de l'Humanité, les journalistes de l'*Huma hebdo* découvrent avec stupéfaction, en lisant *le Monde*, que des discussions sont menées sur une éventuelle suppression de leur journal, version modernisée de l'*Humanité dimanche*, lancée voilà tout juste un an. Martine Bulard, la rédactrice en chef du titre, n'avait elle-même été mise au courant qu'une semaine avant. Pierre Zarka, le directeur de l'*Humanité* et de l'*Humanité hebdo*, tente alors de mouiller la mèche. «On ne touchera pas à ce titre qui a su rayonner», déclare-t-il au *Monde*. Et, pourtant, voilà les hiérarques du Parti communiste de nouveau au chevet de «leur»

LE PCF REFAIT SES HUMANITES

Alors que le quotidien doit être rénové en mars, «l'Hebdo» pourrait être supprimé un an après sa naissance.

Vendredi, le bureau national du PCF a ouvert le bal. Lundi et mardi, le comité national prendra le relais. Au menu des réflexions: le couplage, le samedi, de l'*Humanité* et de l'*Humanité hebdo*. Qualifié de «quotidien hebdomadaire de fin de semaine», le nouveau-né de la presse communiste prendrait la forme d'un journal de 56 pages qui intégrerait des pages magazine à l'actualité du jour. La nouvelle formule devrait démarrer en mars, avec, en parallèle, une rénovation complète de «la quotidienne» (le surnom de l'*Humanité*), dont le chantier a été confié à Claude Maggiori, qui avait aussi élaboré la nouvelle formule de l'*Hebdo*. Pour financer ce double projet, le PCF a approuvé le principe d'une souscription de 10 millions de francs, à laquelle il faut ●●●

MEDIAS

●●● ajouter une avance de trésorerie de 6 millions.

Il n'y a donc plus vraiment d'ambiguïtés sur les intentions de la direction de l'Humanité, dont le représentant, Pierre Zarka, n'a pas souhaité s'exprimer dans Libération. Ce sentiment d'impasse irrite la rédaction de l'Hebdo. Jeudi, fait rarissime dans l'histoire de l'Humanité, la rédaction de l'Hebdo a rédigé un pastiche aux allures de bombe à neutrons (lire ci-dessous). Peu après le début de la crise, la direction avait organisé une vingtaine de rencontres avec toutes les catégories de personnel. Cet «audit», mené par un comité de pilotage—vite rebaptisé «comité de pilonnage» par les salariés—, n'a pas vraiment fait évoluer la situation. «On s'est fait balader», râle un journaliste.

Frustration. Si la mort de l'Hebdo est entérinée, mardi, par le comité national, sa courte histoire laissera un grand sentiment de frustration. «Symboliquement, il est logique que l'Hebdo soit supprimé et pas le

quotidien, explique un journaliste. Mais ce n'est pas le magazine qui perd le plus d'argent. On ne voit pas en quoi sa suppression résoudra la situation du quotidien.» Un document interne de l'Humanité pointe un déficit de 17 millions (23,8 millions estimés pour 1999) pour le quotidien, contre 2,5 millions pour l'Hebdo (5,1 millions projetés en 1999). Du côté de la diffusion, la direction admet un bon résultat, qui la laisse malgré tout insatisfaite. Dans un communiqué adressé, début octobre, aux fédérations départementales, le bureau national du PCF rappelait que «l'objectif fixé par le comité national pour permettre le renflouement de l'Humanité était une augmentation de 20 000 exemplaires diffusés. Malgré une large reconnaissance de la qualité de l'hebdomadaire, cet objectif n'a pas été atteint, même s'il demeure, néanmoins, le journal communiste le plus diffusé, avec une moyenne de 77 300 exemplaires (contre 52 700 pour le

quotidien, ndr)». «En fixant dès le départ des objectifs irréalistes, c'est facile de considérer que nous n'avons pas assez progressé», s'énervent un journaliste de l'Hebdo.

Les CDH. Mais, surtout, les salariés du magazine estiment que les moyens mis à leur disposition ont été largement insuffisants. Au centre des débats: les comités de diffusion de l'Humanité, les «CDH». Héritières des comités créés en 1920 par Marcel Cachin, ces structures réunissent les 6 000 à 7 000 militants qui distribuent les journaux de l'Humanité dans leur quartier et sur les marchés. Certains reprochent à la direction de leur accorder trop d'importance et de priver ainsi les journaux d'une distribution en kiosques efficace et d'une politique d'abonnement volontariste. Des journalistes pensent, d'ailleurs, que l'intégration de

l'Hebdo (qui sort actuellement le jeudi) dans l'édition de samedi du quotidien vise à satisfaire les CDH. Pendant quatre mois, le service des abonnements de l'Hebdo n'a pas eu le droit d'éditer de bulletins, afin de perpétuer le réflexe d'achat auprès des CDH; par ailleurs, au moment du lancement, Jacques Séguela, qui était chargé de la campagne de communication, avait proposé d'inonder les kiosques de l'Huma hebdo à zéro ou à un franc: la encore, refus de la direction, toujours pour ne pas brusquer les CDH.

«Si une entreprise n'est gérée que par et pour le marketing, c'est l'horreur. Mais si l'on se passe totalement de ces techniques, on travaille comme au XIX^e siècle.»
Un rédacteur de l'«Huma»

gérée que par et pour le marketing, c'est l'horreur. Mais, si l'on se passe totalement de ces techniques, on travaille comme au XIX^e siècle», assène un rédacteur. «Les forces antichangement sont à l'œuvre à l'Humanité, malgré le dynamisme des rédactions, ainsi que dans l'ensemble du Parti communiste. Or il faut réorienter totalement le développement de l'Humanité», avance Martine Bulard, qui plaide aussi pour une «professionnalisation» du groupe. L'équipe fait remarquer que la publicité (en 1997, l'Hebdo en a rapporté 12,8 millions de francs, contre 8,4 pour le quotidien) et les lecteurs de l'Hebdo ne se transfèrent pas forcément sur le nouveau produit du samedi. Des études internes ont ainsi montré qu'environ 60% des lecteurs

de l'Hebdo ne lisent pas le quotidien.

Le cas Bulard. Inévitablement, les enjeux politiques, discrètement habillés par le thème de la «mutation de la presse communiste», entrent dans le débat. Certes, des choses changent, puisque le prochain Humanité sera sous-titré «journal communiste», au lieu de «journal du Parti communiste français». Mais, à l'évidence, la suppression de l'Hebdo viserait aussi Martine Bulard. Membre du bureau national du PCF favorable à Robert Hue, en charge de l'Humanité dimanche depuis 1988, elle irrite, par son profil progressiste, plus d'un partisan de la ligne dure. Georges Marchais avait à deux reprises exigé la mise au pilon de l'Humanité dimanche, notamment après un numéro qui osait présenter les programmes des autres partis politiques. «Le départ de Martine Bulard serait un choc, car il symboliserait l'échec de la théorie de la rénovation au sein du PCF», analyse un journaliste.

Les mauvaises relations entre Robert Hue et Pierre Zarka ne favorisent pas non plus une évolution rapide et cohérente de la situation de l'Huma. Pour beaucoup, la situation tendue au sein du PCF et les prochaines échéances (les élections européennes en juin et le XXX^e congrès fin 1999) expliquent la prudence de Hue, qui, bien que sollicité, n'a pas souhaité rencontrer le personnel de l'Humanité.

FABRICE TASSEL

AUDIOVISUEL. Le SNPCA-CGC dénonce un «retour en arrière» et un «contresens».

Un syndicat fulmine contre la loi Trautmann

Jean-Jacques Cordival, le bouillonnant secrétaire général du SNPCA (Syndicat national des personnels de la communication et de l'audiovisuel)—CGC, vient d'adresser une lettre aux parlementaires dans laquelle il ne cache pas son hostilité au projet de réforme de l'audiovisuel public. Les célébrations du 11 Novembre ont-elles inspiré le syndicaliste, qui reprend la comparaison de Renaud Revel (1): «100 milliards de francs, [l'équivalent de] 8 porte-avions nucléaires de la dernière génération», englobés par les différentes réformes ces vingt dernières années?

Pour Cordival, qui, au passage, confond Conseil constitutionnel et Conseil d'Etat (c'est ce dernier qui a fait retoquer le projet de loi), «le regroupement de France 2, France 3, la Cinquième-la Sept-Arte (fusionnées!) et peut-être RFO au sein d'un holding [...] est tant un retour en arrière qu'un contresens». Dans son enthousiasme antiréformiste, il n'hésite pas à comparer le regroupement en un «holding d'un autre âge [...]» à une «violation de la propriété intellectuelle».

Concernant la réduction publicitaire dans le service public, Cordival se demande: «Pourquoi se plaindre des tunnels publicitaires?», pour mieux déplorer «l'interdiction de couper les émissions et programmes». En clair, le SNPCA en appelle à la possibilité d'une deuxième coupure publicitaire dans un programme de service public. Rien de moins. Cordival est donc persuadé du mal-fondé de la réforme et qu'il suffirait «de remanier quelques dispositions de la loi dans le domaine publicitaire pour permettre une nouvelle répartition des cartes». Ne faisant pas plus preuve de modération dans cette lettre qu'ailleurs, Cordival en appelle fébrilement aux parlementaires, afin qu'ils ne se rendent pas «complices d'un meurtre». Le projet de loi réformant l'audiovisuel public sera examiné par l'Assemblée nationale à partir du 15 décembre. La lettre du SNPCA, même farfelue, apporte encore un peu plus de grain à moudre à ses nombreux opposants affichés. Si nombreux que l'on se demande qui, en dehors de la ministre Catherine Trautmann, osera monter à la tribune pour le défendre. D'autant que la pluie d'amendements qui ne va pas manquer de s'abattre, alors, sur le Palais-Bourbon risque de le noyer.

M. C.

(1) In Télé publique: le grand gâchis, éd. Lattès, 1998.

EUROPE 1 PRÉSENTE

PAOLO CONTE

avec dans Soirée mocambo

à l'OLYMPIA

du 19 nov. au 6 déc. 1998

POINTS DE LOCATION :
OLYMPIA - AGENCES - FNAC - VIRGIN MEGASTORE
PAR TELEPHONE : 01 47 42 25 49
COLLECTIVITÉS : 01 55 27 10 20
MINITEL : 3615 OLYMPIA (1,29 F/MINUTE)
ET 3615 FNAC (2,23 F/MINUTE)
RESEAU FRANCE BILLET

Segaredo

PARIS PREMIERE

Europe 1

L'ÉVÈNEMENT

Allitalia pour la Culture

fnac

TOURNÉE 21 - NOUVEL ALBUM - DISPONIBLE EN CD ET CASSETTE

«L'Huma» découvre la contestation interne

Les salariés de «l'Hebdo» ont publié leurs propositions dans un pastiche.

Titré «Le groupe Humanité est en crise: ouvrons un vrai débat», un pastiche de l'Humanité hebdo a été tiré à quelques centaines d'exemplaires et expédié aux membres du bureau national et du comité national du PCF, ainsi qu'à ceux de l'Association des amis de l'Huma. Cette édition très spéciale de huit pages est le mélange d'un constat sévère pour la direction et de la synthèse de propositions élaborées par les salariés de l'Hebdo.

Les principales réformes suggérées concernent les structures de l'Humanité: «Le vieux statut du journal n'est plus adapté. Hérité d'une époque où le PCF faisait encore du centralisme démocratique l'un des piliers de sa philosophie de l'organisation, il confie au directeur, nommé par le seul comité national, des pouvoirs exorbitants et perpétue des formes de gestion autoritaire, contradictoires avec les besoins de transformation de l'Huma.» Les salariés proposent la création d'une société des rédacteurs et des personnels qui participerait



La une du pastiche.

au capital: «Un tel dispositif permettrait de démocratiser réellement la vie du journal, de passer d'une culture de «permanents-journalistes» à une conception plus professionnelle.» Ils suggèrent aussi un changement de statut: «L'Huma pourrait passer du statut de société à conseil d'administration sans pouvoir à celui d'entreprise à conseil de surveillance et directeur. Cela permettrait de séparer les fonctions de direction et de contrôle».

F. Ta.

MEDIAS

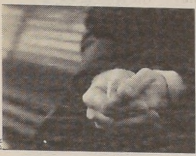
Décryptages

Cure de jouvence pour médicaments délicats

Hepatoum et les dragées Fuca se dotent de nouvelles pubs.

Du Viagra dans le moteur

PUB. «Colosse», c'est l'un des multiples surnoms, flatteurs, dont les hommes affubient leur organe sexuel. Koloss, c'est le nom de la société de production qui vient de réaliser (pour l'agence Cha) le spot publicitaire du dernier modèle Suzuki, une moto 125 cm³, un «petit cube» au look très années 60. Au message résolument dans l'air du temps, où l'on en revient au «noble» organe. Plus particulièrement à ses défaillances, pour lesquelles on aurait trouvé un produit miracle. Un quadra explique gravement: «J'avais des pannes de temps en temps, et puis régulièrement. Et puis... alors, j'ai... j'ai plus rien, quoi! Alors j'ai arrêté.» Le sourire revient: «Et puis j'en ai entendu parler, comme tout le monde. J'ai essayé, et c'est minimum deux fois par jour. Comment dire? J'ai retrouvé mes 20 ans, quoi!» Ce clip de trente secondes, diffusé sur Canal + et M6, renvoie dans leurs cages les tigres rugissants sévissant naguère dans les moteurs des quatre-roues. Mais à quand une série limitée «Viagra»?



M. C.

Intégration virile



AFFICHE. L'artiste franco-péruvien Jota Castro n'a apparemment pas besoin de produit dopant: à preuve cette affiche qui recouvre les murs de Paris depuis le 11 novembre, avant Berlin et Bruxelles. Une intervention plasticienne exprimant son *Désir d'intégration*, rédigée en onze langues et hébergée sur le site du collectif d'artistes Icono. A deviner la hampe fière, que dissimule à peine le drapeau européen, on ne se demande pas où Jota Castro veut s'intégrer. D'autant que l'artiste précise: «Cet étranger battant pavillon du pays hôte montre sa virilité déployée, son désir de planter sa semence dans la terre qui l'accueille. Quelle meilleure façon de montrer son désir de contemporanéité?»

M. C.

L'homme avoue, amusé, qu'il en a bavé. Oui, Georges Lewi, publicitaire, expert ès marques, a longuement pensé ses spots destinés à vanter deux vieilles marques, qui plus est de médicaments, qui plus est associés à des pathologies délicates: Hepatoum, breuvage ami des digestions gargouillantes, né après la Première Guerre mondiale; et Fuca, dragées déboucheuses de transit depuis trente ans. Pas facile. Mais le patron de Geody's du métier (1): «J'ai appliqué ma règle des 3R, revisiter, relifiter, réveiller.» Et de commencer par une sérieuse remise à plat de ces vieilles choses.

Le breuvage stagnait avec une image «remède de mamie». «Il nous fallait faire entrer Hepatoum dans le monde moderne et le cibler précisément.» Résultat: fini le mal hépatique en général, le nouvel Hepatoum est le lessiveur des gueules de bois. D'où l'idée de faire un spot avec Bourvil (un sosie, évidemment), dont le numéro à base de «l'alcool, non, mais l'eau ferrugineuse, oui» (et vice versa) amusa les plus anciens. Las, «le monde du médicament n'est pas évident», grogne le publicitaire. «Et encore, là, je peux en parler car ils ne sont pas remboursés, sinon, c'était motus et bouche cousue. Nous sommes obligés de faire viser tout ce qui est écrit par l'Agence du médicament. Et ils ont refusé notre idée de Bourvil, craignant que sa notoriété n'entraîne une surconsommation d'Hepatoum.» Lewi a donc dû se contenter de faire défiler de façon théâtrale, devant un rideau rouge (le même que celui de Bourvil), une série de couples débauchés de «L'eau ferrugineuse, non! Hepatoum, oui!», le tout relevé par un slogan destiné à rester en mémoire (même lors des cuites les plus graves): «Hepatoum, c'est épating.»

Pour Fuca, qui, depuis les célèbres sketches de Coluche (et ses «E LAAACHHH» d'archirelâché du bide), s'était envolé dans la haute sphère du médicament surpassant qui fait courir, le problème fut encore plus épineux. «Nous aurions voulu en finir avec la couleur marron des dragées.» Las, encore. Il eût alors fallu de-



Les bouteilles d'Hepatoum de 1920 à nos jours. Dessous, une vieille pub Fuca sous la forme... d'une assiette.



mander une autre AMM (autorisation de mise sur le marché), ce qui requiert trois à quatre années. «Donc, côté marketing, nous avons mis du vert dans le packaging. Des lignes courbes aussi, afin d'évoquer la minceur. Eh oui, ça fait maigrir quand ça débouche», rit l'homme. En version pub, cela donne un bouchon de petites voitures qui, après un passage par chez Fuca, jouissent à nouveau d'un transit normal. Avec un slogan de nouveau simplissime: «Yaka Fuca.» Autant dire que ces campagnes furent très efficaces. «Depuis 1992, et la disparition de nombreuses marques écrasées par le hard discount, nous nous sommes justement spécialisés sur la communication des marques», explique Lewi sur un air de: «C'est très spécial. Surtout parce que ça raconte des histoires.» Ainsi Lewi's reste-t-il associé aux chercheurs d'or; Marlboro aux cow-boys et à la soif de liberté... Ainsi certains se sont-ils méchamment plantés: tel Jacadi, associé à Ariel et Christine Bravo dans une grande opération publicitaire antibouloche (au budget de 70 millions de francs). «Ils avaient oublié les ingrédients de la narration, qui comportent forcément un mauvais. Je ne sais pas si c'est directement lié, mais Jacadi, qui écopa la de l'image du vêtement qui bouloche, a déposé son bilan six mois plus tard...» Perfide, Lewi? «Non, certains ont très bien géré l'image de leur marque.» Et de citer Omo (abréviation d'Old Mother Owl, «vieille chouette»), né en 1908. «Ils nous ont renvoyés à nos origines—ce qui est très efficace en pub— en montrant des chimpanzés.» Omo en a gagné 9% de part de marché.

Soit. Et Fuca? Et Hepatoum? Si les chiffres des dragées ne sont pas encore disponibles, les ventes du breuvage ont déjà augmenté. Et le publicitaire d'attendre les fêtes et une bonne rediffusion des spots. Parce que profiter de Noël, c'est sympathique. Autant qu'une bonne constipation et des maux de ventre.

CATHERINE MALLAVAL

(1) Auteur de l'*Odyssée des marques*, mythologie contemporaine, publié cette année chez Albin Michel.

Welcome sur le royal forum

INTERNET Pour tous ceux qui brûlaient de connaître ses centres d'intérêt et ses activités —«publiques», est-il précisé—, le prince Charles d'Angleterre a ouvert un site web. Parmi les sujets abordés: «jeunesse défavorisée, réhabilitation des villes, minorités ethniques et principes éternels». Les commentaires sont les bienvenus: «Il ne sera pas possible de répondre individuellement, mais vos commentaires seront notés et certains d'entre eux affichés.» Plus d'1,75 million de connexions étaient enregistrées au bout de vingt-quatre heures. www.princeofwales.gov.uk/forum/

Un Noir à la tête de «Newsweek»

PRESSE. Mark Whitaker, 41 ans, a été nommé directeur de la rédaction de l'hebdomadaire américain *Newsweek*. C'est la première fois, aux Etats-Unis, qu'un Noir prend la direction d'un grand média. Whitaker, qui a fait toute sa carrière à *Newsweek*, considère les «caractéristiques ethniques» comme non pertinentes. Il espère devenir le «meilleur directeur de *Newsweek*, pas le meilleur directeur noir».

Le CSA auditionne pour la Maison ronde

RADIO. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a commencé, vendredi, l'audition des candidats à la présidence de Radio France. Le mandat du président sortant, Michel Boyon, expire le 22 novembre.

La télé publique espagnole perd sa tête

AUDIOVISUEL. Critiqué par la gauche et les nationalistes, le directeur de la Radio et télévision publique espagnole (RTVE), Fernando Lopez-Amor, a démissionné, a annoncé vendredi le porte-parole du gouvernement.

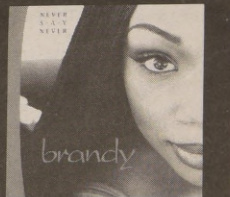
Précision

Olivier Cren, avocat défenseur des tribunaux de commerce au cours de l'émission *D'un monde à l'autre* (*Liberation* du 12 novembre), nous prie de préciser qu'il n'est pas fils de magistrat consulaire, mais fils d'avocat. Et que, si tel avait été le cas, cela n'aurait de toute façon pas été infamant.

DECouvrez LE NOUVEAU CLIP "TOP OF THE WORLD" DE

brandy

En diffusion spéciale sur le lundi 16 novembre à 7h30, 8h30 & 16h30.



et retrouvez brandy ce matin sur **6** sur le plateau du **HIT MACHINE**

Album CD & K7

TELEVISION

Samedi

RADIOACTIF par HERVÉ GAUVILLE



La dernière lettre

Mardi dernier. Drapeaux, discours, gerbes. L'Armistice. Tout ça. Vautré sur son otomane, le glabre Bustos écoutait des histoires de poilus. Et sa causticité ne lui était d'aucun secours. Impossible de se poiler. Ses repères d'auditeur chevronné se déliaient un à un. D'abord, il s'agissait bien de voix, mais ce n'était pas celles des auteurs. Ces derniers avaient disparu dans l'oubli ou dans la mort. Leurs paroles étaient des phrases écrites pendant la guerre de 14-18. Quelqu'un leur prêtait vie, un porte-parole qui lisait ces débris de correspondance. France-Inter faisait donc parler des poilus comme on tourne les pages d'un livre. Ouvrant les oreilles et baissant les paupières, Bustos le perturbé voyait défiler, comme à la parade, les mots de ceux qui ignoraient qu'ils n'en écriraient plus d'autres. « Mon Hélène chérie, après quatre ans d'angoisse, mêlée d'espérance, tu vois apparaitre les signes avant-coureurs de la félicité que tu as si bien méritée. Et là-bas, à quelque mille mètres sur ce chemin où passent peu de dames au milieu de la fumée des obus, se dessine l'aurora de la victoire. L'épreuve a été longue, mais nous en voyons la fin, sois heureuse, mon Hélène aimée. » Signé Riquet, tué le 10 septembre 1918, le lendemain du jour où il avait rédigé cette lettre. « Je suis sergent et citée à l'ordre du jour. Je vais avoir la croix de guerre, aussi vous pensez si je suis heureux », René Duval, mort deux jours après. L'amer Bustos n'entendait plus la radio, il feuilletait l'opuscule (1), et les lettres qui dansaient devant ses yeux lui entraient directement dans le tympan. « Il ne faut rien dire, il ne faut rien penser qui nous enlève un peu de foi et nous coupe les jambes », adressé à Pauline Le Bary par Henri Alban Fournier, plus connu sous le nom d'Alain-Fournier. Le Grand Meaulnes espérait l'épouser à la fin de la guerre. Tué un mois plus tard. Parfois, une ou deux phrases sur une carte en disaient davantage qu'une longue épître. « J'ai une cuisse broyée et suis seul dans un trou d'obus. Je pense qu'on viendra bientôt me sortir. » Quand on est venu le sortir, il tenait encore sa carte entre les doigts. Il n'avait pas eu le temps d'y inscrire l'adresse. Il y avait aussi ceux qui se doutaient que ça allait tourner vinaigre. Ainsi, Georges Gélibert: « Je légua à mon fils André Gélibert quand il aura 20 ans ma baguette ma montre ma chatie mes fusils mes briquets, à ma fille Huguette mon épinglé perle ma bourse en argent. » Sa prévoyance avait été récompensée. Tué le 13 juillet 1915. Bien sûr, personne n'évitera la dernière lettre, le dernier mot, le dernier son perçu, la voix qui se perd, la musique qui se dissout. D'où venait, alors, que le regrettable Bustos en éprouvait un persistant malaise? C'était sans doute qu'il avait peine à imaginer son dernier rendez-vous avec la radio, le jour où il allumerait son poste sans savoir que ce serait quelqu'un d'autre qui viendrait l'éteindre. (1) Paroles de poilus. Lettres et carnets du front. Libro, 192 pp., 10F.

TF1 F2 F3 C+ 5e M6

- 6.45 TF1 infos.
6.55 TF1 jeunesse: Salut les Toons.
8.45 La planète de Donkey Kong.
11.00 Rince ta baignoire.
11.05 Grands gourmands.
11.35 Les Z'amoureux.
12.10 1000 enfants vers l'an 2000.
12.15 Pyramide.
12.45 Point routé.
12.50 Rapports du Loto.
13.00 Journal.
13.35 L'esprit d'un jardin.
13.40 Consomag.
13.45 Savoir plus santé. Magazine.
14.00 Sous le soleil.
14.05 Le magazine du cheval.
14.40 Les pieds sur l'herbe. Magazine.
15.10 Destination pêche. Magazine.
15.40 Couleur pays.
17.25 Expression directe.
17.30 Les dicos d'or. Magazine.
17.45 Animal Zone.
18.55 1000 enfants vers l'an 2000.
19.00 Helicops.
19.05 Metrose Place.
19.45 Tirage du Loto.
20.00 Journal.
20.35 Le résultat des courses.
7.00 Thé ou café.
7.45 L'euro.
7.50 Warner Toons.
8.25 Expression directe.
10.35 L'hédo de RFO.
11.05 Grands gourmands.
11.34 Voile. Route du Rhum 1998.
12.15 12/13.
12.45 Point routé.
11.46 Le magazine régional.
12.16 12/13 régional.
12.30 12/13 national.
13.00 Les dicos d'or. Magazine.
13.45 Savoir plus santé. Magazine.
14.05 Le magazine du cheval.
14.40 Les pieds sur l'herbe. Magazine.
15.10 Destination pêche. Magazine.
15.40 Couleur pays.
17.25 Expression directe.
17.30 Les dicos d'or. Magazine.
17.45 Animal Zone.
18.55 1000 enfants vers l'an 2000.
19.00 Helicops.
19.05 Metrose Place.
19.45 Tirage du Loto.
20.00 Journal.
20.35 Le résultat des courses.
20.45 Tirage du Loto.

- 6.45 Cousin Williams.
7.00 Ca tourne Bromby.
8.25 L'œil et la main.
8.55 Les grands tourments de l'Histoire.
9.25 Les écrans du savoir.
11.35 Silence, ça pousse!
11.55 Va savoir.
12.35 Nuit dans la jungle. Documentaire.
13.30 Le magazine Ciné.
14.00 Fête des bêtes.
14.30 Le journal de la santé.
15.00 Correspondance pour l'Europe.
15.30 Les aventuriers de l'Égypte ancienne.
16.05 L'océan Indien.
17.05 La Nouvelle-Zélande et Vanuatu.
17.35 100% question.
18.05 Les sectes.
18.25 La légende de Calamity Jane.
20.05 Les Simpson.
20.30 Le journal du cinéma.
6.45 Boulevard des clips.
7.35 M6 Kid.
9.25 M6 boulotique.
10.30 Hit machine.
11.50 Fan de.
12.25 La vie à cinq.
13.20 Code Quantum. Série.
14.20 La belle et la bête. Série.
15.10 Fame L.A. Série.
16.15 Raven. Série.
17.10 Amicalement vôtre. Série.
18.10 Mission impossible.
20.05 Passions d'enfants.
20.30 Océane. Série.
21.00 Best of n°10 - On the Air. Série.
21.30 Best of n°10 - Sessions. Série.
22.00 Chronique du Pacifique.
22.05 The World of Tomorrow.
23.30 Magazine.
19.45 Warming.
19.54 6 minutes / Météo.
20.10 Plus que la musique.
20.40 Ciné 6. Magazine présentée par Laurent Weil.

Câble et satellite

- CANAL J
18.20 Watafon.
18.50 Tom Thunders et les chevaliers de l'extrême.
19.15 Aaahh!! Drôles de monstres.
19.40 JTJ l'hédo. Magazine.
20.00 Passions d'enfants.
20.30 Océane. Série.
CANAL JIMMY
21.00 Best of n°10 - On the Air. Série.
21.30 Best of n°10 - Sessions. Série.
22.00 Chronique du Pacifique.
22.05 The World of Tomorrow.
23.30 Magazine.
19.45 Warming.
19.54 6 minutes / Météo.
20.10 Plus que la musique.
20.40 Ciné 6. Magazine présentée par Laurent Weil.

CINÉ CINÉMA I

- 20.40 La fin se monte à El Paso.
Téléfilm de Manuel Matji Tuduri. 80'.
22.05 Il était une fois à Hollywood. Le western.
23.00 Deux filices à Downtown. Film de Richard Benjamin (1990). Policiér. 96'.
En 16/9. 0.35 Sex Clinic 3. Téléfilm pornographique de Milton Ingley. 83'.
1.50 L'homme qui n'a pas d'étoile. Film de King Vidor (1955). Western. VO. 90'. En 16/9.
CINÉ CLASSICS
20.45 Le club. Magazine.
22.00 Histoire du cinéma muet. De Gerald A. Schiller (1970).
22.25 Carné, vous avez dit Carné? De Jean-Denis Bonan (1994). 23.00 Le mouchard. Film de John Ford (1935). Drame. NB. VO. 91'.
0.30 Gouverneur malgré lui. Film de Preston Sturges (1994). Comédie satirique. NB. VO. 81'.
1.55 Le portrait de son père. Film d'André Berthomieu (1953). Comédie. NB.
CINÉSTAR 1
20.30 Courts., mais bons! 21.10 Un été sur la côte. Téléfilm de Hans-Jürgen Tögel. 90'. 22.40 Hollywood Spécial week-end. Magazine.
23.10 Red Rock West. Film de John Dahl (1992). Policiér.
100'. 0.45 Une bonne affaire. Film drotique.
90'. 2.15 Caméleon. Film de Benoit Cohen (1996). Policiér. 92'.

20.55



SURPRISE SUR PRISE Divertissement présenté par Alexandra Bronkers. Avec la participation de Marcel Bellevue.

22.55 HOLLYWOOD NIGHT - ESCALE EN ENFER

Téléfilm de suspense américain de Strathford Hamilton (1994). 86 min. VF. Avec : Jeff Fahey. Un homme d'affaires trahi par son associé et ami sort de prison et entreprend de se venger.

0.30 Formule foot.

Championnat de D1. 14e journée. 1.10 TF1 nuit. 1.20 Tribunal. Série. Avec Yves Vincent. Mariage blanc. 1.50 Reportages. Dons d'organes, actes d'amour. 2.15 Mode in France. 3.05 L'école des passions. Série. Confidance pour confiance. 3.35 Histoire naturelles. 4.35 Musique. 5.00 Histories naturelles.

20.55



Y'A QUOI A LA TELE Divertissement présenté par Thierry Beccaro. Invités: Etienne Daho; Des Rec; Lååm; 4 the Cause; Axelle Red; Modern Talking; Dave; Pras Michel; Native; Worlds Apart; Mangu; Billy Ocean. 23.05 Célébration de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme.

23.10 UNION LIBRE

Magazine présenté par Christine Bravo. Grâce à une plongée dans le quotidien d'autres pays, l'équipe de Christine Bavo nous confronte à des mœurs différentes et familiales à la fois. 0.45 Journal. 1.10 Troisième mi-temps. 2.05 Bouillon de culture. «Alexandre Soljénitsyne à Moscou». 3.20 Bouillon de culture. «Hommage à Jean Marais». 4.30 Trilogie pour un homme seul.

21.00



LA FEMME DU VEUF Téléfilm dramatique français de Michel Favart (1998). 105 min. VF. En 16/9. Avec: Marthe Villalonga, Patrick Fierry, Agathe de La Boulaye. Une jeune femme, épouse d'un veuf inconsolé, peine à trouver sa place dans son nouveau foyer.

22.45 STRIP-TEASE

Magazine proposé par Marco Lamensch et Jean Lion. Au sommaire: «Un mâle dominant». «Le petit livre rouge». «En Nouvelle-Calédonie».

23.47 L'euro, mode d'emploi.

23.55 Soir 3. 0.15 Saturnales - Journal des spectacles. Magazine. 0.25 Saturnales - Crépuscule des dieux. Documentaire. 1.20 Saturnales - Journal des spectacles. 1.30 Un livre, un jour. 6.00 Euronews.

20.35



SAMEDI COMÉDIE - H Série humoristique française. Mon meilleur copain (4/20). VF. 1re diff Redif le 18. Avec: Jamel Debbouze. 20.55 Blague à part. Série. (4/20). Buckley. 21.20 Spin City. Série. Question de fierté. 21.45 South Park. Série. Une promenade complètement folle avec Al Super Gars. 22.10 Jour de foot. Championnat de France de D1.

23.00 BOXE

Championnat du monde WBA. Poids lourds-légers. Fabricio Tiozzo (Fra) / Ezequiel Paixao (Bre). En direct. 0.30 Turbulences à 30 000 pieds. Film de Robert Butler (1996). Aventures. 100 min. VF. En 16/9. 2.10 The Blackout. Film d'Abel Ferrara (1997). 95 min. VF. 3.45 Jeunes en prison. 4.50 Surprises. 5.00 La chasse aux sorcières. Film de N. Hytner (1996).

ARTE

- 19.00 Histoire parallèle. Magazine. «Semaine du 14 novembre 1948-1948: Le triomphe de la radio».
19.45 Météo.
19.50 Arte info.
20.05 Le dessou des cartes.
20.15 Hale and Pace. Série. (7/7).

20.40 L'AVENTURE HUMAINE - VASCO DE GAMA, DU PORTUGAL VERS L'INCONNU

Documentaire de Luc Cuypers (1998). (4/4). L'Extrême-Orient. Le périphe extrême-oriental d'un successeur de Vasco De Gama, Mendes Pinto, dans la première moitié du XVIIe siècle. 21.35 Metropolis.

22.35 LA FLÈCHE DE L'AMOUR

Téléfilm dramatique italien d'Antonio Tibaldi (1996). 94 min. VF. Avec: Stefano Dionisi, Massimo Bellinzoni. 0.10 Music Planet -



Oum Kalsoum. 1.05 Cléopâtre. Film de Cecil B. De Mille (1934). Aventures. 98 min. N.B. VO.

20.50



LE CAMÉLÉON Série d'aventures américaine. Course contre la mort. VF. Avec: Michael T. Weiss, Andrea Parker, Jimmy Roemer, un fameux pilote de course automobile, a été victime d'un accident assez grave sur un circuit. Jarod a eu vent de l'histoire. En dernier visite au pilote, il apprend de sa bouche que sa voiture a probablement été sabotée. 21.45 The Sentinel. Série. Un trop long sommeil. 22.40 Profiler. Série. Mourir pour vivre. 23.35 PENTATHLON Film américain de Bruce Malmuth (1994). Suspense. 100 min. VF. En 16/9. Avec: David Soul, Dolph Lundgren. Un athlète est-allemand, passé à l'Ouest, affronte son ancien mentor converti au néonazisme. 1.25 Boulevard des clips. 2.25 Influences Caraïbes ou Christophe Colomb. 3.20 Fréquentar. 4.10 Plus vite que la musique. 4.35 Jazz 6. «Sangoma Everett's Yana Project». 5.35 Sports événement.

François Michelin, 72 ans, premier fabricant mondial de pneus. Patron catho sans contrition, il livre son «Ce que je crois».

Biblendum

D'où sort cet extravagant olivier? Du fin fond d'une faille spatio-temporelle... François Michelin, 72 ans, champion du pneu, patron de droit divin et catho de choc, est le contemporain des moines-soldats du Moyen Age, des inventeurs de la révolution industrielle, ou des maîtres des forges qui bâtissaient des villes-usines. L'homme n'a strictement rien à voir avec l'an 2000 et c'est pour cela qu'il sidère une époque saisie par le besoin d'authenticité, comme d'autres par la débauche. L'ermite de Clermont-Ferrand étonne les modernes s'enthousiasmant d'archaïsme, les amoraux s'inventant des codes de déontologie et les bavards redécouvrant les vertus du silence. C'est comme si son royaume n'était pas de ce monde, et, pourtant, cet Hibernatus aux fausses naïvetés dirige un empire de 120000 salariés, a fait passer sa maison auvergnate au premier rang mondial et maintient la ligne dynastique en intronisant son fils Édouard.

FRANÇOIS MICHELIN EN SEPT DATES
15 juin 1926 Naissance.

1936 Orphelin de père et de mère.

1951 Entrée dans l'usine.

28 mai 1955 Accède à la gerance.

1990 Nomination au Conseil d'Etat par Mitterrand.

1991 Son fils Édouard le rejoint à la gerance.

1998 Publie Et pour quoi pas?, livre-entretien avec Ivan Levaï et Yves Messarovitch (Grasset).

Michelin, ce serait donc l'entreprise originelle, pure et inchangée. L'industrie contre la finance. La province contre Paris. Le paternalisme contre la cogestion. «Michelinville» contre métro-boulot-dodo. Le secret contre la transparence. L'austérité contre les notes de frais. Côté Clermont, on s'énervait presque de ces invariants. Un observateur: «François Michelin reste atypique. Mais l'entreprise s'est normalisée.» Ou encore: «L'image de "monsieur François", avec sa vieille 2 CV et son imperméable froissé à la monsieur Hulot, ça fait partie de la légende.»

Peut-être. En tout cas, le Kleenex est de gros drap. Le nez trompette son atouch. Pas loin patiente l'imper à la Colombo, flanqué d'un gilet de laine. Le bureau est de gros bois, les tentes sont beigeasses, la décoration est inexistante. Ici n'entrent pas les vanités du monde... Pas d'affection pour autant. «Il vit, sans y faire attention, dans un environnement de chef de rayon à la Samaritaine», s'amuse le journaliste Ivan Levaï (1). C'est ainsi, et voilà tout. Sens de l'économie et goûts simples pour le propriétaire du Guide Michelin, qui nourrit ses invités plus qu'il ne les régale. Lagardère a ses chevaux; Pinault, ses tableaux; Arnault, ses bordaux; Michelin préfère monter sur son tracteur pour cultiver ses champs. Ou faire la vaisselle...

En fait, le «patron le plus secret de France» aime le débat. Il interroge facilement sur les convictions, l'absence de croyances ou la vie de famille, sans distinguer entre privé et public, comme si la séparation de l'Église et de l'Etat n'était jamais intervenue. Michelin partage avec les bons pers la certitude qu'en chacun git un «diamant» que la transcendance finira par dégager de sa gangue. «Et vous, vous en pensez quoi?», jette-t-il tout à trac. Parfois, la tête pioche façon autre chose pensive. Le temps passe, le silence s'épaissit. Et puis il se redresse, repart en vous donnant du «monsieur». Fréquemment, un éclair de malice ravoude une trogne incroyable: oreilles façon monsieur Spock, paupières tuméfiées de boxeur



«La religion catholique n'a rien contre la richesse dès lors qu'elle devient un moyen d'enrichir les autres.»

insomniaque, incisives de musaraigne. Il a son vocabulaire à lui, très antimode, et c'est pour cela que ça résonne. Il dit «l'usine», jamais «l'entreprise». Il rejette «ouvriers», préfère «œuvriers». En guise de «direction des ressources humaines», il se félicite d'avoir maintenu une «direction du personnel». Il revendique le titre de «patron»: «comme chez le tailleur». Il a souvent recours à l'étymologie, histoire de montrer qu'il sait où sont ses racines. Il utilise des maximes poétiques et des paraboles scientifiques, marquant ses deux cultures: la spirituelle et la technologique, et se présentant ainsi comme «le cocktail impossible de Blaise Pascal et d'Auguste Comte» (dit-il Levaï). Orphelin très jeune, grandi en Savoie chez une tante, il s'installe à Clermont après une licence de maths. Il y entame l'apprentissage d'un patron de terrain, de ceux qui savent mettre la main à la pâte, de ceux qui aiment l'odeur du caoutchouc, de ceux qui chouchoutent les savants Cosinus. Mais, autant Clermont, c'est François (un «locab»; «Michelin, c'est l'inconscient de la ville. Il n'apparaît jamais, mais il y structure tout»), autant François est d'abord du pays chrétien. Ce connaisseur de saint Thomas adule Jean Paul II, ses façons de se dresser sur ses ergots de pape de combat, ses rigidités en matière de mœurs. Question conservatisme, Michelin ferait passer le missel de Christine Boutin pour Juliette ou les Prospérités du vice du charmant marquis. Ravi

d'avoir vu ses deux aînés entrer dans les ordres, ce père de six enfants «regarde avec une infinie miséricorde» le divorce, l'union libre ou l'homosexualité. Sa détestation la plus violente, il la réserve à l'avortement, que, façon intégriste, il lui arrive d'appartenir à l'Holocauste et qu'il ne pardonne pas à son voisin Giscard d'avoir légalisé. Il en fait le symbole d'une «société où l'on n'assume pas les conséquences de ses actes». Sa foi vertèbre son comportement, ossifie son fonctionnement. Pour lui, l'homme est une «personne», et surtout pas un individu ou un citoyen. Cet ultralibéral économique ne l'envoie pas dire aux «libéraux philosophiques», où il jette pêle-mêle Descartes et les penseurs des Lumières. Il prend avec des pincettes la Révolution française («Une mauvaise réponse à l'absolutisme odieux»), rappelle que Voltaire appelait à «écraser l'infâme», déplore la mort du roi («On a retiré l'étoile Polaire»), et continue de refuser la violence et le conflit, au point de se fermer à toute négociation. Dans l'entreprise, il magnifie le travail accompli par chacun, cette capacité à poursuivre l'œuvre de Dieu sur terre. Un cadre: «Il dit souvent: "Que chacun se sente le patron de ce qu'il fait."» Mais inutile d'imaginer qu'une quelconque autogestion puisse en découler. Chez Michelin, le pouvoir se transmet de manière héréditaire, point à la ligne. Car le bon chrétien a le chic pour s'arranger avec le ciel. Jean Paul II condamne

l'argent roi? Michelin rétorque: «La religion catholique n'a rien contre la richesse dès lors qu'elle devient un moyen d'enrichir les autres.» En politique, celui qui n'a jamais brigué le moindre mandat mélange jusqu'au-boutisme idéologique et pragmatisme tacticien. Michelin crie haro sur les 35 heures, sur le RMI, sur le Smig. Dernier digne héritier des 200 familles, éternel maçon du mur de l'argent, il continue de voir des marxistes partout. Marxistes, les syndicats. Marxiste, l'Etat. Marxiste, de Gaulle et sa «participation». Mais celui qui hurle que les charges sociales égorgent la libre entreprise sait mobiliser les subventions quand il licencie et voter pour «le moindre mal», entendez les moins nocifs aux intérêts maison. Le réactionnaire à succès sait même séduire ceux de gauche: Mitterrand, Charasse ou Quillot. Dans une relation de «personne» à «personne». Ensuite, il est bien temps de renfler la panoplie d'intemporalité. De monter dans la vieille CX (330 000 km) et de faire Clermont-Paris en quatrième vitesse en murmurant: «Quelle splendeur que notre pays!» De regretter de ne pas avoir été météorologue: «L'aléatoire m'a toujours passionné.» Et d'aimer toujours les nuages et le vent. Quand Dieu, lui, préfère les pneumatiques ●

LUCE LE VAILLANT photo MARC CHAUMEIL

(1) Ivan Levaï et Yves Messarovitch sont les interlocuteurs de Michelin pour son livre d'entretiens.

31857
01-24

Pinochet, Clinton Justice à deux visages

PAR ROBERT BADINTER

A Londres, cinq lords ont eu le souci d'assurer l'impartialité du droit. A Washington, 435 députés ont donné le désolant spectacle d'une justice partisane

A Westminster, dans les boiseries, les cuirs et les ors de la Chambre des Pairs, où la justice anglaise conjugue la majesté des rites et la simplicité du langage, nous avons vu cinq lords réduire à néant la décision rendue quelques semaines plus tôt à l'encontre de Pinochet par d'autres lords, leurs proches collègues. L'émotion fut grande. La fortune judiciaire parut changer de camp et le jugement anéanti dépassait de beaucoup le seul cas de l'ancien dictateur chilien.

En déclarant en effet que l'immunité traditionnellement reconnue aux anciens chefs d'Etat ne pouvait couvrir les enlèvements, tortures, séquestrations, assassinats d'adversaires politiques pratiqués sur leur ordre, les lords avaient ouvert une voie nouvelle à la lutte contre l'impunité des criminels contre l'humanité. La règle coutumière de l'immunité des chefs d'Etats, inscrite dans des conventions internationales, se voyait battue en brèche par l'énoncé d'une simple évidence morale : le pouvoir ne saurait justifier le crime et l'immunité de tout dictateur doit s'arrêter là où commence le crime contre l'humanité.

Est-ce à dire qu'en annulant la décision de leurs collègues les nouveaux lords juges ont entendu infirmer cette argumentation ? Pareille anticipation, dans l'ignorance actuelle des motifs des juges, me paraît relever d'une réaction émotionnelle plus que d'une analyse rationnelle. Ce que les lords ont voulu protéger, c'est, me semble-t-il, le crédit moral de la justice britannique plus que l'impunité internationale de Pinochet.

Il existe un adage familier aux juristes anglais : « Il ne suffit pas que justice soit rendue. Encore faut-il qu'on soit convaincu qu'elle a été rendue. » Cette exigence d'irréprochabilité du juge n'est pas que souci de sauvegarder les apparences. Elle exprime cette idée forte que lorsque le juge, par la décision qu'il rend, tranche un litige et crée un précédent, c'est-à-dire ouvre la voie à un droit nouveau, l'opinion publique et les justiciables doivent être convaincus qu'il a jugé en toute objectivité et non par intérêt personnel ou passion politique. La crédibilité de la justice est à la mesure de la foi commune en l'impartialité des juges.

On conçoit dès lors que dans une affaire à haute densité politique comme l'extradition de Pinochet, et s'agissant d'une question de principe de portée internationale, les lords aient entendu té-

moigner d'une rigueur particulière. Que l'un des juges ait entretenu avec Amnesty International des rapports étroits n'impliquait pas que ce juriste éminent et respecté ait opiné en fonction de ses liens avec la grande ONG. Mais pour les lords, le simple fait qu'on puisse raisonnablement s'interroger à ce sujet retirait à l'opinion du juge une part de son crédit moral. Et comme la décision avait été rendue à une voix de majorité, mieux valait l'annuler et reprendre le chemin d'une justice indiscutable, au moins quant à l'impartialité de ses auteurs. Pareille leçon d'éthique judiciaire ne peut qu'être saluée, même par ceux qui redoutent de voir Pinochet échapper au jugement de ses crimes.

Au regard de pareilles exigences, la scène qui s'est déroulée au Capitole à Washington apparaît comme une parodie de justice. Certes, la procédure d'impeachment est par nature politique et non pénale, puisqu'elle ne tend qu'à la destitution du président des Etats-Unis et non au prononcé d'une peine. Mais être déclaré indigne d'exercer la fonction que le peuple des Etats-Unis a confiée au président est à coup sûr, pour lui, la plus grave condamnation morale.

Au moment, dès lors, où la Chambre des Représentants jouait le rôle d'un jury d'accusation et devait décider s'il y avait lieu de saisir le Sénat pour qu'il se prononce sur l'éventuelle destitution du président, on était fondé à attendre de ceux qui prenaient la décision qu'ils se hissent au niveau éthique du juge dont la première obligation est l'impartialité rappelée par les juges anglais.

Or c'est à un spectacle désolant que nous avons assisté en direct. Tout était politique dans le comportement des représentants, du choix des arguments à la gestuelle de leurs auteurs. Les votes n'étaient que l'expression des attaches partisans. Dans cette salle de la Chambre des Représentants à Washington, nous étions bien loin de Westminster et des lords juges. Tout n'était que préjugés et calcul partisan.

Sans doute est-ce là la leçon à tirer de cette étonnante confrontation entre deux institutions. L'exigence de justice ne peut être satisfaite que quand ceux qui la rendent parviennent à se hisser au plus haut niveau de l'impartialité. A défaut, toute procédure n'est que mise en scène, camouflant sous une apparence judiciaire un règlement de compte politique. Et rien n'est pire pour la justice et la démocratie que cette détestable confusion.

R. B.

“
L'EXIGENCE DE
JUSTICE NE PEUT
ÊTRE SATISFAITE
QUE QUAND
CEUX QUI LA
RENDENT
PARVIENNENT À
SE HISSER AU
PLUS HAUT
NIVEAU
D'IMPARTIALITÉ.
”

Kosovo : des milliers de Serbes et d'Albanais fuient les combats

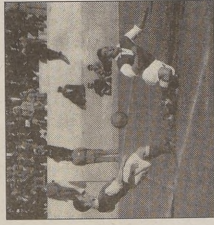
DE VIOLENTS combats ont à nouveau opposé, dimanche 27 décembre, les forces de police serbes aux séparatistes albanais dans le nord du Kosovo. Une dizaine de personnes ont trouvé la mort au cours de ces affrontements qui ont commencé la veille de Noël, dans les environs de la ville de Podujevo. Des vérificateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), présents sur les lieux, ont fait état de « tir d'armes lourdes et d'armes automatiques ». Plusieurs milliers d'habitants, serbes et albanais, ont fui la région. Stigmatisant les « actes terroristes » des rebelles albanais et « la répression » de la police serbe, l'OSCE a averti que sa mission de vérification de l'application de l'accord de cessez-le-feu signé en octobre s'en trouverait compromise.

Lire page 20

Retour en scène de Boris Eltsine

Lors d'un entretien accordé à la chaîne russe samedi, le président russe a rejeté l'hypothèse d'une « démission présidentielle anticipée » et cité que Louï Louïkov, candidat déclaré à sa succession.

p. 5



La reconquête du Stade de Reims

Milleur ambassadeur du football français dans les années 50, le club rémois, après deux départs de bilan, a été relégué en division d'honneur. Aujourd'hui, après une série de 51 matches sans défaite en championnat de France amateur, il commence sa reconquête.

p. 14

Violences à Strasbourg

Une trentaine de véhicules incendiés, des jets de pierres sur les tramways et les bus. Les violences redoutées se sont produites malgré la mise en place d'activités culturelles et sportives destinées aux jeunes.

p. 7

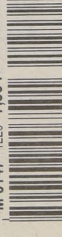
Fragiles régions

La faiblesse des majorités dans les conseils régionaux rend l'annonce pas à pas de budgets. La droite n'arrive pas à s'accorder sur un candidat commun à la présidence de Rhône-Alpes.

p. 6

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 Dr ; Italie, 1.000 L ; Italie, 200 L ; Luxembourg, 3 F ; Portugal, 200 PTE ; République Fédérale de Singapour, 150 S ; Suisse, 5 F ; Thaïlande, 5 Baht ; Turquie, 1 TL ; USA, 1 dollar ; USA, 2 dollars.

M 0147 - 1229 - 7.50 F

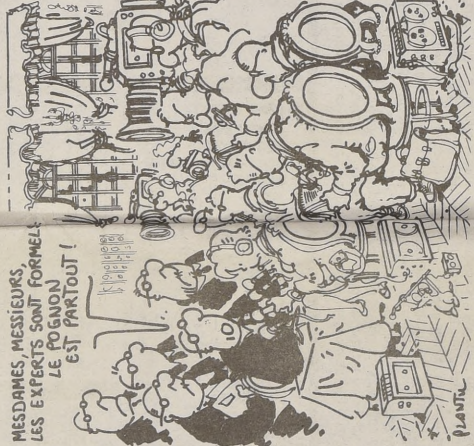


1999 : l'euro dope l'Europe

La croissance mondiale devrait être de 2,1 % en 1999, comme en 1998. L'Union européenne sera la zone la plus dynamique du monde industrialisé, devant les Etats-Unis et le Japon. Le lancement de la monnaie unique favorisera la confiance dans les pays du Vieux Continent.

L'EUROPE sera en 1999 la zone de plus forte croissance du monde développé. Même si experts et responsables politiques restent prudents, tout se passe comme si le lancement officiel de l'euro, le 1^{er} janvier 1999, participait d'un climat de confiance dans l'avenir économique du Vieux Continent. C'est bien la perspective de la monnaie unique qui, tout au long de 1998, a épargné à l'Europe les attaques spéculatives qui, ailleurs, ont sérieusement ébranlé nombre d'économies. Dans un entretien au Monde, Etsuke Sakakibara, vice-ministre japonais des finances chargé des questions internationales, dit son optimisme : « Je pense que l'euro sera un grand succès. » Il estime que « la question de la stabilité entre les trois grandes devises, le dollar, l'euro et le yen, sera primordiale en 1999 ».

Cette année-là devrait voir la croissance mondiale se situer à un peu plus de 2 %, c'est-à-dire se maintenir au rythme de 1998 (2 %), qui marquait un net ralentisse-



MES DAMES, MESSIEURS, LES EXPERTS SONT FORMELS, LE FOMON EST PARTOUT !

La pub adore les hommes politiques, qui le lui rendent bien

IL EST difficile d'imaginer qu'en France un éminent membre du gouvernement se métamorphose, par la vertu d'une annonce publicitaire, en vendeur de meubles. Mais jusqu'à quand ? Pour tout dire, les responsables politiques jouent de plus en plus les sandwichs. Après les acrobates publicitaires du président polonais Aleksander Kwasniewski, c'est au tour du ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer, de faire de la pub.

Le visage du chef de la diplomatie allemande s'étale dans des encarts réalisés pour la société d'édition Brockhaus, l'équivalent germanique de notre Larousse. Joschka Fischer, qui se distinguait depuis son entrée en fonctions par ses prises de position « éthiques » - comme la leçon de l'embarque en Irak -, ne se serait pas enrichi par cette contribution commerciale, réalisant sans doute un bénéfice nul. Selon son porte-parole, qui estime l'affaire peu importante, le ministre aurait demandé à son employeur, l'éditeur, de verser directement son « cachet » à des œuvres caritatives.

La pub a toujours aimé les hommes politiques mais ces derniers le lui rendent de mieux en mieux. Auparavant, nos dirigeants fi-

rés, dont l'une faisait la promotion d'une affaire familiale. L'affiche, pour un fabricant japonais de meubles, le montrait souriant, posant avec un groupe de Chinois. L'image, réalisée avec un groupe de modèles, a été présentée au président chinois. Elle « devait promouvoir les sociétés chinoises allant à la conquête des marchés asiatiques », selon son porte-parole, qui fut tenu pour responsable de « l'erreur d'appréciation ayant conduit le président à donner son accord » et limogé. Un mois plus tard, on apprenait que ladite société employait les beaux-parents du président.

En Allemagne, la politique et la promotion commerciale coulent des jours heureux. Depuis plusieurs années, les congés des partis politiques sont payés, les lieux de vacances, les commémorations, comme d'habitude, plus récemment, le 24 décembre, le syndicat de la police a proposé de se faire offrir ses nouveaux équipements en échange de contrats publicitaires... Pas question, toutefois, d'accepter (pour l'instant) d'autocollants sur les uniformes. Sur les véhicules, seulement.

Florence Anlauf

François Pinault, TF1 et le CSA

Le capital de la chaîne, mais dans celui de son principal actionnaire. La loi française est à la fois très précise et très floue. Elle prévoit que l'autorisation d'une chaîne de télévision peut être retirée « en cas de modification substantielle des données ».

Plus graves, les frasques publicitaires du président polonais Aleksander Kwasniewski. On lui a reproché à deux reprises, en février puis en mars, d'avoir prêté son image à des publici-

nées ou vu desquelles l'autorisation avait été dérivée, notamment des changements intervenus dans la composition du conseil d'administration ou des organes de direction et dans les modalités de financement ». Avec l'arrivée de François Pinault dans le groupe Bouygues, le capital de TF1 n'est plus modifié. C'est celui de la maison mère qui bouge, puisque Artemis (la holding de François Pinault) et SDMC (Martin et Olivier Bouygues) détiennent désormais de concert 30,5 % du groupe de BTP (Le Monde daté 6-7 décembre).

Par le passé, le CSA n'a pas pu s'opposer à un changement important dans la composition d'un actionnaire d'une chaîne. Il avait, sans sourciller, autorisé l'arrivée-surprise de Vincent Bolloré dans le groupe Bouygues en décembre 1997. Selon ce même schéma, Bertelsmann est entré par la fenêtre dans le paysage audiovisuel français lors de la fusion entre le filiale audiovisuelle de Bertelsmann, UFA. Début 1997, le groupe allemand a ainsi pris indirectement place chez M 6 et RTL.

Tous les changements intervenus, au cours des dernières années, dans le capital de Canal Plus se sont faits plus directement.

Nicole Valsler

Lire la suite page 10

Advertisement for Philippe Sollers' book 'L'Admirable'. It features a black and white portrait of the author and the text: 'Philippe Sollers CASANOVA L'ADMIRABLE'. Below the image is the publisher's name 'PLON' and the price '266 P 120 F'.

Danser

sur Internet

LES ARTISTES contemporains ne pouvaient pas rester à l'écart de la révolution technologique. Pianificateurs et musiciens, artistes familiers en connus du Web, mais on sait moins que les chorégraphes ont très tôt utilisé les innovations des réseaux de communication pour créer des œuvres simultanément sur des lieux différents, ou mêlant danseurs réels et interprètes virtuels. Déjà admise aux Etats-Unis, ce mouvement a gagné l'Europe et la France, où Jean-Marc Matos, chorégraphe et ingénieur, fait figure de pionnier de l'interactivité.

Lire page 17

Tempête

sur Sydney-Hobart

DEUX MARINS sont morts Sydney-Hobart, la course à la voile manche 27 décembre, en zone de violente tempête en mer de Tasmanie. Six hommes sont également portés disparus. Les secours cinquante marins ont été retrouvés à la mort de cent quatorze embarcations engagées dans l'épreuve, mais les organisateurs ont annoncé la poursuite de l'épreuve. Un peu plus au sud, les concurrents de la course à la voile en solitaire autour du monde poursuivent leur route vers Auckland (Nouvelle-Zélande). Comme à une escale technique à Tasmanie, Isabelle Autissier a rattrapé un peu de son retard sur le leader, Giovanni Soldini.

Lire page 15

La « veuve Mozart »




IRENE ATOFF

C'EST une légende vivante, vénérée par les plus grands chanteurs ou chefs d'orchestre qu'elle reçoit dans son appartement niché au sommet d'une HLM. A quatre-vingt-quatorze ans, Irène Atoff a connu Stravinsky et Henegger, cotoyé Stravinsky sur les bancs du conservatoire, accompagné Yvette Guilbert, secondé Charles Münch et Herbert von Karajan. Sa passion pour l'art lyrique est restée intacte.

Lire page 9

Tableau de bord 12
Aujourd'hui 14
Météorologie, jeu, 16
Abonnements 8
Culture 17
Horizons 9
Guide culturel 18
Entreprises 11
Radio-télévision 9



Esta es la última
foto del general
Augusto
Pinochet en un
hotel de Londres
antes de
comenzar su
calvario.

Augusto Pinochet El símbolo del horror

TEXTO: MARUJA TORRES

Cumplió los 83 en Londres el general retirado Augusto Pinochet Iriarte. Un viejo: una afrenta para la vejez, mejor dicho. Sometido a proceso por haberles arrancado la posibilidad de envejecer a miles de ciudadanos chilenos y decenas de extranjeros. Traidor y perjuro a la Constitución, el que era jefe del Ejército bajo las órdenes del presidente de Chile democráticamente elegido Salvador Allende, el 11 de sep-

tiembre de 1973 mandó bombardear el palacio gubernamental de La Moneda, en donde poco más de una veintena de civiles se quedaron para defenderlo. Entre ellos, el propio presidente, que prefirió pegarse un tiro antes que enfrentarse a la ignominia de rendirse, sellando así para siempre el destino de este canalla del carajo a quien habría que hibernar y meter en una cápsula transparente para que diera vueltas y más vueltas alrededor del mundo y no dejáramos de verle nunca, siempre girando y encerrado, en las noches claras y estrelladas como símbolo de lo que nunca más volverá a acontecer y que la humanidad tiene el derecho de juzgar.

El País Semanal 27.12.1998

TRIBUNA

Derecho a descansar con dignidad

Es impresionante la imagen de un Papa enfermo a quien una curia sin entrañas mantiene sufriendo cuando en cualquier familia, a un anciano en semejantes circunstancias, lo trataríamos con mayor humanidad y le proporcionaríamos el merecido descanso. ¿A quién pretenden enganar? ¿Qué significa ese victimismo de empeñarse en llegar al año 2000 en el solio pontificio contradiciendo la promesa de Jesús de que asistiría siempre a su Iglesia? ¿Pero es que hay alguien imprescindible? ¿No se está produciendo una inadmisibles lucha por el poder entre hombres sin escrúpulos en una Institución cuya esencia es el servicio a los demás, con preferencia a los más necesitados? ¿Acaso no es el Papa ahora un verdadero necesitado? En muchas asociaciones humanitarias lo considerarían así, como un verdadero marginado, no por la sociedad sino por su entorno. Y podrían plantearse el ejercer el derecho de injerencia humanitaria. No digamos ya los seguidores de esa Fe con toda lógica y consecuencia.

¿Habrá que esperar al inolvidable y terrible final de Pío XII? ¿Recuerda el lector las fotografías que lo mostraban lleno de cables y con un rostro de dolor y de desolación que traspasaba a cualquier ser con humanos sentimientos? El mismo cardenal decano del Sacro Colegio, el inolvidable Eugenio Tisserant, calificó aquella situación de inhumana y, tan pronto como se produjo la "sede vacante" y asumió sus funciones junto con el Camarlingo, ejerció su autoridad y expulsó del Estado del Vaticano a los responsables. Entre ellos, al médico ("archiatra pontificio", se le denominaba entonces) culpable de unas fotos íntimas que ofenden el pudor y la mínima deontología profesional. Y a la inefable sor Pascualina, la monja alemana que había procedido a un auténtico secuestro del Pontífice en sus últimos años y que fue el cancerbero de una camarilla de la curia vaticana. Desde hace unos años también parece estar controlándolo todo una camarilla sin escrúpulos. Tienen nombres y desgraciadamente saldrán a la luz en su día. ¿A qué repetir la historia?

Hoy nos ocupamos del lado humano de esta situación dolorosa. Nadie en su sano juicio puede comprender que se someta a un anciano tan enfermo y disminuido de facultades físicas, y es imaginable que psíquicas, a una vida oficial tan disparatada: audiencias públicas en las que ya casi no se entiende lo que dice, viajes extenuantes que son un verdadero calvario que nos llega en imágenes de dolor a través de los medios de comunicación. ¿Pero es que su entorno no las

ve mientras las comenta todo el mundo, ya que el Papa es una figura de proyección universal y no sólo para los católicos? ¿No tienen nada que decir las Conferencias episcopales de los demás países fuera de Italia? ¿Qué ley del silencio atenaza a los testigos del Evangelio que proclama el Amor, la Libertad y la Solidaridad?

Algo no parece marchar bien en el Vaticano. Y estamos ante la conmemoración de unas fechas especialmente significativas: la Natividad de Jesús. El Hijo del Hombre que nació en la pobreza y no tuvo



JOSÉ CARLOS G. FAJARDO

dónde reclinar la cabeza "mientras que las raposas tenían madrigueras y los pájaros nidos donde cobijarse". Los Padres de la Iglesia escribieron sobre Jesús de Nazaret que fue "pobre en la cuna, más pobre en la vida y paupérrimo en la Cruz" ¿Es esta realidad históri-

ca compatible con una parafernalia de fastos palaciegos, de anacronismos insostenibles para un mundo en el que más de dos mil millones de seres padecen hambre?

Pero la sensibilidad humana, con independencia de las creencias religiosas, se conmueve ante el espectáculo de un anciano sufriendo al que su entorno parece querer exprimir hasta límites inhumanos. Después, pretenderán venderlo como "mártir" para justificar lo injustificable: luchas por un poder terreno que contradicen el mensaje evangélico. Pues fuera cuando haya sido la fecha del nacimiento de Jesús, por supuesto unos seis años antes de la era cristiana artificioosamente establecida por Roma, lo cierto y verdad es que Cristo nace en cada persona que se entrega a los demás. Y es muy difícil de comprender, y por supuesto de admitir, semejante ambición de poder en quienes han hecho del desprendimiento uno de los puntales de su doctrina.

Uno, persona de a pie y sin más compromiso que el de un ser humano solidario con sus semejantes, se siente en la obligación de manifestar su extrañeza por el silencio de tantos prelados que aprovechan la menor oportunidad para adoctrinarnos sobre su respetable interpretación del derecho a la vida, al amor y a la libertad. ¿Acaso el ser humano Juan Pablo II no tiene derecho a vivir con dignidad, que no con boato y lujos incomprensibles, el fin de sus días en un ambiente de sosiego y de calor humano? Lo que pediríamos para un ser querido de nuestra familia, nos atrevemos a sugerirlo para ese anciano que ha servido en tantos campos la causa de los pobres y de la justicia social.

Y doy gracias porque ya no funcione la Inquisición porque, por menos de lo que contiene el texto que precede, muchos fueron quemados vivos en la hoguera. Sus cuerpos, por descontado, para salvarles el alma. E intentan convencernos de que van a pedir perdón ¿a quién?—por esos crímenes, con motivo del milenio. Arrojar la cara importa que el espejo no hay por qué.

José Carlos García Fajardo es profesor de Historia del Pensamiento Político en la Universidad Complutense y presidente de la ONG "Solidarios para el desarrollo"



ANA CAÑAS



MISERABLE DAMA

a quien no exculpa su condición matrimonial: tal como las de su hijo, producen vergüenza ajena sus quejas sobre la destrucción de la familia Pinochet y el horrible sufrimiento que ustedes están padeciendo. Si no hubiera usted recibido por mal nombre el de "Mahonesa" por estar siempre encima del "loco" (un apreciado marisco chileno) no sería pertinente escribirle ni recordarle nada; sería caso de una mujer defendiendo a su hombre hasta más allá de lo razonable, pero con la eximente de toda esposa a quien no se le puede pedir que declare contra el marido. No es el caso ni usted es una abnegada en los altares del hogar. Ha sido una arpia para su pueblo y exponente de los peores aspectos del mujeriejo cuartelario. Durante la dictadura del general fue la "generalita", y ejerció interesadamente complacida, dando aires a su hijo varón (ese otro orate que da alaridos encolerizados por las calles de Santiago) para lucrarse torpemente hasta el escándalo. No se relegó al segundo plano por el que optaron las mujeres de otros dictadores, ni siquiera conocidas, sino que disfrutó vicariamente del poder levantado sobre un osario, un campo de dolor y una imperdonable división social.

No se le conoce piedad ni lágrima ni sobre los pobladores de los barrios marginales de su ciudad cuando usted se dedicaba a decorar una espantosa pero carísima residencia presidencial en el barrio de Lo Curro, ajena a un hambreadamiento que llegó a las clases medias. Respaldo activamente una represión innecesariamente cruel, no atendiendo ni los ruegos de la Iglesia católica chilena de la que se supone devota, y perdóneme que le re-

cuerde lo que usted sin duda sabe: no la quieren ni los partidarios de su marido.

Por naturaleza, la esposa de militar es sufrida, vive a salto de mata en continuos cambios de destino, amistades, colegios, en casas nada confortables ni tenidas por propias, en renuncia a una posible prosperidad y en ambiente social cerrado, endogámico. Como usted, una parte de ellas canaliza su frustración espoleando a los maridos cuando las circunstancias son propicias al ruido de sables, llegando a ser mucho más reaccionarias que ellos e introduciendo el terrible rencor femenino en la vida civil. Usted fue jefa de las mujeres del

Ejército propaladoras de bulos, aporreadoras de cacerolas que no estaban precisamente vacías y arrojadoras de maíz a sus esposos tildándoles de gallinas, y no sé si alguna Lisistrata al revés hubo que le negó el débito carnal a su uniformado hasta que no se sublevara. Estaban ustedes aburridas históricamente de la constitucionalidad del Ejército y querían ver mandando a sus maridos tal como en los países vecinos. Así que siga en Londres de enfermera inglesa y haciendo compras y recuperando protagonismo doliéndose por las penas que se infligen a los suyos. Salvador Allende no hizo desaparecer a nadie y a Pinochet hasta le encumbrió, y Tencha, su viuda, es ejemplo de prudencia sin que se le haya escuchado un insulto o una queja en la defensa de los derechos abolidos y contra la impunidad de los crímenes. Ni la grandeza de una cantinera tiene usted, agría mahonesa reprimida del "loco" represor: Que Dios la confunda.



LUCÍA HIRIART

ARPIA, usted ha sido una arpia para su pueblo y exponente de los peores aspectos del mujeriejo cuartelario. **REPRESIÓN**, respaldó una represión innecesariamente cruel, no atendiendo ni los ruegos de la Iglesia católica chilena de la que se supone devota.